



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de l'Assemblée

Le mercredi 5 décembre 2018 — Vol. 45 N° 6

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

2018

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Débats de l'Assemblée nationale

Le mercredi 5 décembre 2018 — Vol. 45 N° 6

Table des matières

Affaires courantes

Déclarations de députés	217
Rendre hommage à M. Roger Lavergne pour sa contribution au développement économique et communautaire de la Mauricie Mme Marie-Louise Tardif	217
Souligner le 60e anniversaire de l'Harmonie de l'Association musicale de LaSalle Mme Hélène David	217
Rendre hommage à M. Robert Carrière, fondateur d'un groupe d'historiens amateurs à Tétreaultville M. Richard Campeau	217
Rendre hommage à M. José De Barros pour sa contribution à l'enseignement de la langue et de la culture portugaises M. Carlos J. Leitão	218
Féliciter Mme Marie-Ève Dicaire, championne du monde de boxe M. Benoit Charette	218
Souligner le 40e anniversaire de la Maison d'intervention Vivre Mme Catherine Fournier	218
Souligner le 50e anniversaire du Club FADOQ Les Amis dynamiques de Saint-Rédempteur M. Marc Picard	219
Rendre hommage aux bénévoles de l'organisme Soupière de La Baie M. François Tremblay	219
Appuyer la candidature de la ville de Châteauguay aux Jeux du Québec Mme MarieChantal Chassé	219
Souligner la première mission dans l'espace de l'astronaute David Saint-Jacques Mme Nicole Ménard	220
Présentation de projets de loi	220
Projet de loi n° 2 — Loi resserrant l'encadrement du cannabis M. Lionel Carmant	220
Mise aux voix	221
Dépôt de documents	221
Rapports annuels du Bureau de la sécurité privée, de la Régie des alcools, des courses et des jeux, de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, du Commissaire à la lutte contre la corruption et du Comité de déontologie policière	222
Rapports annuels du Conseil supérieur de l'éducation, du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie	222
États financiers, états du traitement et rapports sur la performance et les perspectives de développement de certains établissements d'enseignement universitaire	222
Rapport annuel et rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes du CISSS—Montérégie-Est	222
Rapports annuels de Financement-Québec et de la Société de financement des infrastructures locales	222
Rapport annuel du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	222
Rapports annuels du ministère de la Justice et de la Commission d'accès à l'information	222
Rapport annuel du ministère de la Famille	223
Rapports annuels de la Régie du logement, du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, et de la Commission municipale	223
Dépôt de rapports de commissions	223
Élection à la présidence et aux vice-présidences de la Commission de l'administration publique	223
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	223
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de l'aménagement du territoire	223
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de la culture et de l'éducation	223
Élection à la présidence et aux vice-présidences de la Commission de l'économie et du travail	223
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission des finances publiques	224
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission des institutions	224
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission des relations avec les citoyens	224

Table des matières (suite)

Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de la santé et des services sociaux	224
Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission des transports et de l'environnement	224
Questions et réponses orales	224
Mesures pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre	
M. Pierre Arcand	224
M. François Legault	225
M. Pierre Arcand	225
M. François Legault	225
M. Pierre Arcand	225
M. François Legault	225
M. Pierre Arcand	226
M. François Legault	226
Rémunération des préposés aux bénéficiaires	
M. Gaétan Barrette	226
M. Christian Dubé	226
M. Gaétan Barrette	226
M. Christian Dubé	227
M. Gaétan Barrette	227
M. Christian Dubé	227
Orientations gouvernementales en matière d'immigration	
Mme Dominique Anglade	227
M. Simon Jolin-Barrette	227
Mme Dominique Anglade	228
M. Simon Jolin-Barrette	228
Mme Dominique Anglade	228
M. Simon Jolin-Barrette	228
Politique en matière d'immigration	
M. Andrés Fontecilla	229
M. Simon Jolin-Barrette	229
M. Andrés Fontecilla	229
M. Simon Jolin-Barrette	229
M. Andrés Fontecilla	230
M. Simon Jolin-Barrette	230
Francisation des immigrants	
M. Pascal Bérubé	230
M. François Legault	230
Mme Catherine Fournier	230
M. Simon Jolin-Barrette	231
Mme Catherine Fournier	231
M. Simon Jolin-Barrette	231
Âge légal de consommation de cannabis	
M. André Fortin	231
M. Lionel Carmant	232
M. André Fortin	232
M. Lionel Carmant	232
M. André Fortin	232
M. Lionel Carmant	232
Projet de mine de lithium à La Motte, en Abitibi-Témiscamingue	
Mme Émilise Lessard-Therrien	233
M. Jonatan Julien	233
Mme Émilise Lessard-Therrien	233
Mme MarieChantal Chassé	233
Mme Émilise Lessard-Therrien	233
Mme MarieChantal Chassé	234

Table des matières (suite)

Politique culturelle du gouvernement	
Mme Isabelle Melançon	234
Mme Nathalie Roy	234
Mme Isabelle Melançon	234
Mme Nathalie Roy	235
Mme Isabelle Melançon	235
Mme Nathalie Roy	235
Publication des agendas des ministres	
M. Marc Tanguay	235
Mme Sonia LeBel	236
M. Marc Tanguay	236
Mme Sonia LeBel	236
M. Marc Tanguay	236
Mme Sonia LeBel	236
Motions sans préavis	237
Modifier les dispositions de la Loi sur les normes du travail permettant la reconduction de clauses de disparité de traitement	237
Mise aux voix	237
Souligner la Journée internationale des bénévoles	238
Mise aux voix	238
Affaires du jour	239
Affaires prioritaires	
Reprise du débat sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement et sur les motions formulant un grief	239
Mme Catherine Fournier	239
M. Éric Girard	241
M. Vincent Marissal	242
Motion formulant un grief	243
M. Vincent Caron	243
M. Saul Polo	245
Mme Geneviève Hébert	248
Mme Filomena Rotiroti	250
Mme Agnès Grondin	251
Mme Claire IsaBelle	252
M. Youri Chassin	253
M. Moncef Derraji	255
M. Mathieu Lacombe	257
Mme Véronique Hivon	258
M. Samuel Poulin	260
Mme Nicole Ménard	262
Mme Caroline Proulx	263
Mme Ruba Ghazal	264
Motion formulant un grief	266
Mme Isabelle Charest	266
Mme Marie-Claude Nichols	268
M. Donald Martel	270
Mme Marie-Louise Tardif	271
M. Robert Bussière	272
Mme Marie-Eve Proulx	273
M. Mathieu Lévesque	274
M. André Bachand	275
Mme Sonia LeBel	276
Mme Suzanne Dansereau	278
M. Ian Lafrenière	279
Ajournement	281

Le mercredi 5 décembre 2018 — Vol. 45 N° 6

(Neuf heures quarante minutes)

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Bon mercredi, tout le monde. Vous pouvez vous asseoir.

Affaires courantes

Déclarations de députés

À la rubrique des déclarations de députés, je cède maintenant la parole à Mme la députée de Lavolette—Saint-Maurice. La parole est à vous.

Rendre hommage à M. Roger Lavergne pour sa contribution au développement économique et communautaire de la Mauricie

Mme Marie-Louise Tardif

Mme Tardif : Aujourd'hui, Mme la Présidente, j'aimerais souligner la contribution exceptionnelle de M. Roger Lavergne pour le développement économique de la Mauricie ainsi que pour le soutien qu'il apporte aux enfants ayant un handicap.

Ce qui caractérise M. Lavergne, outre son immense générosité, c'est sa personnalité : humble et serviable, toujours dans l'ombre et dans le respect des autres. Copropriétaire de Rôtisserie Fusée, de l'équipe de hockey junior les Cataractes de Shawinigan, cofondateur de la Fondation Fusée, il y a 22 ans, il participe aussi à l'organisation d'activités d'envergure et est président d'honneur de nombreuses activités caritatives. Grâce à la Fondation Fusée, il a rendu possible l'intégration d'enfants aux prises avec un handicap en favorisant l'aménagement de plusieurs parcs de jeu adaptés et d'équipement adapté pour expérimenter, entre autres, le ski nautique et, tout récemment, le ski alpin.

Merci pour votre contribution énorme à faire de notre monde un monde meilleur.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Marguerite-Bourgeoys. La parole est à vous.

Souligner le 60e anniversaire de l'Harmonie de l'Association musicale de LaSalle

Mme Hélène David

Mme David : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bravo pour votre nomination!

Oscar Wilde disait que la musique met l'âme en harmonie avec tout ce qui existe. Eh bien, c'est pour cette raison que je souhaite souligner aujourd'hui les 60 ans de l'Harmonie de l'Association musicale de LaSalle.

Fondée en 1958, l'Harmonie de l'AML prit son essor avec son incorporation, en 1984, sous la gouverne de M. Paul Laurendeau, professeur de musique à l'école secondaire Cavalier-De LaSalle. Depuis plus d'un demi-siècle, cette formation musicale de près d'une trentaine de musiciens de toutes générations présente année après année de magnifiques spectacles, en été et à Noël, qui font la joie des citoyens de ma circonscription.

Je suis très heureuse de pouvoir souligner le magnifique travail accompli par sa présidente, Mme Nathalie Julien, son vice-président, M. Gilles Lemieux, et tout spécialement M. Richard Pomminville, directeur musical.

L'Harmonie de l'Association musicale de LaSalle, avec son répertoire varié de musique de film, pièces jazz et classiques, possède une réputation enviable dans l'Ouest-de-l'Île de Montréal, et je leur souhaite 60 autres belles années de plaisir à jouer ensemble. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole au député de Bourget. La parole est à vous.

Rendre hommage à M. Robert Carrière, fondateur d'un groupe d'historiens amateurs à Tétreaultville

M. Richard Campeau

M. Campeau : Merci, Mme la Présidente. J'aimerais profiter de ce moment pour saluer la mémoire d'un homme dont l'héritage est exceptionnel pour tous ceux qui ont eu l'occasion de le rencontrer. L'histoire de son quartier était sa passion, et il a su la transmettre en la vulgarisant.

M. Robert Carrière a réussi à monter autour de lui un groupe de passionnés d'histoire de Tétreaultville qui compte maintenant plus de 2 000 membres. Sans formation d'historien, il tenait néanmoins à ce que cette histoire soit préservée en étant racontée. Il aura parcouru centres d'archives, de généalogie, des bibliothèques, des banques de données pour augmenter et concentrer cette connaissance historique de son quartier, qui lui était si cher.

M. Robert Carrière nous a quittés plus tôt cette année des suites d'une longue maladie. Maintenant, il fait lui-même partie de cette histoire en tant que monument à reconnaître pour sa grandeur et sa patience. Il tenait à ce que son groupe lui survive, continuant tous les samedis à se rencontrer et à discuter d'histoire dans l'est de Montréal. Je tiens à saluer M. Robert Carrière afin qu'il soit reconnu comme une inspiration pour nous et pour tous ceux qui suivront et que son mouvement en faveur de l'histoire régionale lui survive. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole à M. le député de Robert-Baldwin.

Rendre hommage à M. José De Barros pour sa contribution à l'enseignement de la langue et de la culture portugaises

M. Carlos J. Leitão

M. Leitão : Merci, Mme la Présidente. Alors, j'aimerais rendre hommage à un grand Luso-Québécois décédé le 1er novembre dernier, le Pr José De Barros.

Tout d'abord, à son épouse Zulmira, ses enfants, Ana et José Manuel, mes très sincères condoléances.

Le Pr De Barros était un enseignant hors pair et très engagé dans sa communauté. Dès les années 1970, il a créé l'école communautaire Santa Cruz pour promouvoir l'enseignement de la langue et culture portugaises au niveau primaire d'abord et, plus tard, même au secondaire. Le Pr De Barros a compris assez tôt que maîtriser sa langue maternelle et être fier de ses racines donne la confiance nécessaire pour bien s'intégrer à la société d'accueil.

(S'exprime en portugais).

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole au député de Deux-Montagnes. La parole est à vous.

Féliciter Mme Marie-Ève Dicaire, championne du monde de boxe

M. Benoit Charette

M. Charette : Merci, Mme la Présidente. Samedi dernier, ici même, à Québec, la boxeuse Marie-Ève Dicaire, originaire de Saint-Eustache, a détrôné son adversaire pour devenir la championne des supermoyens de l'International Boxing Federation. Marie-Ève est la toute première Québécoise championne du monde en boxe. Au terme d'un combat féroce de 10 rounds, elle a convaincu les trois juges, obtenant ainsi une décision unanime.

À l'âge de six ans, Marie-Ève Dicaire pratique déjà le karaté et sera championne canadienne avant d'avoir 11 ans. À 18 ans, elle devient championne du monde de karaté, un exploit qu'elle répétera à cinq reprises.

Propriétaire d'un dojo, Marie-Ève a d'abord tenté sa chance en kickboxing, avant de faire le saut en boxe. En 2013, elle devient championne du Québec, championne canadienne et remporte le tournoi Ringside. Ses faits d'armes lui ont valu d'ailleurs le titre d'Athlète de l'année en 2013, décerné par Boxe Québec.

Félicitations à Marie-Ève Dicaire, une pionnière et une athlète déterminée qui nous rend très fiers dans la circonscription de Deux-Montagnes! Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député de Deux-Montagnes. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Marie-Victorin.

Souligner le 40e anniversaire de la Maison d'intervention Vivre

Mme Catherine Fournier

Mme Fournier : Merci, Mme la Présidente. C'est le 2 novembre dernier, à l'occasion d'une soirée festive, qu'a été célébré le 40e anniversaire de la maison Vivre, une ressource d'intervention thérapeutique qui dessert principalement la circonscription de Marie-Victorin.

Fondée en 1978, la maison Vivre a pour objectif d'aider et de soutenir des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, particulièrement la dépression. Utilisant une approche alternative basée sur l'écoute et le respect, cette ressource offre à ceux qui la fréquentent un programme intensif d'une durée d'au moins trois mois. Ses programmes, qui alternent les activités en groupe et les séances individuelles, permettent aux bénéficiaires de se redécouvrir eux-mêmes, de retrouver un sentiment de contrôle sur leur vie et de sortir grandis de cette expérience difficile. Ce sont ainsi plus de 70 personnes qui profitent chaque année des services ainsi que de l'ambiance chaleureuse et familiale de cette maison.

Il me fait donc plaisir de féliciter le directeur général, tellement dévoué, M. Gérald Mongeau, l'équipe de travail ainsi que tous les bénévoles pour le travail accompli depuis 40 ans. Merci pour tout. Et longue vie à la maison Vivre!

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée de Marie-Victorin. Maintenant, je cède la parole au député de Chutes-de-la-Chaudière.

**Souligner le 50e anniversaire du Club FADOQ Les Amis
dynamiques de Saint-Rédempteur**

M. Marc Picard

M. Picard : Merci, Mme la Présidente. Depuis maintenant 50 ans, le Club FADOQ Les Amis dynamiques de Saint-Rédempteur s'implique dans la communauté pour contrer l'isolement des personnes âgées en créant des occasions de rencontre et d'échange. La présence d'un club si actif favorise la participation des membres puisqu'actuellement plus de 400 personnes sont inscrites. De nombreuses activités sociales et récréatives leur sont proposées : vie active, danse, sorties, jeux, soirées thématiques.

Aussi, je tiens à saluer le dévouement de tous les bénévoles mais aussi l'implication des membres, qui, durant toutes ces années, ont contribué à faire de cette association un groupe vivant et dynamique. Je profite de l'occasion pour remercier toutes les personnes qui donnent généreusement de leur temps au bon fonctionnement du club FADOQ de Saint-Rédempteur et qui en assurent la pérennité. Félicitations pour ces 50 ans d'engagement et de présence dans la communauté!

Et je termine en soulignant la présence de deux représentants du club, Mme Hélène Dubé et M. Gérard Rodrigue, dans nos tribunes. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole au député de Dubuc.

**Rendre hommage aux bénévoles de
l'organisme Soupière de La Baie**

M. François Tremblay

M. Tremblay : Merci, Mme la Présidente. Chers collègues, M. le premier ministre. Le 22 novembre dernier, c'est avec honneur que j'acceptais l'invitation du conseil d'administration de la Soupière de La Baie, un organisme qui existe depuis 25 ans et qui lutte afin de rendre quotidiennement disponible un couvert de dignité pour la symbolique somme de 1 \$. Il sera toujours paradoxal, à mon sens, de célébrer pareille réalité dans des sociétés comme les nôtres, mais force est d'admettre que nous n'avons toujours pas atteint cet équilibre qui nous permettrait de nous retrouver autour d'une même table d'abondance. Ceci dit, Mme la Présidente, je tiens à saluer l'humanité du conseiller municipal, M. Cyprien Gaudreault, qui fonda ce regroupement de bénévoles, qui auront partagé à ce jour, dans un esprit de générosité exemplaire, 80 000 repas.

Comme ils m'ont fait l'honneur du mot de la fin, je leur ai signifié notre solidarité. J'en profite pour rappeler à mes collègues et aux citoyens la très prochaine Guignolée des... la Guignolée des médias, pardon, qui se tient le 6 décembre à La Baie mais un peu partout aussi.

Alors, bravo aux êtres humains de la Soupière de La Baie! Et soyez généreux. Merci, Mme la Présidente.

• (9 h 50) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Châteauguay.

**Appuyer la candidature de la ville de
Châteauguay aux Jeux du Québec**

Mme MarieChantal Chassé

Mme Chassé : Mme la Présidente, tout d'abord, félicitations pour votre excellente prestation hier! Bravo! Merci.

Chers collègues, je vous remercie de l'opportunité qui m'est offerte aujourd'hui de m'adresser à vous... et à vous, les citoyens.

Vous savez, le sport et la jeunesse m'importent grandement, et j'ai l'honneur d'une première déclaration qui les valorise. Je désire en profiter pour déclarer officiellement mon appui à la ville de Châteauguay, actuellement en lice pour l'obtention de la 57e finale des Jeux du Québec d'été en 2022.

Dans les dernières années, la ville de Châteauguay a fait et continue à faire des investissements importants afin d'offrir à sa population des infrastructures sportives modernes. Elle permet ainsi aux jeunes sportifs de la région de se développer et de se distinguer dans de nombreuses disciplines.

Les Jeux du Québec, pour y avoir déjà participé moi-même, sont un excellent moyen de faire la promotion de l'activité physique...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : En terminant.

Mme Chassé : ...il s'agit d'une vitrine exceptionnelle pour le talent de notre jeunesse. Je tiens donc à assurer la ville de Châteauguay de mon soutien dans cette course amicale à l'obtention de cet événement sportif d'envergure. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Laporte.

**Souligner la première mission dans l'espace
de l'astronaute David Saint-Jacques**

Mme Nicole Ménard

Mme Ménard : Merci, Mme la Présidente. Alors, depuis toujours, ce qui se trouve au-delà de notre planète fascine. Les images de la terre vue de l'espace sont toujours époustouflantes, mais bien peu de gens ont l'opportunité de le constater en personne.

Depuis lundi, le Lambertois David Saint-Jacques vit un de ses rêves de jeunesse, celui de parcourir l'espace. Au cours des six prochains mois, l'astronaute québécois habitera la Station spatiale internationale, où il réalisera des expériences scientifiques et manœvrera le Canadarm2.

Son parcours professionnel est inspirant, et sa détermination démontre que tous les rêves peuvent se réaliser. Après des mois d'entraînement et de préparation, il est un exemple de persévérance et de courage pour tous les Québécois.

Au nom de tous les citoyens de la circonscription de Laporte, je lui souhaite une excellente mission. Toute notre communauté est fière de lui.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée de Laporte. Merci, MM. et Mmes les députés. Cela met fin à la rubrique de déclarations de députés.

Et je suspends les travaux durant quelques minutes.

(Suspension de la séance à 9 h 54)

(Reprise à 10 h 2)

Le Président : Mmes et MM. les députés, nous allons nous recueillir quelques instants.

Je vous remercie. Veuillez vous asseoir.

D'abord, je me permets de vous souhaiter un excellent mercredi, une bonne séance, à ce moment-ci.

Et, en ce moment, nous poursuivons les affaires courantes.

Aujourd'hui, il n'y a pas de déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi

À la rubrique Présentation des projets de loi, M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui. M. le Président, je vais vous demander d'appeler l'article...

Des voix : ...

M. Jolin-Barrette : L'article a, effectivement.

Le Président : M. le leader du gouvernement, j'ai failli vous souffler la réponse. Je vous ai laissé un peu de temps.

Projet de loi n° 2

À l'article a du feuillet, M. le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux présente le projet de loi n° 2 resserrant l'encadrement du cannabis. M. le ministre.

M. Lionel Carmant

M. Carmant : Bonjour, M. le Président. Je suis fier de présenter le projet de loi n° 2, Loi resserrant l'encadrement du cannabis.

Ce projet de loi vise à resserrer l'encadrement du cannabis.

Pour ce faire, il hausse d'abord à 21 ans l'âge minimal requis pour acheter du cannabis, en posséder et accéder à un point de vente de cannabis.

Le projet de loi resserre ensuite les règles applicables en matière de possession de cannabis en prévoyant qu'il est interdit d'en posséder sur les terrains, dans les locaux ou dans les bâtiments d'un établissement d'enseignement collégial ou universitaire, à l'exception des résidences universitaires.

En matière d'usage de cannabis, le projet de loi ajoute aux interdictions de fumer déjà prévues dans la Loi encadrant le cannabis l'interdiction de fumer du cannabis sur les voies publiques, sur les terrains de lieux fermés dans lesquels il est actuellement interdit de fumer, sous réserve de certaines exceptions, de même que dans tous les autres lieux extérieurs qui accueillent le public, notamment les parcs, les terrains de jeux, les terrains de sport et les terrains des camps de jour.

De plus, le projet de loi étend à tous les établissements d'enseignement collégial ou universitaire l'interdiction pour la Société québécoise du cannabis d'exploiter un point de vente de cannabis à moins de 250 mètres d'un établissement d'enseignement.

Enfin, le projet de loi apporte certaines corrections de nature technique à la Loi encadrant le cannabis et à d'autres lois, comporte quelques ajouts et précisions en matière pénale et contient des modifications de concordance ainsi qu'une mesure transitoire.

Merci, M. le Président.

Le Président : Est-ce que l'Assemblée accepte d'être saisie de ce projet de loi? Je reconnais le leader de l'opposition officielle.

M. Proulx : Oui, M. le Président. Maintenant que le projet de loi a été appelé, est-ce que le leader du gouvernement peut s'engager à la tenue de consultations particulières, que je souhaite les plus élargies possible, avant l'appel du principe? M. le Président, je vous rappelle qu'il y a un travail rigoureux qui a été fait et plusieurs groupes qui ont déjà été entendus sur le projet de loi et sur la loi que nous avons actuellement. Alors, je pense que c'est nécessaire d'entendre des gens.

Le Président : M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : M. le Président, nous aurons de courtes consultations relativement au projet de loi et nous pourrions échanger... les groupes à entendre avec le leader de l'opposition.

Le Président : M. le leader de l'opposition officielle.

M. Proulx : Peut-être vous exprimer, M. le Président, comme c'est la coutume, que nous aurons des discussions. Il y aura une liste qui sera soumise de la part de l'opposition officielle, j'imagine, des collègues également. Nous aurons des discussions parce que nous les souhaitons un petit peu plus longues que ce qu'a annoncé le leader du gouvernement.

Le Président : M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : M. le Président, nous discuterons, le leader de l'opposition officielle et moi-même, et nous trouverons les plages horaires ainsi que les groupes à convoquer ensemble.

Mise aux voix

Le Président : Alors, je comprends que le projet de loi est adopté?

Des voix : Adopté.

Le Président : Adopté.

Des voix : ...

Le Président : Le principe.

Des voix : ...

Le Président : Non, non, vous avez tout à fait... Vous avez compris. Le principe... Vous disiez que j'allais trop vite, hein? Tout à fait. Je voulais simplement saisir, à ce moment-ci, si vous étiez vraiment à l'affût, et vous l'êtes. C'est merveilleux.

Une voix : ...

Le Président : Non, non, à la saisie du projet de loi, voilà. Merci, M. le leader de l'opposition officielle. On a beaucoup de plaisir. Je vous l'ai dit, c'est un beau mercredi, dans le sourire.

Des voix : ...

Le Président : S'il vous plaît!

Dépôt de documents

À la rubrique Dépôt de documents, Mme la ministre de la Sécurité publique.

**Rapports annuels du Bureau de la sécurité privée, de la Régie des alcools,
des courses et des jeux, de la Commission québécoise des libérations
conditionnelles, du Commissaire à la lutte contre la corruption
et du Comité de déontologie policière**

Mme Guilbault : Oui, merci, M. le Président. Permettez-moi de déposer les rapports annuels de gestion 2017-2018 du Bureau de la sécurité privée, de la Régie des alcools, des courses et des jeux, de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, du Commissaire à la lutte contre la corruption et du Comité de déontologie policière.

Le Président : Mme la ministre de la Sécurité publique, j'avais l'oeil également. Je me suis dit : Il faut faire que les choses soient bien placées. Ces documents sont maintenant déposés. M. le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Rapports annuels du Conseil supérieur de l'éducation, du Comité
consultatif sur l'accessibilité financière aux études et
de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie**

M. Roberge : M. le Président, j'ai pas mal de documents à déposer ce matin. Donc, permettez-moi de déposer les rapports annuels de gestion 2017-2018 du Conseil supérieur de l'éducation, du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

**États financiers, états du traitement et rapports sur la performance
et les perspectives de développement de certains
établissements d'enseignement universitaire**

Je dépose également les rapports 2017-2018 incluant les états financiers, les états du traitement, les rapports sur la performance et les perspectives de développement des établissements suivants : l'Université McGill, l'Université Laval, l'Université Concordia, l'Université Bishop's, l'Université de Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'École de technologie supérieure, Polytechnique Montréal, le réseau de l'Université du Québec, TELUQ, l'Université de Sherbrooke, l'Institut national de la recherche scientifique, l'École nationale d'administration publique, l'Université du Québec à Rimouski, l'Université du Québec à Montréal, HEC Montréal, l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université du Québec en Outaouais et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Merci bien.

Le Président : Merci, M. le ministre. Ces documents sont maintenant déposés. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

**Rapport annuel et rapport sur l'application de la procédure
d'examen des plaintes du CISS—Montérégie-Est**

Mme McCann : M. le Président, je dépose aujourd'hui le rapport annuel de gestion 2017-2018 du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est ainsi que le rapport annuel 2017-2018 du commissariat aux plaintes et à la qualité des services du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est. Merci, M. le Président.

Le Président : Merci. Ces documents sont maintenant déposés. M. le ministre des Finances.

**Rapports annuels de Financement-Québec et de la Société
de financement des infrastructures locales**

M. Girard (Groulx) : M. le Président, permettez-moi de déposer le rapport d'activité 2017-2018 de Financement-Québec ainsi que le rapport d'activité 2018 de la Société de financement des infrastructures locales du Québec.

• (10 h 10) •

Le Président : Merci. Ces documents sont également déposés. M. le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

Rapport annuel du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

M. Jolin-Barrette : M. le Président, permettez-moi de déposer le rapport annuel de gestion 2017-2018 du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. Merci, M. le Président.

Le Président : Ce document est déposé. Mme la ministre de la Justice.

**Rapports annuels du ministère de la Justice et de
la Commission d'accès à l'information**

Mme LeBel : Merci, M. le Président. Je dépose les rapports annuels de gestion 2017-2018 du ministère de la Justice et de la Commission d'accès à l'information du Québec. Merci, M. le Président.

Le Président : Ces documents sont déposés. M. le ministre de la Famille.

Rapport annuel du ministère de la Famille

M. Lacombe : M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport annuel de gestion 2017-2018 du ministère de la Famille. Merci, M. le Président.

Le Président : Ce document est également déposé. Mme la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Rapports annuels de la Régie du logement, du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, et de la Commission municipale

Mme Laforest : M. le Président, j'ai le plaisir de déposer les rapports annuels de gestion 2017-2018 de la Régie du logement, du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, et de la Commission municipale du Québec. Merci, M. le Président.

Le Président : Merci, Mme la ministre. Ces documents sont déposés.

Dépôt de rapports de commissions

À la rubrique Dépôt de rapports de commissions, M. le président de la Commission d'administration publique et député de Robert-Baldwin.

Élection à la présidence et aux vice-présidences de la Commission de l'administration publique

M. Leitão : M. le Président, je dépose le rapport de la Commission d'administration publique qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et aux vice-présidences de la commission.

Le Président : Merci. Ce rapport est déposé. M. le président de la Commission de l'Agriculture, des Pêcheries, de l'Énergie et des Ressources naturelles, M. le député de Masson.

Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

M. Lemay : M. le Président, je dépose le rapport de la Commission de l'Agriculture, des Pêcheries, de l'Énergie et des Ressources naturelles qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de la commission.

Le Président : Merci. Mme la présidente de la commission... Évidemment, ce rapport est déposé. Mme la présidente de la Commission de l'aménagement du territoire et députée d'Anjou—Louis-Riel.

Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de l'aménagement du territoire

Mme Thériault : Merci, M. le Président. Je dépose le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection de la présidence et de la vice-présidence de la commission.

Le Président : Merci. Ce rapport est déposé. M. le président de la Commission de la culture et de l'éducation et député de LaFontaine.

Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission de la culture et de l'éducation

M. Tanguay : Je dépose le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de la commission.

Le Président : Ce rapport est déposé. Merci. Mme la présidente de la Commission de l'économie et du travail et députée de Huntingdon.

Élection à la présidence et aux vice-présidences de la Commission de l'économie et du travail

Mme Isabelle : Je dépose le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et aux vice-présidences de la commission. Merci.

Le Président : Merci. Ce rapport est déposé. M. le président de la Commission des finances publiques et député de Montmorency.

**Élection à la présidence et à la vice-présidence de
la Commission des finances publiques**

M. Simard : M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport de la Commission des finances publiques qui, hier, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de ladite commission. Merci.

Le Président : Ce rapport est déposé. M. le président de la Commission des institutions et député de Deux-Montagnes.

**Élection à la présidence et à la vice-présidence
de la Commission des institutions**

M. Charette : Il me fait plaisir de déposer le rapport de la Commission des institutions qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de la commission.

Le Président : Merci. Ce rapport est déposé. M. le président de la Commission des relations avec les citoyens et député de Richmond.

**Élection à la présidence et à la vice-présidence de la
Commission des relations avec les citoyens**

M. Bachand : Merci, M. le Président. Je dépose avec plaisir le rapport de la Commission des relations avec les citoyens qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection de la présidence et de la vice-présidence de ladite commission. Merci.

Le Président : Ce rapport est maintenant déposé. M. le président de la Commission de la santé et des services sociaux et député de Beauce-Nord.

**Élection à la présidence et à la vice-présidence de la
Commission de la santé et des services sociaux**

M. Provençal : ...le rapport de la Commission de la santé et des services sociaux qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de la commission. Et je profite de l'occasion pour féliciter l'élection de la députée de Marguerite-Bourgeoys à la vice-présidence. Merci.

Le Président : Merci. Ce rapport est déposé. Mme la présidente de la Commission des transports et de l'environnement et députée de l'Acadie.

**Élection à la présidence et à la vice-présidence de la
Commission des transports et de l'environnement**

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Je dépose le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 4 décembre 2018, a procédé à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de la commission. Merci, M. le Président.

Le Président : Merci. Ce rapport est également déposé.

Il n'y a pas de dépôt de pétitions.

Il n'y a pas de réponses orales aux pétitions ni d'interventions portant sur une violation de droit ou de privilège.

Questions et réponses orales

Nous en sommes maintenant à la période de questions et de réponses orales, et je cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Mesures pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre

M. Pierre Arcand

M. Arcand : Merci, M. le Président. Hier, j'ai parlé au premier ministre de pénurie de main-d'oeuvre. Je ne sais pas pourquoi, il m'a répondu en parlant d'immigration. Et, ce matin, M. le Président, les chiffres sont clairs. En fait, on peut le voir, le Québec est champion au Canada de la pénurie de main-d'oeuvre. C'est une pénurie de main-d'oeuvre qui frappe plus fort au Québec que n'importe où au Canada. Et, quand on regarde les chiffres, on parle de 117 700 postes, et, quand on regarde quels sont les endroits qui sont touchés, on parle des petites entreprises et on parle également d'endroits où sont nos aînés.

M. le Président, nous souhaitons tous, dans cette Chambre, de meilleurs services pour nos aînés. Mais, pour y arriver, il faut d'abord s'attaquer au véritable problème, soit celui du défi de l'emploi. Quand on a lu le rapport de la Protectrice du citoyen, M. le Président... Elle n'a pas caché d'ailleurs que ce n'est pas la qualité des infrastructures qui est en cause, mais bien le manque de main-d'oeuvre qui nuit à la qualité des soins dans nos CHSLD.

M. le Président, est-ce que le premier ministre s'engage à investir d'abord dans le personnel de soutien avant d'investir dans des immeubles?

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, quand j'ai entendu le chef de l'opposition officielle parler de pénurie de main-d'oeuvre, j'ai failli tomber en bas de ma chaise parce que le gouvernement libéral a été en place pendant 15 ans. Il y a eu des indications qui ont été données au gouvernement, depuis 2004, qu'il y avait une pénurie de main-d'oeuvre qui s'en venait.

Il faut en faire beaucoup plus pour orienter les jeunes vers les domaines où on a besoin de main-d'oeuvre. Je pense, entre autres, effectivement... les soins de santé. Avec le vieillissement de la population, il va falloir convaincre plus de jeunes de choisir ces disciplines.

Il va falloir aussi mieux choisir les immigrants qui arrivent au Québec. Parce que je rappelle un chiffre, là, ça, c'est le bilan libéral : 26 % des nouveaux arrivants quittent le Québec. Ça, c'est 13 000 sur 50 000 qui quittent le Québec. Donc, il faut mieux choisir, en fonction des qualifications, les nouveaux arrivants, il faut mieux les intégrer, reconnaître mieux les diplômés, l'expérience.

Donc, il y a beaucoup de travail à faire, et le nouveau gouvernement va s'y attaquer rapidement. Mais laissez-nous arriver, on a 15 ans à réparer.

Des voix : ...

Le Président : S'il vous plaît! S'il vous plaît! Première complémentaire, M. le chef de l'opposition officielle.

M. Pierre Arcand

M. Arcand : Bien, moi, M. le Président... D'abord, hier, on a entendu une réponse du ministre du Travail, il a dit qu'il n'avait pas nécessairement un plan qui va être défini dans le temps, on va voir de quelle façon ça va fonctionner.

Est-ce qu'il partage, le premier ministre, le point de vue de sa ministre des Aînés, qui dit que la Protectrice du citoyen fait peur aux travailleurs potentiels et que c'est la raison pourquoi il n'y a pas de monde dans les CHSLD?

Qu'est-ce qu'il entend faire pour combler ces postes dans ce...

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, on va avoir, éventuellement, des négociations. Le président du Conseil du trésor va négocier des nouvelles conventions collectives. On veut, pour la première fois, ne pas aller dans le mur-à-mur, de tenir compte des domaines où on a de la difficulté à attirer des employés. Donc, il va falloir augmenter davantage, dans certains secteurs, les salaires, donc ne pas offrir la même augmentation à tous les employés, comme l'ont fait les gouvernements précédents.

Le ministre de l'Emploi aussi travaille à établir les besoins région par région, entreprise par entreprise, organisation par organisation. C'est ça qui aurait dû être fait depuis longtemps.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le chef de l'opposition officielle.

M. Pierre Arcand

M. Arcand : Bien, c'est parce qu'il y a des problèmes partout, M. le Président, au niveau de la pénurie, justement. Il y a des problèmes dans les petites entreprises, il y a des problèmes auprès des garagistes, des nettoyeurs, selon le rapport. Il y a des problèmes à peu près dans tous les domaines. Et, entre autres, ce qu'on sent de ce gouvernement, c'est : d'abord et avant tout, on aime mieux investir dans le béton. Le premier ministre veut investir dans des maisons des aînés, par exemple. On sait, selon les experts, que ça va coûter 20 milliards de dollars.

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : Le chef de l'opposition officielle semble essayer de deviner le budget qui sera déposé avant qu'il soit déposé. Il faut agir des deux côtés. Il faut agir sur le béton, comme il dit, parce qu'il y a beaucoup de rénovations à faire.

C'est triste de voir certains de nos CHSLD, c'est triste de voir certaines de nos écoles qui ont manqué d'amour, si je peux dire, dans les dernières années. Mais il faut aussi ajouter du personnel. Il faut ajouter du personnel dans les CHSLD, il faut ajouter du personnel pour les jeunes enfants, pour un dépistage précoce. On va s'atteler à la tâche, puis vous allez voir des grands changements...

• (10 h 20) •

Le Président : En terminant.

M. Legault : ...dans les prochaines années.

Le Président : Troisième complémentaire, M. le chef de l'opposition officielle.

M. Pierre Arcand

M. Arcand : Hier, M. le Président, le premier ministre me demandait si j'avais des solutions. Alors, on va regarder du côté de la santé, parce qu'encore une fois, une façon d'augmenter rapidement le nombre d'infirmières, c'est la question des projets ratios, entre autres, qui existent.

Est-ce que le premier ministre va s'engager à reconduire les projets ratios, le personnel infirmier par patients, que nous avons mis en place et qui, d'ailleurs, ont fait leurs preuves, M. le Président?

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, quand on parle des infirmières, effectivement les infirmières pourraient en faire beaucoup plus pour aider la population. Malheureusement, le mode de rémunération des médecins n'incite pas les médecins à déléguer des actes aux infirmières. Quand ils le font, ils ne sont pas payés.

Donc, il faut revoir le mode de rémunération pour être capable de déléguer plus d'actes aux infirmières, plus d'actes aux pharmaciens. C'est tout ça qu'on veut faire, mais on a beaucoup de travail, on a beaucoup de rattrapage à faire.

Le Président : Principale, M. le député de La Pinière.

Rémunération des préposés aux bénéficiaires

M. Gaétan Barrette

M. Barrette : M. le Président, sur l'importante question des préposés, qui est revenue dans l'actualité la semaine dernière, en 2016 on a fait le premier Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD. On a identifié l'importance du travail des préposés et la nécessité de réorganiser leur travail, mais la quasi-urgence d'augmenter leur nombre. On a investi 65 millions pour 1 300 postes affichés, 850 en maintien à domicile. Pourtant, presque deux ans plus tard, on peine à combler les postes. Pourquoi? Le milieu l'a dit, la valorisation, en français, le salaire.

Compte tenu des spectaculaires marges de manoeuvre dont a hérité ce gouvernement, le président du Conseil du trésor va-t-il maintenant s'asseoir avec leurs représentants et négocier des conditions de rémunération plus attractives pour augmenter leur nombre maintenant?

Le Président : M. le président du Conseil du trésor.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Alors, M. le Président, j'apprécie beaucoup la question de mon collègue le député de La Pinière, mais j'aimerais lui rappeler que l'essentiel des augmentations a été fait aux médecins spécialistes dans la dernière année. Et je pense que, si la même priorité avait été... mettre sur le personnel infirmier dans tout le reste du réseau, peut-être qu'on ne serait pas en train de se parler des problèmes dans les hôpitaux ce matin. Je lui donne ça comme réflexion.

Deuxièmement, deuxièmement, je pense que non seulement la priorité a été aux médecins, mais ce que je trouve encore plus déplorable, c'est que cette priorité-là a été mise au surplus, parce que vous avez créé un grand, grand surplus grâce aux économies que vous avez faites sur le dos de la population. Et ça, c'est encore pire parce qu'il faut non seulement redresser la question du surplus dont vous parlez, mais je pense qu'on va attaquer la question des spécialistes correctement, comme on l'a fait. Et c'est pour ça que nous avons signé un devis il y a quelques semaines, et nous nous attaquons à ce problème-là présentement. Merci, M. le Président.

Le Président : Première complémentaire, le député de La Pinière.

M. Gaétan Barrette

M. Barrette : Je rappelle au président du Conseil du trésor qu'on parle des préposés, et là-dessus on a fait les gestes qui devaient être posés. Ils ont tous été faits : évaluation, réorganisation, affichage de postes, mais

manifestement, ils le disent, il manque un ingrédient, et cet ingrédient-là appartient exclusivement au président du Conseil du trésor.

Est-ce qu'il va maintenant se lever, nous donner une réponse qui est légale mais pas banale? Va-t-il aujourd'hui, maintenant, renégocier des conditions de rémunération plus attractives pour les préposés?

Le Président : M. le président du Conseil du trésor.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Comme j'ai dit tout à l'heure, M. le Président, je trouve ça déplorable de revenir avec cette question-là encore, alors que le travail n'a pas été fait.

Mais je voudrais dire deux choses. Notre député de La Pinière a même dit sur Twitter la semaine dernière qu'il avait trouvé justement que les médecins étaient trop payés et cette entente-là n'était pas correcte. C'est même lui qui l'a dit.

Alors, nous, on va s'attaquer au problème des infirmières, comme notre premier ministre l'a dit, puis je ne pense pas qu'on a de leçons à recevoir de personne, surtout de lui, M. le Président.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le député de La Pinière.

M. Gaétan Barrette

M. Barrette : En campagne électorale : On va rouvrir les ententes. Quand c'est des préposés, au pouvoir : On va attendre. C'est ça, la réponse aujourd'hui. Mais ceux qui vont attendre, ce sont les patients les plus vulnérables dans notre société. Le premier ministre nous a promis un gouvernement plus humain. Manifestement, ce mot dans la bouche du président du Conseil du trésor est aussi creux que dans la bouche du premier ministre dans son discours inaugural.

Va-t-il aujourd'hui s'asseoir avec les représentants des préposés et négocier des conditions de rémunération plus attractives maintenant?

Le Président : M. le président du Conseil du trésor.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Alors, je vais faire un dernier effort, M. le Président, pour ce matin, parce que je sens que ça va revenir. Alors, l'effort, il est très clair, on va être là, M. le Président, on va s'asseoir avec tout notre personnel, on va faire les efforts qu'il faut, mais on va le faire de façon humaniste. On le voit, là, dans le réseau, les gens sont épuisés, ils sont épuisés de cette confrontation-là qu'ils ont eue pendant les dernières années. Et nous, on va avoir une approche humaniste, avec ma collègue de la Santé, et on va faire le travail qui n'a pas été fait, M. le Président. Merci.

Le Président : Question principale, Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne.

Orientations gouvernementales en matière d'immigration

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : Merci, M. le Président. Alors, hier, le ministre de l'Immigration nous présentait son plan en matière d'immigration, un plan qui est à la fois illogique, un plan qui est antiéconomique et qui fait en sorte qu'on réduit le nombre d'immigrants de 50 000 à 40 000. On recycle une vieille idée et on fait fi complètement du contexte économique dans lequel se trouve le Québec aujourd'hui. Encore une fois, l'idéologie avant les faits.

Mais, hier, on en rajoute une couche. On veut maintenant réduire le nombre d'immigrants issus du regroupement familial. Et, quand on parle d'humanité, quand on parle d'humanité, quand un conjoint est séparé de sa conjointe ou de ses enfants, il est évidemment moins heureux, moins productif, moins performant, et l'intégration est plus difficile. Les chiffres le montrent, M. le Président, le vecteur d'intégration pour les nouveaux arrivants, c'est le regroupement familial.

Ma question est très simple au ministre de l'Immigration : Est-ce que le ministre peut nous dire quel est le taux de rétention des nouveaux arrivants issus du regroupement familial?

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, hier, j'ai déposé un plan qui va diminuer le nombre d'immigrants, pour l'année 2019, de 53 000 à 40 000 immigrants. Ce qu'il est important de comprendre, M. le Président, c'est qu'on se retrouve dans une situation où, durant des années, on a abandonné les immigrants, du côté du Parti libéral du Québec. Durant 15 ans, on ne s'est pas souciés... D'ailleurs, il y a eu deux rapports, deux rapports de la Vérificatrice générale sous l'administration libérale, en 2010, en 2017, le dernier sur la francisation. Honnêtement, je serais gêné, de la part de la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne, de me lever aujourd'hui et de faire en sorte...

Le Président : M. le leader de l'opposition officielle.

M. Proulx : Oui, M. le Président. Il est leader du gouvernement. Il connaît très bien le règlement. L'article 79 est très clair, susciter des débats, ce n'est pas permis, répondre à la question, c'est souhaité et obligatoire.

Le Président : Veuillez poursuivre, s'il vous plaît, M. le ministre de l'Immigration.

M. Jolin-Barrette : M. le Président, je respecte le collègue de l'opposition officielle, mais, très certainement, je suis en train de répondre à la question et, si le député de Jean-Talon me permet de répondre à la question, je vais pouvoir y arriver.

Donc, ce que je disais, M. le Président, c'est qu'il y a eu deux rapports du Vérificateur général qui ont été déposés, qui ont démontré des lacunes dans le système d'immigration. Et j'espère aujourd'hui que la collègue de Saint-Henri—Sainte-Anne va nous appuyer dans cette démarche-là, parce que, nous, ce qu'on veut faire, c'est déployer toutes les ressources pour s'assurer d'avoir une intégration réussie, notamment au niveau des travailleurs qualifiés, de l'immigration économique, au niveau des réfugiés, mais aussi du regroupement familial, parce que ça, M. le Président, c'est fondamental, et la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne le sait. Oui, c'est un facteur de rétention, la réunion familiale. Cela étant dit, il faut s'assurer de déployer des ressources, et, avec le système que vous avez mis en place, actuellement...

Le Président : En terminant.

M. Jolin-Barrette : ...on n'offre pas les services nécessaires à ces gens-là. Ça, ce n'est pas une approche respectueuse. Nous, on va être respectueux.

Le Président : Première complémentaire, Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne.

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : M. le Président, en écoutant la radio ce matin, j'ai constaté que je n'étais pas la seule à être déjà fatiguée de la cassette du ministre de l'Immigration.

Alors, je regarde le ministre, et visiblement il ne connaît pas le chiffre. En fait, il ne connaît pas le chiffre, le taux. Pourquoi il ne le connaît pas? Parce que ce n'est pas important, les chiffres, à la CAQ, quand on pose des politiques publiques. Le taux, c'est 92,8 %, le deuxième meilleur taux au Canada.

Alors, maintenant qu'il connaît le chiffre de rétention dans le domaine du regroupement familial, est-ce que le ministre peut se lever et nous dire qu'il va revoir à la baisse les propositions qu'il a faites?

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, est-ce que la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne nie la réalité qu'il y a des difficultés d'intégration et de francisation? Nous, ce qu'on veut faire de notre côté, c'est déployer des ressources pour s'assurer que chaque personne qui choisit le Québec réussit à occuper un emploi à la hauteur de ses compétences. Et, honnêtement, M. le Président, la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne était vice-première ministre, était responsable aussi du développement économique, et, lorsqu'on nous parle de pénurie de main-d'oeuvre, je me demande où elle était durant ces années-là, à l'époque où elle était ministre du Développement économique, parce que, pour nous, c'est important de répondre aux besoins des entreprises, mais notamment d'avoir le profil des immigrants en lien avec les besoins du marché du travail.

• (10 h 30) •

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne.

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : ...de la part du ministre, aucune réponse parce qu'il ne connaît pas la réponse. Un homme originaire d'Asie qui travaille aujourd'hui au Québec en finance et en technologie, il soumet aujourd'hui une demande de parrainage pour sa femme et son fils de cinq ans.

Est-ce que l'aspect humanité dont le ministre parlait hier, c'est le fait que la famille va être séparée pendant encore plus longtemps? Est-ce que l'aspect de développement économique dont parlait le ministre hier, c'est que l'homme pourrait déménager en Ontario puis accélérer le processus de réunification familiale? C'est ça, le plan de la CAQ?

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, il faut s'assurer de bien faire les choses. Et, honnêtement, au lieu de critiquer, la députée devrait collaborer avec nous parce que, durant les deux années où elle a été vice-première ministre, le bilan

du gouvernement en matière d'immigration, il est sombre. Aujourd'hui, on se réveille de leur côté et on dit : Peut-être qu'on devrait faire plus en matière d'immigration, peut-être qu'on devrait être plus respectueux de l'accueil qu'on donne aux gens. Bien, nous... j'ai reçu le mandat très clair de faire en sorte d'accueillir respectueusement les gens, de s'assurer que les ressources en matière de francisation et d'intégration vont être en place. Et, M. le Président, vous pouvez vous assurer que je vais livrer la marchandise.

Des voix : ...

Le Président : Je vous demanderais d'être attentifs, tant aux questions qu'aux réponses, s'il vous plaît, parce que les sujets sont importants. On a tous besoin de bien comprendre et de bien saisir.
Je reconnais le député de Laurier-Dorion.

Politique en matière d'immigration

M. Andrés Fontecilla

M. Fontecilla : Merci, M. le Président. Le gouvernement a déclaré que gouverner, c'est prioriser. Lundi dernier dans l'énoncé économique, il n'y avait rien de plus pour les services éprouvés par l'austérité libérale, rien pour la lutte aux changements climatiques, rien pour les écoles, alors qu'il a dit lui-même que c'est la première priorité, rien non plus pour les services d'intégration des personnes immigrantes. Au contraire, pour la CAQ, M. le Président, s'attaquer aux immigrants, ça, c'est une priorité. Le plan annuel d'immigration qu'a déposé le ministre parle de lui-même : il y a trop de personnes immigrantes au Québec.

S'il considère qu'il y a trop d'immigrants admis au Québec, peut-il nous dire quelle catégorie d'immigration qu'il y a de trop?

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, dans un premier temps, j'entends la question du collègue de Laurier-Dorion. D'ailleurs, je souligne, c'est sa première question en Chambre, ici. Je pense qu'il y a lieu, dans un premier temps, de dire que ce n'est pas possible de prêter des intentions aux collègues, et j'invite à ce qu'il puisse poser des questions de façon respectueuse, et les réponses seront de façon respectueuse également.

Pour ce qui est des niveaux d'immigration, on a fait un choix très clair relativement au mandat qu'on a reçu de la population du Québec à l'effet de diminuer le nombre d'immigrants dans toutes les catégories d'une façon qui est proportionnelle dans chacune des catégories, qui est paramétrique, de façon à faire en sorte de déployer davantage de ressources sur chaque immigrant qui choisit le Québec parce que le parcours d'immigration, c'est important qu'il soit bonifié, et surtout, et il n'y a personne ici qui peut le nier dans cette Chambre, là, qu'il y a eu des difficultés au cours des dernières années. La Vérificatrice générale l'a souligné en 2010, en 2017 également, et je suis convaincu que le député de Laurier-Dorion veut qu'on fasse davantage pour accueillir, intégrer et déployer des ressources pour s'assurer que tous les immigrants puissent obtenir le succès escompté lorsqu'ils viennent au Québec et qu'ils puissent occuper un emploi à la hauteur de leurs compétences parce que, notamment, la reconnaissance des diplômes, la reconnaissance de la formation, c'est quelque chose qu'il faut travailler ensemble.

Le Président : En terminant.

M. Jolin-Barrette : Et j'invite le député de Laurier-Dorion à travailler avec nous pour arriver avec des solutions.

Le Président : M. le député de Laurier-Dorion.

M. Andrés Fontecilla

M. Fontecilla : Nous sommes bien prêts, et moi-même y compris, à travailler avec M. le ministre à améliorer les politiques d'intégration des personnes immigrantes, mais, ça a été dit, la meilleure façon d'intégrer une personne issue de l'immigration, c'est de respecter son droit de vivre ici, au Québec, avec sa famille, son conjoint, sa conjointe, ses enfants. Priver un Québécois ou une Québécoise de la présence d'un proche, c'est l'inverse du courage dont veut faire preuve le gouvernement.

Est-ce que le ministre de l'Immigration peut regarder un concitoyen dans les yeux et lui dire qu'il devra attendre encore quelques années...

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, ce que nous avons annoncé hier, il s'agit d'une baisse temporaire de façon à réparer le système de l'immigration au Québec, de façon à faire en sorte qu'on soit plus performants et qu'on soit aussi plus respectueux dans la sélection des personnes immigrantes, parce qu'il faut se le dire durant 15 ans on a fait du surplace.

On a récolté des inventaires en matière d'immigration, ce qui faisait en sorte que les gens restaient dans leur pays d'origine durant des années.

Nous, on veut être plus pragmatiques, on veut s'assurer que l'immigration corresponde aux besoins du marché du travail, et on veut s'assurer de combler les postes dans les différentes entreprises, et surtout on veut réunir les familles de la bonne façon, en leur donnant les ressources.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le député de Laurier-Dorion.

M. Andrés Fontecilla

M. Fontecilla : Merci, M. le Président. D'une part, tout le monde s'entend pour dire qu'il y a pénurie de main-d'oeuvre au Québec. D'autre part, le gouvernement décide de réduire les immigrants qualifiés admis au Québec qui pourraient travailler dès demain matin. Bref, on manque de travailleurs, et, d'un autre côté, le gouvernement réduit le bassin de main-d'oeuvre.

Comment peut-il expliquer cette contradiction?

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, c'est très clair qu'il faut arrimer l'immigration avec les besoins du marché du travail. Durant des années, ce que le gouvernement libéral a fait à l'époque, c'était de ne pas tenir compte des besoins du marché du travail.

Aujourd'hui, on se trouve dans une situation où on joue d'une façon, du côté du gouvernement... du Parti libéral, à une situation où dire : Écoutez, il y a une pénurie de 117 000 emplois. Mais c'était déjà prévu depuis 2004, cette pénurie-là, et il n'y a rien qui a été fait. Alors, l'immigration n'est pas l'unique solution en matière des besoins du marché du travail. Il y a d'autres solutions, notamment en matière d'éducation, mais il faut avoir une approche qui est pragmatique pour les entrepreneurs, et on travaille là-dessus.

Le Président : Principale, M. le chef du deuxième groupe d'opposition.

Francisation des immigrants

M. Pascal Bérubé

M. Bérubé : M. le Président, avec le Parti québécois, 60 % des immigrants qu'on accueillait au Québec maîtrisaient le français. Avec les libéraux, ça a descendu. En 2018, on était rendus à seulement 42 %. Ce que la CAQ propose aux Québécois, c'est que seulement 41 % qui entrent au Québec parlent français.

Ce qui aide le plus les immigrants à s'intégrer à la société québécoise, c'est la maîtrise du français. Ce qui aide le plus les immigrants à se trouver un emploi, c'est la maîtrise du français. Ce qui aide le plus à protéger la langue française au Québec, c'est la maîtrise du français par les immigrants. On est en face d'un gouvernement qui se prétend nationaliste, qui prétend défendre la langue française, mais, quand c'est le temps d'agir, c'est le contraire.

Est-ce que le premier ministre peut nous présenter un plan qui va augmenter le nombre d'immigrants qui parlent français plutôt que de le diminuer?

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : Oui. M. le Président, je suis d'accord avec le chef de la deuxième opposition à l'effet que c'est inacceptable, la situation actuelle concernant l'apprentissage du français. Ça n'a pas de bon sens quand on sait que plus de la moitié des nouveaux arrivants, l'année dernière, ne parlaient pas français, et la majorité des adultes, on sait qu'ils ne suivent jamais le cours de français.

Il y a deux façons d'y arriver. On peut, comme le propose le Parti québécois, exiger la réussite d'un examen de français avant d'arriver ou on peut donner trois ans aux éventuels arrivants pour réussir un test de français. Compte tenu de la pénurie qu'on vit actuellement dans certaines entreprises, nous, on pense que la bonne stratégie, c'est d'abord de choisir les immigrants en fonction des besoins des entreprises, mais d'attendre, avant de donner le certificat de sélection du Québec, d'avoir la réussite d'un test de français. Je trouve que cette approche, c'est gagnant-gagnant.

Le Président : Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Catherine Fournier

Mme Fournier : M. le Président, tout fier de lui, le ministre de l'Immigration nous disait hier que son plan était écrit à l'encre du courage. Je vais lui donner raison sur ce point-là, ça prend effectivement du courage pour faire pire que

les libéraux pour l'avenir du français au Québec. Le taux d'échec en francisation, hein, c'est 90 %, et la CAQ propose de diminuer la proportion du nombre d'immigrants qui parlent français en arrivant au Québec.

Comment peut-il prétendre que ça va améliorer la situation de notre langue?

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, ce que nous allons faire, c'est de s'assurer que chaque personne qui vient au Québec, qui choisit le Québec, ait les outils pour se franciser. Et ça, c'est une priorité pour nous. On va s'assurer de faire en sorte qu'il y ait des cours de francisation dans les entreprises et qu'il y ait un lien entre le ministère de l'Immigration et les cours qui sont donnés dans les commissions scolaires, qui sont donnés dans les organismes communautaires et qui sont donnés notamment, également, dans les cégeps et dans les universités parce que la protection de la langue française et le travail en français, c'est extrêmement important.

Cela étant dit, nous, on veut s'assurer de répondre aux besoins de main-d'oeuvre des différentes entreprises aussi, donc ça nécessite une réforme du système d'immigration pour répondre et pour qu'il y ait une adéquation entre le marché du travail et les immigrants. Mais, chose certaine, vous pouvez vous assurer que nous, de notre côté, on va déployer toutes les ressources pour s'assurer qu'en matière de francisation les immigrants puissent apprendre le français, et vous pouvez compter sur nous.

Le Président : Mme la députée de Marie-Victorin, pour la complémentaire.

Mme Catherine Fournier

Mme Fournier : M. le Président, pourtant, jusqu'à maintenant, on a senti une réelle obsession, du côté du gouvernement, pour la question des seuils. Comme si de baisser les seuils à 40 000, ça allait régler tous les problèmes d'intégration au Québec. C'est comme si, par magie, le fait d'en avoir 40 000, même s'ils ne parlent pas français en arrivant, même si c'est difficile pour eux de trouver un travail, ça va être suffisant.

Il n'y a pas eu un mot hier dans le plan du ministre, ni même dans la mise à jour économique sur la question des ressources. Pourtant, les seuils s'appliquent à partir du 1er janvier 2019. On a donc eu le plan du ministre pour reprendre...

Le Président : M. le ministre de l'Immigration.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, avoir le courage aussi, c'est de prendre des décisions, pas de faire comme le Parti québécois et de laisser au Vérificateur général le choix de décider quelle est la cible fixée par le gouvernement du Québec. Et d'ailleurs l'ancien député de Rosemont avait fixé, lui aussi, à 40 000 le nombre d'immigrants qu'il souhaitait accueillir lors de la dernière campagne électorale. Pour nous, c'est très clair qu'on veut utiliser les ressources que nous avons pour davantage franciser et pour mieux intégrer les immigrants. L'idée derrière cette proposition, c'est de mieux intégrer les immigrants et de s'assurer de faire en sorte que chaque personne qui choisit le Québec, qui quitte son pays d'origine et qui décide de venir s'investir au Québec avec sa famille, bien, elle soit soutenue par la société québécoise. Et c'est là-dessus qu'on va travailler avec un parcours...

• (10 h 40) •

Le Président : En terminant.

M. Jolin-Barrette : ...personnalisé pour chaque personne afin qu'elle puisse réussir ici sa vie au Québec.

Le Président : Principale, M. le député de Pontiac.

Âge légal de consommation de cannabis

M. André Fortin

M. Fortin (Pontiac) : Merci, M. le Président. La semaine dernière, le ministre délégué à la Santé nous disait vouloir protéger de la consommation du cannabis les jeunes adolescents à partir de 13 ans. Il nous disait même qu'il s'est engagé en politique pour ça. Le problème, c'est que tout le monde autre lui parlait du 18-21 ans, M. le Président. N'empêche, pour les plus jeunes, s'il voulait réellement aider, il rate maintenant toutes les opportunités de le faire.

Le projet de loi qu'il dépose aujourd'hui n'a rien pour protéger ces jeunes, et la mise à jour économique ne donne aucun moyen supplémentaire pour la prévention, la sensibilisation et l'éducation. Mais on n'est pas surpris, M. le Président, il n'y a absolument rien pour la santé, point. Pour la santé, pas un sou, pas un petit sou. M. le Président, un sou, c'est tellement peu qu'on l'a retiré de la circulation, mais ça vaut quand même plus que ce que le gouvernement a alloué à la santé ou alloué à la soi-disant stratégie du ministre pour protéger les jeunes des méfaits du cannabis.

Alors, puisqu'il n'a aucun nouveau fonds et puisqu'il n'y a rien dans son projet de loi, le ministre peut-il nous dire comment il compte protéger les jeunes de 13 à 18 ans?

Le Président : M. le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux.

M. Lionel Carmant

M. Carmant : M. le Président, j'avoue que la santé mentale de nos jeunes est une priorité pour nous, et on travaille avec la députée de Sanguinet, la ministre de la Santé, et la députée de Prévost, la ministre des Aînés, à une stratégie collective pour notre budget 2019-2020.

Maintenant, le premier ministre et la députée de Sanguinet m'ont donné une mission globale qui va me permettre de régler les problèmes ou d'améliorer la santé des enfants. Et il faut dire que ces problèmes sont dus à la fuite d'expertise et à la fuite de fonds dus à l'austérité de ces dernières années, qui a entraîné un départ des services sociaux vers la santé physique. Alors, en prenant soin de la petite enfance, on va améliorer la santé des enfants quand ils vont rentrer en garderie, en prenant soin du dossier de la DPJ et du cannabis, on va pouvoir ajouter des fonds pour venir en aide aux jeunes qui ont de la difficulté et vivent avec du stress et de l'anxiété au niveau du cégep, au niveau de l'université, comme vous avez tous mentionné la semaine dernière. Et finalement, avec le projet de loi sur le cannabis, on veut introduire en amont un projet éducatif, avec M. le ministre de l'Éducation et moi...

Le Président : En terminant.

M. Carmant : ...qui va permettre de prendre en charge les enfants avant que les problèmes se présentent. Merci, M. le Président.

Le Président : M. le député de Pontiac, première complémentaire.

M. André Fortin

M. Fortin (Pontiac) : M. le Président, on lui parle du 18-21, il parle du 13-18. On lui parle du 13-18, on ne sait pas trop de quoi il nous parle. Il manque déjà d'arguments, M. le Président. Mais tout ce qu'il nous manque à son argument, c'est son beau slogan. Alors, avant qu'il l'utilise, je vais vous le dire, moi, ce qui n'est pas banal. Ce qui n'est pas banal, c'est un ministre qui va contre tous les experts. Ce qui n'est pas banal, c'est un projet de loi qui va contre la science. Ce qui n'est pas banal, c'est des jeunes qui achètent du crime organisé. Ce qui n'est pas banal, c'est des jeunes qui consomment de la chonchonnerie vendue par un pusher.

Le ministre va-t-il admettre que le projet de loi de la CAQ, il a beau être légal, mais il n'est pas banal?

Le Président : M. le ministre responsable de la Santé et des Services sociaux.

M. Lionel Carmant

M. Carmant : Alors, effectivement, l'important pour nous, c'est vraiment de prendre soin des enfants. Et ce qu'il est important de savoir, c'est que, les chiffres le montrent, le problème ne se situe pas au niveau de la consommation à la SQDC. Les jeunes qui ont déjà accès au cannabis avant l'âge de 18 ans continuent d'aller voir leur revendeur de rue. Et mon travail et les soins de santé ne se laisseront pas dicter par le marché illicite, M. le Président. Nous allons faire ce qu'il y a de mieux pour nos enfants.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le député de Pontiac.

M. André Fortin

M. Fortin (Pontiac) : M. le Président, une autre façon d'exprimer la position de la CAQ, c'est : Parlez-nous pas de la santé publique, parlez-nous pas des experts, parlez-nous pas de ce que toutes les autres provinces ont fait, parlez-nous pas du fait qu'à 18 ans on est libres de nos choix, qu'on peut acheter du tabac, qu'on peut acheter de l'alcool, qu'on peut servir nos forces armées à l'étranger. Pour la CAQ, c'est 21 ans. Pour la CAQ, M. le Président, on revient à l'époque de la prohibition. Ça a tellement bien marché, la première fois, la prohibition.

Alors, au lieu d'y revenir, est-ce qu'ils peuvent revenir à la science, est-ce qu'ils peuvent revenir à la logique ou, au moins, est-ce qu'ils peuvent revenir au gros bon sens?

Le Président : M. le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux.

M. Lionel Carmant

M. Carmant : Alors, M. le Président, il est clair que le député de Pontiac n'a jamais vu la résonance magnétique, les images du cerveau d'un enfant qui a consommé de façon chronique et répétée du cannabis et qui voit son cerveau rapetisser au fur et à mesure de sa consommation. Il n'a jamais vu un enfant qui arrive à l'urgence en coma suite à une consommation de cannabis. Il n'a jamais vu la détresse d'un parent qui voit son enfant devenir psychotique à cause de la consommation de cannabis. C'est ça, la science, M. le Président.

Le Président : Question...

Des voix : ...

Le Président : S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît! On garde son calme, on écoute, on est attentifs. Nous sommes en principale. On ne va pas sur ce terrain-là, s'il vous plaît. Je vous l'ai dit à plusieurs reprises. Question principale, je reconnais la députée de Rouyn-Noranda—Témiscamingue. Mme la députée.

Projet de mine de lithium à La Motte, en Abitibi-Témiscamingue

Mme Émilise Lessard-Therrien

Mme Lessard-Therrien : Merci, M. le Président. J'aimerais joindre une fois de plus ma voix, ce matin, à mes concitoyens et concitoyennes de l'Abitibi-Témiscamingue qui réclament, depuis plusieurs mois déjà, que le projet de mine de lithium de la minière australienne Sayona Mining soit soumis au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec. On parle, M. le Président, d'un immense projet situé à moins de 25 mètres de l'esker Saint-Mathieu—Berry, qui est une source d'eau d'une pureté exceptionnelle ayant reçu en 2001 le titre de meilleure eau au monde.

La ministre de l'Environnement a le pouvoir d'ordonner des consultations publiques pour bien faire les choses. Est-ce que la ministre va prendre ses responsabilités et exiger que le projet de mine soit soumis au BAPE urgemment?

Le Président : M. le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

M. Jonatan Julien

M. Julien : M. le Président, nous entendons bien la question de la députée. Le projet n'est pas encore officiellement déposé. Le projet, actuellement, n'a pas été déposé au gouvernement et aux instances.

Actuellement, le promoteur fait des démarches de consultation, trois consultations publiques, alors que l'exigence normative est d'une. Actuellement, le promoteur est en train de faire des études hydrogéologiques. Trois études hydrologiques ont été faites par le promoteur justement pour identifier les enjeux dénoncés par ma collègue députée. Actuellement, le promoteur travaille sur la révision de ce projet.

On nous demande de prendre une position avant d'avoir vu le projet. Ça, bien, écoutez, là, c'est quand même assez particulier. À partir du moment où le projet sera déposé, le projet avec les consultations, avec les études qui ont été amenées, on sera en mesure, comme gouvernement, de prendre acte de ce projet-là et d'identifier les pistes à suivre.

Le Président : Première complémentaire, Mme la députée de Rouyn-Noranda—Témiscamingue.

Mme Émilise Lessard-Therrien

Mme Lessard-Therrien : M. le Président, que le projet ne soit pas encore déposé n'empêche pas la ministre de l'Environnement de rassurer la population en s'engageant à demander un BAPE si un projet est déposé.

La minière propose d'exploiter une mine à ciel ouvert de plus d'un kilomètre de longueur qui générerait plus de 70 millions de tonnes de déchets miniers, c'est énorme, et ce, à un jet de pierre d'une source d'eau exceptionnelle. Et en plus la minière utilise un stratagème grossier en réduisant volontairement le volume de son exploitation...

Le Président : Mme la ministre de l'Environnement.

Mme MarieChantal Chassé

Mme Chassé : M. le Président, merci. Je remercie aussi ma collègue de l'opposition de nous permettre de discuter d'un projet, tel que mon collègue l'a mentionné, qui n'est pas encore déposé dans aucune instance ni mon ministère.

Je veux rassurer ma collègue et je veux rassurer la population que nous ferons les choses dans l'ordre. Nous entendons clairement les préoccupations. J'aurai, lorsqu'un projet sera soumis à mon ministère, trois mois pour faire mes analyses et pour me faire une tête sur le projet. Je tiens à rassurer la population que je ne ferai pas les choses de façon précipitée.

Le Président : En terminant.

Mme Chassé : Je ferai les choses dans l'ordre.

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la députée de Rouyn-Noranda—Témiscamingue.

Mme Émilise Lessard-Therrien

Mme Lessard-Therrien : M. le Président, depuis plusieurs mois, il y a un important mouvement citoyen qui réclame ce BAPE. Les élus de l'Abitibi-Témiscamingue, les scientifiques et les résidents lui demandent d'intervenir

rapidement. Est-ce que la ministre de l'Environnement va continuer de faire la sourde oreille? Nous avons besoin d'un engagement clair.

Est-ce que la ministre de l'Environnement va demander un BAPE, oui ou non?

Le Président : Mme la ministre de l'Environnement.

Mme MarieChantal Chassé

Mme Chassé : M. le Président, merci. C'est important pour moi de rassurer la population sur la fiabilité des processus d'évaluation environnementale qui sont en place. Ils sont fiables, rigoureux et stricts. Concernant le projet dont on parle ici, il n'est pas encore soumis à mon ministère. Je rassure la population que je vais prendre le temps de l'analyser et de voir s'il sera soumis ou non au BAPE. Merci.

• (10 h 50) •

Le Président : Question principale, Mme la députée de Verdun.

Politique culturelle du gouvernement

Mme Isabelle Melançon

Mme Melançon : Merci, M. le Président. Le 12 juin dernier, tout le milieu de la culture a applaudi la nouvelle politique culturelle déposée par le précédent gouvernement. Avec un ajout de plus de 600 millions de dollars au budget de la Culture, cette politique est née d'une vaste consultation du milieu. Tous les intervenants ont jugé cette politique bien ficelée et répondant aux besoins des créateurs du Québec, tous sauf un, le chef de la CAQ, qui a déclaré qu'il apporterait des modifications à cette politique. Écoutant son chef, la ministre de la Culture a indiqué à une journaliste, et je la cite : «Nous la garderons — parlant de la politique culturelle — mais nous allons en changer certaines orientations.»

N'est-ce pas nier deux ans de travail accompli par les intervenants? La ministre de la Culture peut-elle nous éclairer et indiquer quels sont les secteurs qui seront amputés par sa révision? Le livre, la musique, les musées? Qui fera les frais de sa révision?

Le Président : Mme la ministre de la Culture et des Communications.

Mme Nathalie Roy

Mme Roy : Oui. Merci beaucoup, M. le Président.

D'abord, d'entrée de jeu, je voudrais remercier la collègue pour sa question. Et sachez que prendre la parole aujourd'hui, ce matin, parler de culture, c'est un véritable privilège. C'est un honneur que d'avoir reçu le mandat du premier ministre de représenter ce ministère et de défendre les intérêts des artistes et des artisans de la culture, aussi de notre patrimoine, des communications et de notre magnifique langue française. Et je suis en poste depuis 48 jours maintenant. J'apprends à découvrir ce magnifique ministère où il y a des gens extraordinaires qui y travaillent, et je me rends compte cependant, M. le Président, que c'est un ministère qui a beaucoup manqué d'amour. Alors, j'ai bien l'intention de donner beaucoup d'amour à ce ministère-là au cours des prochains mois, des prochaines années, je l'espère, parce que ce qu'il y a eu au ministère de la Culture...

Des voix : ...

Mme Roy : Oui, ce qu'il y a eu au ministère de la Culture et des Communications au cours des derniers mois, c'est surtout un jeu de chaises musicales, hein? Alors, on va redonner beaucoup de cohérence à ce ministère-là et de stabilité parce que, lors de la dernière législature, on a eu pas moins de trois ministres de la Culture en quatre ans. Alors, les gens sont un peu tannés de ça au ministère.

Le Président : En terminant.

Mme Roy : On espère de la stabilité, et je vais leur en donner, et je vais poursuivre tout à l'heure avec une réponse très précise, Mme la députée.

Le Président : Mme la députée de Verdun, pour la complémentaire.

Mme Isabelle Melançon

Mme Melançon : Merci. Pendant deux ans, les gens du milieu ont travaillé pour mettre en place leur politique culturelle, celle qui correspond à leurs besoins, à leurs ambitions. M. le Président, la ministre découvre son ministère, tant mieux, mais elle a créé des attentes en prétendant que la mise à jour économique de décembre allait répondre aux interrogations quant au financement de cette politique culturelle. J'ai eu beau chercher dans les documents de mise à jour économique, rien pour la culture.

Comment la ministre explique-t-elle ce silence, ce rendez-vous...

Le Président : Mme la ministre de la Culture et des Communications.

Mme Nathalie Roy

Mme Roy : Oui. Merci beaucoup, M. le Président. Alors, j'aimerais tout de suite, d'entrée de jeu, effectivement dire que, lors de l'assermentation du 18 octobre dernier, une des premières choses que j'ai dites, et vous m'avez citée à juste titre, vous avez bien cité cette fois-ci contrairement à hier, j'ai dit d'entrée de jeu que je vais tout faire et me battre auprès de mes collègues ministres pour s'assurer que l'argent sera au rendez-vous pour tout le monde. Il y a de l'argent qui a été prévu dans cette politique de la culture, cette politique gouvernementale, et j'ai également dit que j'allais me battre pour ça. Alors, je veux rassurer les gens qui nous écoutent, et le milieu également.

Cela dit, j'ai également dit...

Le Président : En terminant.

Mme Roy : ...quelques secondes après ma nomination, que cette politique...

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la députée de Verdun.

Mme Isabelle Melançon

Mme Melançon : En tout cas, la députée d'Iberville, elle l'a défendue, la politique culturelle qui a été défendue en juin. Vous devriez peut-être vous parler.

Le milieu culturel a débuté l'année dans l'enthousiasme mais va terminer cette année dans l'incertitude à cause de vous, Mme la ministre. Et je comprends que c'est votre première défaite face aux Finances. J'espère que vous allez pouvoir faire un meilleur combat. Je demande donc à la ministre de rassurer le milieu et de confirmer que la politique va être maintenue avec les sommes qui y sont rattachées.

Pouvez-vous répondre une fois sur trois, s'il vous plaît?

Le Président : Je rappelle...

Des voix : ...

Le Président : S'il vous plaît! Je rappelle que l'on s'adresse toujours à la présidence. C'est une règle que vous connaissez bien. Parole à la ministre de la Culture et des Communications.

Mme Nathalie Roy

Mme Roy : Moi, il n'y a aucune défaite, là. Je ne sais pas où elle a pris ça, mais les gens sont très heureux au ministère de la Culture, et tous les intervenants du milieu.

Ceci dit, la première question très précise, vous portiez sur ce plan. Alors, il est ici, le plan, la politique culturelle du précédent gouvernement. Et j'ai dit d'entrée de jeu, après ma nomination en tant que ministre de la Culture, qu'effectivement il y a des bonnes choses dans ce plan-là. Et, oui, je l'ai dit parce qu'il y a eu plusieurs années de consultations. Ce sont les gens du milieu qui ont été consultés, et c'est important de les écouter. Et je suis très, très au fait et pertinemment au courant que ce ne sont pas les ministres successifs qui l'ont écrit, mais bien les gens du milieu.

Cela dit, ce que je vais changer dans cette politique-là, ce que je vais changer, j'ai dit...

Le Président : En terminant.

Mme Roy : ...j'ai dit que nous allions y mettre notre couleur, et je vais enlever le slogan *Ensemble, on fait avancer le Québec*.

Le Président : Question principale, M. le député de LaFontaine. Et, s'il vous plaît, on garde son calme. On n'a pas ensemble à battre le record du niveau de décibels. On écoute les questions, on écoute les réponses. M. le député de LaFontaine, pour la principale.

Publication des agendas des ministres

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : Oui, M. le Président. Le 3 octobre dernier, la vice-première ministre a affirmé que l'action du gouvernement serait, et je la cite, axée sur la transparence. Le 20 avril 2016, alors qu'il était porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'accès à l'information, l'actuel leader du gouvernement affirmait, et je le cite : «Lorsqu'on dit [qu'on] est un gouvernement de transparence, c'est important [...] que les actions suivent les paroles. [...]lorsqu'on parle de transparence pour le gouvernement, je pense que c'est important que, ce qu'on prêche, on l'applique véritablement.» Fin de la citation.

Normalement, sur le site transparence.gouv.qc.ca, nous devrions trouver les renseignements relatifs aux agendas des ministres. Depuis leur nomination, soit depuis 48 jours, et la ministre de la Culture y faisait référence avec grande joie, aucun des 26 ministres n'y a inscrit quoi que ce soit, aucune entrée, M. le Président.

Comment la ministre responsable de l'Accès à l'information explique-t-elle cette non-transparence?

Le Président : Mme la ministre responsable également de l'Accès à l'information... Ah! Mme la ministre de la Justice.

Mme Sonia LeBel

Mme LeBel : Oui, et responsable également de l'Accès à l'information, M. le Président. Merci beaucoup. Effectivement, l'accès à l'information, l'intégrité et la transparence, je pense que je n'ai pas besoin de le répéter ici, ça fait partie de nos priorités, et je suis d'ailleurs déjà en contact avec les gens en accès à l'information. Quand j'ai pris le ministère de la Justice et plusieurs des responsabilités qui m'ont été attribuées par le premier ministre, j'ai trouvé beaucoup de réformes à faire, hein? La plupart de mes rencontres commencent par : Cette loi date de 30 ans. Cette loi date de 40 ans. Il y a des choses à faire. Donc, il y a beaucoup de choses à faire.

Pour ce qui est de l'accès à l'information, ça ne fait pas exception, M. le Président, et nous sommes justement à travailler à une politique de transparence adéquate. La mesure qui était en place avait ses problèmes, c'était un peu fait au gré de chacun des ministères, il y avait des problèmes de concordance. Alors, nous sommes pour la transparence, mais de la bonne façon, M. le Président.

Le Président : Première complémentaire, M. le député de LaFontaine.

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : M. le Président, nous sommes pour la transparence, mais de la bonne façon. Vous faites une recherche sur le site transparence.gouv.qc.ca, le résultat est nul. Depuis 48 jours, ils sont là, c'est une priorité pour la ministre, la transparence, mais rapidement elle enchaîne en disant : Ah! M. le Président, il y a beaucoup d'autres choses à faire. Dans l'intervalle, M. le Président, le résultat est nul. Et, en passant, donc, c'est important pas uniquement de dire que c'est une priorité, mais de le faire.

Alors, pour la ministre, va-t-elle réellement en faire une...

Le Président : Mme la ministre de la Justice.

Mme Sonia LeBel

Mme LeBel : Je pense que je vais répéter, M. le Président, mes paroles pour être sûre qu'elles ont été bien comprises. Nous sommes pour la transparence et nous allons faire une transparence adéquate. Je viens de mentionner que la politique du gouvernement précédent, qui n'était pas une mesure, d'ailleurs, enchâssée dans la loi, je dois vous le rappeler, était peut-être chambranlante, je dirais, et peut-être déficiente au niveau des informations qui circulaient concernant les agendas des ministres.

Alors, nous sommes en train d'étudier la meilleure façon de le faire, la façon la plus adéquate pour s'assurer que ces informations-là circulent de la bonne façon, et pour les bonnes fins, et peut-être même la possibilité d'enchâsser ces nouvelles règles de gouvernance dans une loi. Alors, on prendra le temps de le faire et on va le faire de façon adéquate, M. le Président.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le député de LaFontaine.

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : M. le Président, la ministre dit : Ce n'est pas enchâssé dans la loi, donc je n'ai pas d'obligation légale. Ça aussi, ce n'est pas banal, M. le Président. C'est important, donc, de dire que non seulement la transparence, c'est une priorité, mais c'est de le faire. Lorsque vous, donc, effectuez une recherche, il n'y a aucun des ministres actuels qui sont en poste depuis 48 jours qui n'a inscrit son nom sur le site, M. le Président.

Alors, la ministre peut-elle — ça ne prend pas, en 2018, énormément de temps — aujourd'hui aller s'inscrire, aller inscrire le nom de ses 25 collègues et de faire...

Le Président : Mme la ministre de la Justice.

Mme Sonia LeBel

Mme LeBel : Alors, je pense que, si on parle d'éthique, d'intégrité, M. le Président, je suis quelqu'un qui a toujours été une porte-parole forte dans ces domaines-là. D'ailleurs, je suis fort étonnée que cette question vienne du côté du parti qui n'a pas voté hier pour mettre en place justement les nouvelles règles qui découlent de la commission Charbonneau

quant à renforcer l'imputabilité des élus. Alors, je vais travailler sur ces questions-là, et les gens peuvent faire confiance à moi et à mon gouvernement pour qu'on soit un gouvernement éthique, intègre et transparent.

Je n'ai pas dit que, parce la loi ne me le demandait pas, je n'étais pas autorisée de le faire. D'ailleurs, le gouvernement précédent n'a pas fait de loi non plus sur ce sujet-là. Je veux juste travailler pour que ce soit fait de cette bonne façon et de façon permanente.

• (11 heures) •

Le Président : Bien, voilà, ceci met fin... le temps l'exige. Question?

Des voix : ...

Le Président : Ceci met fin à la période de questions et de réponses orales. Merci de votre collaboration.

Motions sans préavis

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Comme il n'y a pas de votes reportés, nous allons passer à la rubrique des motions sans préavis. En fonction de nos règles et de l'ordre de présentation des motions sans préavis, je reconnais maintenant un membre du troisième groupe d'opposition.

Modifier les dispositions de la Loi sur les normes du travail permettant la reconduction de clauses de disparité de traitement

M. Leduc : Mme la Présidente, je demande le consentement de la Chambre pour débattre de la motion suivante conjointement avec le ministre du Travail, même un député de l'opposition officielle, député de Vimont, le député de Rimouski et le député de Chomedey :

«Que l'Assemblée nationale reconnaisse que les clauses de disparité de traitement représentent un enjeu majeur d'équité intergénérationnelle;

«Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de déposer dans les plus brefs délais un projet de loi corrigeant la Loi sur les normes du travail, qui permet la reconduction perpétuelle des clauses de disparité de traitement en vigueur, afin d'interdire réellement et pour de bon le recours à ces clauses.»

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Est-ce qu'il y a consentement pour débattre de cette motion?

Une voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Alors, la motion est adoptée. Est-elle adoptée?

Une voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Parfait, c'est bon. Qu'on appelle les députés. Je vais suspendre quelques instants pour qu'on appelle les députés.

(Suspension de la séance à 11 h 3)

(Reprise à 11 h 4)

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Nous allons procéder au vote de la motion présentée par le député d'Hochelaga-Maisonneuve, conjointement avec le ministre du Travail, le député de Vimont, le député de Rimouski et le député de Chomedey. Et elle se lit comme suit :

«Que l'Assemblée nationale reconnaisse que les clauses de disparité de traitement représentent un enjeu majeur d'équité intergénérationnelle;

«Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de déposer dans les plus brefs délais un projet de loi corrigeant la Loi sur les normes du travail, qui permet la reconduction perpétuelle des clauses de disparité de traitement en vigueur, afin d'interdire réellement et pour de bon le recours à ces clauses.»

Mise aux voix

Alors, nous allons procéder au vote. Que les députés en faveur de cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint : Mme Massé (Sainte-Marie—Saint-Jacques), M. Nadeau-Dubois (Gouin), Mme Labrie (Sherbrooke), M. Marissal (Rosemont), M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve), M. Fontecilla (Laurier-Dorion), Mme Ghazal (Mercier), Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda—Témiscamingue), M. Zanetti (Jean-Lesage), Mme Dorion (Taschereau).

M. Legault (L'Assomption), M. Jolin-Barrette (Borduas), Mme Guilbault (Louis-Hébert), M. Laframboise (Blainville), Mme D'Amours (Mirabel), M. Charette (Deux-Montagnes), M. Girard (Groulx), Mme McCann (Sanguinet),

M. Fitzgibbon (Terrebonne), Mme Roy (Montarville), M. Lemay (Masson), M. Simard (Montmorency), Mme Lavallée (Repentigny), M. Martel (Nicolet-Bécancour), M. Roberge (Chambly), Mme LeBel (Champlain), M. Bonnardel (Granby), M. Lévesque (Chauveau), Mme Lachance (Bellechasse), M. Lacombe (Papineau), M. Lamontagne (Johnson), M. Carmant (Taillon), Mme Blais (Prévost), M. Caire (La Peltrie), M. Lefebvre (Arthabaska), M. Dubé (La Prairie), Mme Laforest (Chicoutimi), Mme Rouleau (Pointe-aux-Trembles), M. Skeete (Sainte-Rose), Mme Hébert (Saint-François), Mme Proulx (Berthier), M. Dufour (Abitibi-Est), Mme Girault (Bertrand), Mme Charest (Brome-Missisquoi), M. Schneeberger (Drummond—Bois-Francs), Mme Chassé (Châteauguay), M. Julien (Charlesbourg), M. Boulet (Trois-Rivières), Mme Proulx (Côte-du-Sud), M. Lafrenière (Vachon), M. Poulin (Beauce-Sud), M. Émond (Richelieu), M. Bachand (Richmond), M. Chassin (Saint-Jérôme), Mme Foster (Charlevoix—Côte-de-Beaupré), M. Bélanger (Orford), Mme Picard (Soulanges), Mme Jeannotte (Labelle), M. Tardif (Rivière-du-Loup—Témiscouata), M. Reid (Beauharnois), Mme Dansereau (Verchères), M. Lévesque (Chapleau), M. Thouin (Rousseau), M. Tremblay (Dubuc), Mme Blais (Abitibi-Ouest), M. Campeau (Bourget), Mme Tardif (Laviolette—Saint-Maurice), M. Caron (Portneuf), Mme Grondin (Argenteuil), Mme Lecours (Les Plaines), M. Lemieux (Saint-Jean), Mme Lecours (Lotbinière-Frontenac), M. Lamothe (Ungava), M. Bussière (Gatineau), M. Allaire (Maskinongé), M. Provençal (Beauce-Nord), M. Jacques (Mégantic), M. Girard (Lac-Saint-Jean).

M. Arcand (Mont-Royal—Outremont), M. Proulx (Jean-Talon), M. Leitão (Robert-Baldwin), M. Barrette (La Pinière), Mme Thériault (Anjou—Louis-Riel), M. Birnbaum (D'Arcy-McGee), Mme St-Pierre (Acadie), Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce), M. Tanguay (LaFontaine), Mme David (Marguerite-Bourgeoys), M. Rousselle (Vimont), Mme Montpetit (Maurice-Richard), Mme Melançon (Verdun), Mme Ménard (Laporte), Mme Anglade (Saint-Henri—Sainte-Anne), M. Fortin (Pontiac), Mme Nichols (Vaudreuil), Mme Charbonneau (Mille-Îles), Mme Robitaille (Bourassa-Sauvé), M. Kelley (Jacques-Cartier), Mme Maccarone (Westmount—Saint-Louis), M. Benjamin (Viau), M. Derraji (Nelligan), M. Polo (Laval-des-Rapides), Mme Rotiroti (Jeanne-Mance—Viger), Mme Sauvé (Fabre), Mme Rizqy (Saint-Laurent), M. Ciccone (Marquette).

M. Bérubé (Matane-Matapédia), M. Ouellet (René-Lévesque), M. LeBel (Rimouski), Mme Hivon (Joliette), M. Roy (Bonaventure), M. Gaudreault (Jonquière), Mme Richard (Duplessis), M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine), Mme Perry Mélançon (Gaspé), Mme Fournier (Marie-Victorin).

M. Ouellette (Chomedey).

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Est-ce qu'il y a des députés contre cette motion? Est-ce qu'il y a des abstentions? M. le secrétaire général, résultat du vote.

Le Secrétaire : Pour : 117
Contre : 0
Abstentions : 0

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : La motion est adoptée.

Alors, nous allons passer à l'autre motion sans préavis. Un membre du groupe formant le gouvernement.

Souligner la Journée internationale des bénévoles

M. Boulet : M. le Président, je demande le consentement pour déposer la motion suivante conjointement avec le député de Vimont, le député de Rimouski, le député d'Hochelega-Maisonneuve, le député Chomedey :

«Que l'Assemblée nationale rende hommage, en cette Journée internationale des bénévoles, à toutes les Québécoises et à tous les Québécois qui, chaque jour, contribuent à la prospérité et à la cohésion sociale de leur communauté par un geste très important, celui de donner de leur temps.»

Mise aux voix

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Est-ce qu'il y a consentement pour débattre de cette motion? Alors, cette motion est-elle adoptée? Oui?

Des voix : Adopté.

• (11 h 10) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Alors, la motion est adoptée.

Alors, je reconnais un membre du groupe formant l'opposition officielle.

Mme Anglade : Merci, Mme la Présidente. Alors, je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante :

«Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de s'engager formellement à soumettre la décision de baisser les seuils d'immigration à un vote aux deux tiers des membres de l'Assemblée nationale, comme le proposait l'actuel premier ministre le 15 mars 2016.»

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Est-ce qu'il y a consentement pour débattre de cette motion?

Une voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Alors, il n'y a pas de consentement. Alors, nous allons passer au deuxième groupe d'opposition. Alors, je reconnais un membre du deuxième groupe d'opposition.

M. Gaudreault : Oui, Mme la Présidente. Je sollicite le consentement des membres de cette Assemblée afin de présenter, conjointement avec la députée de Mercier et le député de Chomedey, la motion suivante :
«Que l'Assemblée nationale se prononce contre le projet d'Énergie Est.»

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Est-ce qu'il y a consentement pour débattre de cette motion?

Des voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Alors, il n'y a pas de consentement. Est-ce qu'il y a d'autres motions?

Affaires du jour

Alors, comme il n'y a pas d'autre motion, nous allons passer aux affaires du jour.
Il n'y a pas d'avis touchant les travaux de cette commission.
Alors, Renseignements sur les travaux de l'Assemblée...

Affaires prioritaires

Reprise du débat sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement et sur les motions formulant un grief

La période des affaires courantes étant terminée, nous allons passer aux affaires du jour... aux affaires prioritaires.
Je vais laisser les gens...

Aux affaires prioritaires, à l'article 1 du feuillet, l'Assemblée reprend le débat, ajourné le mardi 4 décembre 2018, sur le discours d'ouverture et sur la motion de M. le premier ministre.

Des voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Excusez, je vous demanderais de quitter l'Assemblée, le salon sans faire trop de bruit, s'il vous plaît, en silence.

Alors, pour continuer... la politique générale du gouvernement ainsi que sur les motions de grief présentées par M. le chef de l'opposition officielle, M. le chef du deuxième groupe d'opposition, Mme la chef du troisième groupe d'opposition, M. le député de Rimouski, Mme la députée de Sherbrooke, Mme la députée de Saint-Laurent, M. le député de Pontiac, M. le député de Jonquière, Mme la députée de Laurier-Dorion, Mme la députée de Marguerite-Bourgeoys, Mme la députée de Rouyn-Noranda—Témiscamingue, M. le député de René-Lévesque, Mme la députée de Verdun et M. le député de D'Arcy-McGee.

Avant de donner la parole au prochain intervenant, je vous informe que 12 h 56 min 4 s ont été utilisées dans le cadre de ce débat. Il reste donc un total de 12 h 3 min 56 s, réparties comme suit...

Des voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Je vous demanderais, s'il vous plaît, de garder le silence, merci.

Donc, il reste donc un total de 12 h 3 min 56 s, réparties comme suit : 6 h 21 min 19 s au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 h 4 min 3 s au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 42 min 21 s au deuxième groupe d'opposition, 56 min 13 s au troisième groupe d'opposition, 60 minutes au représentant du gouvernement pour sa réplique.

Je suis maintenant prête à céder la parole à un prochain intervenant. Alors, je reconnais la députée de Marie-Victorin. Alors, la parole est à vous.

Mme Catherine Fournier

Mme Fournier : Merci, Mme la Présidente. Je veux prendre ce moment qui m'est attribué aujourd'hui en cette Chambre pour dire merci à mes concitoyens de Marie-Victorin. C'est une journée spéciale pour moi aujourd'hui, car ça fait deux ans, jour pour jour, que j'ai l'honneur et le plaisir de les représenter dans cette grande institution qu'est l'Assemblée nationale. En effet, j'ai été élue pour la première fois le 5 décembre 2016 et une deuxième fois le 1er octobre dernier. Alors, deux élections en deux ans, rien de moins.

Merci énormément aux gens de Longueuil pour ce gage de confiance une nouvelle fois renouvelé. Vous pouvez compter sur moi comme j'ai pu compter sur vous. C'est un grand privilège de pouvoir poursuivre ce travail à votre service. Vous savez, je suis passionnée de pouvoir vous appuyer dans vos projets, passionnée de pouvoir vous aider dans votre quotidien et passionnée de pouvoir porter nos aspirations collectives.

Vous savez, je crois au Québec, à ce qu'on est capables d'accomplir en tant que nation et en notre capacité de nous gouverner nous-mêmes en tant que pays. Je crois aussi profondément aux gens de Longueuil, des gens solidaires et fiers. J'habite à Longueuil, je vous côtoie tous les jours dans nos quartiers, dans nos commerces, dans nos organismes, et je sais qu'on est capables de faire des grandes choses ensemble. Je suis vraiment fière d'être votre députée et je vous remercie de tout coeur d'avoir renouvelé votre confiance à mon égard et d'avoir soutenu une nouvelle fois le Parti québécois.

Je demeure convaincue que le programme du PQ était le meilleur, le plus crédible et pragmatique, avec des solutions à court terme à mettre en place pour améliorer le quotidien des Québécois. Mais n'ayez crainte, on sera là pour garder le fort, pour s'assurer que les décisions qui sont prises à l'Assemblée nationale servent l'intérêt public. Et moi, je serai là pour défendre les enjeux qui nous préoccupent, ceux pour lesquels vous m'avez choisie comme votre députée.

Je veux qu'on puisse améliorer notre qualité de vie, notamment en améliorant l'offre de transport en commun. On a plusieurs projets qui sont sur la table à Longueuil. Ça fait 50 ans qu'on attend pour le prolongement de la ligne jaune du métro. Donc, peu importe avec quel moyen on va réussir à le faire, ça viendrait répondre à des besoins qui sont urgents pour la mobilité de mes concitoyens de Marie-Victorin.

Il y a également, évidemment, le projet de tramway sur le boulevard Taschereau. C'est essentiel de faire ce projet-là de façon prioritaire. Considérant l'arrivée du REM à Brossard, il est complètement illogique de ne pas avoir une connexion entre le REM et le métro Longueuil. C'est pourquoi je compte aussi sur les députés du côté du gouvernement qui sont dans la région de Longueuil pour mettre de l'emphase sur ce projet fort important.

Je veux également qu'on puisse désenclaver nos quartiers, ce pourquoi, dans la plateforme que j'ai défendue, celle que vous avez appuyée, je faisais la promotion de la construction de l'échangeur La Fayette, qui permettrait à tous les citoyens qui habitent dans le secteur du métro Longueuil de ne pas avoir à emprunter les mêmes voies de circulation que ceux qui se rendent sur le pont Jacques-Cartier, parce qu'on sait que ça crée d'immenses bouchons de circulation qui sont complètement inutiles. Et, puisque la ville de Longueuil veut développer ce secteur du centre-ville, il faut absolument qu'on puisse mettre les efforts nécessaires pour vraiment venir changer la circulation à cet endroit.

Je veux également mettre de l'avant la question de l'échangeur Edna-Maricourt, parce que le quartier Saint-Robert est complètement enclavé, actuellement, dans Marie-Victorin, tout comme le sont certains quartiers de l'arrondissement de Saint-Hubert. Alors, encore une fois, j'en appelle aux députés, notamment la députée de Laporte, le député de Vachon, pour qu'on puisse s'unir dans ce dossier-là pour que tous nos concitoyens puissent en bénéficier.

Bien sûr, il y a un dossier également qui me préoccupe énormément dans la circonscription de Marie-Victorin et c'est le dossier de la lutte à la pauvreté. On n'a pas beaucoup entendu parler la CAQ de ce sujet lors de la dernière campagne, mais moi, je veux vraiment qu'on puisse laisser une chance au coureur. J'espère qu'ils arriveront avec des projets concrets, notamment pour la construction de nouveaux logements sociaux au Québec. On sait que c'est un besoin vraiment criant. C'est à la base des déterminants, là, de la condition sociale et économique aussi des individus, ce pour quoi c'est tellement urgent d'agir. Simplement à Longueuil, il y a 2 000 personnes qui sont sur les listes d'attente, et un bon nombre d'entre elles sont dans la circonscription de Marie-Victorin. Alors, vous allez m'entendre à ce sujet.

Quatrièmement, il faut absolument qu'on puisse améliorer l'accès aux soins de santé. Sur la Rive-Sud, l'Hôpital Pierre-Boucher, l'Hôpital Charles-Le Moyne, qui sont empruntés par les citoyens de Longueuil, sont complètement congestionnés. Il faut qu'on puisse revoir nos pratiques, donner plus de pouvoirs aux autres professionnels de la santé, cesser le tout-aux-médecins et commencer à développer, par exemple, des projets de cliniques d'infirmières, et je souhaite qu'on puisse en avoir une dans la circonscription de Marie-Victorin.

Finalement, rendre nos écoles publiques plus stimulantes, ça passe par plus de professionnels dans nos écoles pour venir appuyer la lourde tâche des enseignants, ceux qui font face à une détresse qui est importante. C'est de notre responsabilité de venir les aider.

Et, finalement, au niveau des infrastructures scolaires, j'ai eu l'occasion de le dire souvent en cette Chambre, mais il faut vraiment qu'on donne un coup de barre important à nos infrastructures. Il y a plus d'une dizaine de millions de dollars qui sont à investir dans les écoles publiques simplement pour la circonscription de Marie-Victorin. Et là je ne parle même pas des cours d'école, sur lesquelles il est très important également de s'attarder si on veut développer ce sentiment d'appartenance qu'ont les enfants envers leur milieu scolaire.

Cela étant dit, je vais également continuer de promouvoir avec pragmatisme et enthousiasme les idéaux qui nous animent, ceux de la solidarité, de l'égalité des chances et de la liberté pour notre nation. Cette ambition de faire du Québec un pays est à la base de mon engagement politique. Certes, le 1er octobre, les Québécois ont parlé, mais les citoyens de Marie-Victorin aussi. Malgré les résultats nationaux, ils ont décidé de placer leur confiance en la relève. Ça tombe bien, car il faudra maintenant reconstruire.

Même si, de notre côté, nous n'avons pas pu célébrer de victoire nationale le 1er octobre, j'aimerais tout de même prendre le temps de célébrer la victoire de l'espoir qui nous anime, ce qui ne nous fait jamais lâcher contre vents et marées. Vous savez, nos adversaires voudraient qu'on abandonne. Eh bien, j'ai des petites nouvelles pour eux, ça n'arrivera jamais. Nous sommes habitués à l'adversité. Il est vrai que ce n'est pas une période facile pour notre mouvement, mais, on ne le dira jamais assez, le Parti québécois repose sur une force militante incroyable avec des dizaines de milliers de membres aux quatre coins du Québec. Cette force existe toujours, elle est puissante de conviction et elle saura se relever.

Je ne saurais jamais assez remercier tous ceux et celles qui ont fait de notre campagne une réussite dans Marie-Victorin. D'abord, mon équipe rapprochée, avec, à sa tête, Louis-Philip Prévost, mon fidèle complice depuis maintenant plus de quatre ans, et la preuve vivante de la relève d'organiseurs politiques chevronnés que compte en son sein le Parti québécois; évidemment, Gabriel et Julie-Anne, qui m'assistent avec grand soin et dévouement dans ce travail au service des gens de Longueuil; nos stagiaires et ex-stagiaires Mikaël, Sébastien et... l'exécutif du Parti québécois de Marie-Victorin alliant la sagesse de l'expérience et le dynamisme de la jeunesse, alors je les nomme en rafale : Jacques,

Jocelyne, Vincent, René, Roland, Monique, Gautier, David, Osama, ainsi que tous les autres bénévoles de l'équipe : Hélène, Aline, Marcel, Alain, Susan, Mike, Alexandre, Lysa, Claude, Rachid, Zacharie, et j'en passe, il y en a tellement.

J'ai nommé plusieurs personnes, mais la liste aurait pu être beaucoup plus longue. Je ne le dirai jamais assez, la politique, c'est un sport, mais c'est surtout un sport d'équipe. Seul, ça ne mène pas loin, mais, ensemble, il est possible de faire la différence, et c'est ce que nous avons prouvé à nouveau ensemble le 1er octobre dernier. Encore une fois, merci beaucoup.

• (11 h 20) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée de Marie-Victorin. Maintenant, je reconnais le député du Lac-Saint-Jean. Alors, la parole est vous, M. le député.

M. Éric Girard

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Mme la Présidente, collègues parlementaires, c'est un honneur pour moi de siéger à l'Assemblée nationale pour une première fois comme représentant des citoyens et citoyennes de la circonscription Lac-Saint-Jean. C'est également un honneur de faire partie de cette nouvelle équipe de députés de la Coalition avenir Québec. C'est donc avec fierté que je remplirai le mandat qui m'a été confié lors de la 42e élection générale.

Je m'engage à prioriser les intérêts collectifs, de travailler avec intégrité, honnêteté et transparence. Je suis conscient de la responsabilité qui m'attend. Ma porte et celle de mon bureau de comté seront toujours ouvertes pour rencontrer les citoyens et citoyennes, les organisations, les entreprises et les organismes communautaires, qui jouent un grand rôle dans notre collectivité. L'écoute, le dialogue, le travail d'équipe sont, depuis de longues années, des qualités prioritaires dans mon travail au quotidien.

Dans un premier temps, j'aimerais remercier le premier ministre pour sa grande écoute et pour la confiance qu'il m'a accordée afin de représenter la population de Lac-Saint-Jean et pour ma nomination en tant qu'adjoint parlementaire au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Soyez assuré, M. le premier ministre, de mon engagement. Je tiens à saluer la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, ministre responsable de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et députée de Chicoutimi, pour sa grande collaboration. Je salue également mon collègue député de Dubuc. Je tiens à remercier le ministre de l'Agriculture et député de Johnson ainsi que la ministre des Affaires autochtones et députée de Mirabel pour leurs précieux conseils. Soyez assurés de ma reconnaissance. Je remercie tout le personnel de l'Assemblée nationale pour l'accueil et leur grande disponibilité.

Mme la Présidente, la circonscription Lac-Saint-Jean est un grand territoire habité par une population de 54 260 habitants, répartis dans 14 municipalités, avec une ville centre, Alma, qui travaillent tous en étroite collaboration et concertation. Les citoyens et citoyennes n'ont pas peur du changement, ils veulent être écoutés et contribuer au développement de leur milieu. Au cours de la campagne électorale, j'ai eu le privilège de rencontrer des gens fiers, des gens impliqués, des entrepreneurs, des familles et des hommes dévoués ainsi que des femmes qui ont su, à leur façon, m'exprimer leurs besoins. Je n'oublierai pas non plus nos aînés, nos bâtisseurs, qui ont des histoires à raconter. On doit accorder une importance à la qualité de vie de nos aînés, être à l'écoute de leurs demandes.

Pour ce qui est du secteur économique, la grande industrie joue un rôle d'importance avec la présence de Rio Tinto et de Produits Résolu, qui génèrent un grand nombre d'emplois. Il ne faut pas oublier, bien sûr, des entreprises leaders telles que Bétons préfabriqués du Lac, Construction Proco, Lar Machinerie, qui rayonnent partout à travers le monde.

La forêt demeure également une industrie importante pour notre région. Les intervenants doivent constamment innover pour assurer la pérennité de leur entreprise et le maintien des emplois. J'y porterai également une attention particulière.

Mme la Présidente, je ne peux passer sous silence l'agriculture et l'agroalimentaire, qui occupent une grande partie du territoire, dont l'activité socioéconomique contribue au maintien et à la vitalité de nos milieux ruraux. Cependant, les importants changements qui secouent cette industrie depuis plusieurs années ont occasionné une diminution importante du nombre d'entreprises agricoles. Ils doivent faire face à de nombreux défis tels que l'augmentation de la valeur des terres et des équipements, les concessions dans les accords commerciaux, comme la gestion de l'offre. Tout cela a un impact majeur sur l'établissement de la relève agricole et surtout d'assurer la rentabilité des entreprises. De plus, il ne faut pas passer sous silence la détresse psychologique que beaucoup de nos agriculteurs vivent au quotidien et qui est grandissante. Vous comprendrez sûrement, Mme la Présidente, ma sensibilité face à cette problématique.

Bien entendu, nous avons la chance, dans ce secteur d'activité, d'avoir un modèle d'affaires qui s'est développé au fil du temps. Il s'agit de la coopérative Nutrinor, qui est un fleuron avec une implication sociale énorme dans le milieu et une démarche d'engagement, de développement durable. Cela démontre bien la prise en main de nos entrepreneurs agricoles.

Mme la Présidente, en parlant de développement durable, je tiens à souligner le Groupe CODERR, qui est reconnu comme un modèle d'économie sociale performant sur les plans social, environnemental et économique.

De plus, nos attraits touristiques sont nombreux en période estivale, que ce soit sur nos plans d'eau, en passant par la véloroute des bleuets, et la cueillette de petits fruits, telle que la production du bleuet, qui s'est développée à une vitesse fulgurante, exportée dans plus de 35 pays à travers le monde. On ne s'appelle pas les bleuets pour rien. Avec la saison hivernale qui est à nos portes, la motoneige demeure une activité économique d'importance. La région demeure la destination numéro un au Québec pour ce loisir. Beaucoup d'emplois y sont rattachés.

J'aimerais, si vous le permettez, Mme la Présidente, reconnaître ici le travail d'équipe Alma—Lac-Saint-Jean, qui s'est mobilisée autour d'actions permettant de créer des conditions favorables à la rétention de la population, à l'attraction de nouveaux citoyens et à la dynamisation du milieu de vie. Aussi, nous avons le privilège d'avoir, à ce jour, quatre créneaux d'excellence issus d'une démarche stratégique de développement économique régional de concertation identifiée au

Saguenay—Lac-Saint-Jean, soient la transformation de l'aluminium, le tourisme d'aventure et écotourisme, agrobioréal, les drones civils et commerciaux. Comme vous venez de l'entendre, Mme la Présidente, les gens de Lac-Saint-Jean sont dynamiques, mobilisés et ont à coeur le développement de la région.

Je ne peux terminer sans remercier et rendre hommage à des personnes qui m'ont toujours été d'un grand appui : mon épouse, Peggy, mes filles, Élisabeth et Enrica — mon épouse est présente, et ma grande fille Élisabeth, ma plus jeune, est au collège en ce moment, donc, l'école, c'est important — et ma mère Magella, mes soeurs, Caroline et Marie-Andrée, ainsi que mon frère, Michel. Je tiens également à remercier mes beaux-parents, Maurice et Françoise. Je les remercie pour leur compréhension et leur soutien indéfectible. Un merci spécial à mon oncle Germain, qui a veillé au grain sur mon entreprise agricole. Grâce à lui, j'ai pu avoir l'esprit tranquille.

• (11 h 30) •

D'autres personnes ont joué un rôle important durant ma campagne, ils ont été des piliers, soient Mme Guylaine Gauthier, M. Sylvain Boily et M. Michel Simard. Je ne peux passer sous silence mes deux accompagnateurs, M. Homer Bouchard et Mme Micheline Lamontagne, pour ces longues journées. Je remercie sincèrement les bénévoles qui se sont impliqués et qui m'ont soutenu lors de la campagne électorale. Un merci spécial à mon équipe du bureau de comté de Lac-Saint-Jean pour leur précieuse collaboration et leur professionnalisme, Mmes Suzie et Carole Larouche et M. Michel Néron. J'aimerais également souligner la grande collaboration de Mme Brigitte Legault et de toute son équipe.

Je terminerai en affirmant qu'on pourra toujours compter sur mon entière collaboration et que je mettrai toute mon énergie afin de bien remplir le mandat qui m'a été confié. J'ai la chance de faire partie d'un gouvernement de proximité. Notre gouvernement a pris des engagements et on va les respecter. M. Legault... M. le premier ministre, désolé, en a parlé dans son discours d'ouverture.

Mon dernier merci, Mme la Présidente, est aux électeurs de la circonscription de Lac-Saint-Jean. Merci de m'avoir accordé le privilège de vous représenter et de me faire confiance.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Alors, je reconnais maintenant M. le député de Rosemont. La parole est à vous.

M. Vincent Marissal

M. Marissal : Merci, Mme la Présidente. C'est à mon tour de me lever pour vivre mes 12 minutes de gloire parlementaire. En toute humilité, je dois d'abord vous dire que les 12 dernières heures ont plutôt été marquées par une grande fébrilité. Je pense surtout aujourd'hui, en ce moment, à mes concitoyens et concitoyennes de Rosemont qui m'ont élu, qui m'ont fait confiance et qui m'ont fait l'honneur de m'élire le 1er octobre dernier. C'est à la fois émouvant et grisant, Mme la Présidente, de se trouver ici, d'avoir le privilège de se lever pour parler au nom des gens qui nous ont élus. Bien, justement, la population nous a élus pour qu'on porte leurs préoccupations, pour qu'on mène leurs batailles, et il n'y en a pas de plus grande que celle contre les changements climatiques.

Le premier ministre s'étonne, apparemment, ces derniers jours, de n'avoir trouvé aucun plan du précédent gouvernement. Ce qui est encore plus étonnant et plus inquiétant, c'est de constater que son parti n'a pas jugé pertinent d'élaborer son propre plan au cours des derniers mois menant à la campagne électorale. Ils avaient pourtant le temps, et la menace à laquelle on est confrontés était déjà bien connue. Qu'à cela ne tienne, nous, à Québec solidaire, on est volontaires et généreux. On en a un, plan, et on est tout disposés à le partager avec le gouvernement. J'insiste toutefois, Mme la Présidente, pour dire que ce plan ne contient pas de nouvelle autoroute, ou de troisième lien, ou de forage d'énergies fossiles et encore moins d'oléoducs.

Le premier ministre aime bien parler de création de la richesse, c'est un mantra chez lui, mais il est vain, Mme la Présidente, de vouloir créer de la richesse si on ne stoppe pas dès maintenant la création de GES. Le premier ministre parle beaucoup d'audace, mais l'audace ne consiste pas à reproduire les modèles de développement économique du siècle précédent. Henry Ford était certainement un homme très audacieux à son époque, mais son modèle T et le moteur à explosion, c'est vieux de 110 ans. Notre démarche se veut constructive, toutefois, Mme la Présidente, mais certainement pas complaisante. Il y a deux jours encore, le secrétaire général de l'ONU se désolait de l'apathie des gouvernements devant la crise climatique. Le nouveau premier ministre veut-il vraiment inscrire son gouvernement et le Québec sur la liste des apathiques? Si oui, c'est pitoyable, et nous n'avons pas le droit de laisser faire ça.

Le premier ministre dit par ailleurs qu'il ne pourra pas regarder ses enfants dans les yeux s'il ne fait rien. J'en suis. Nous nous ferons un devoir ici de lui rappeler tous les jours qu'il y a plus de 8 millions de paires d'yeux au Québec qui le regardent et qui attendent de lui des actions fortes, cohérentes et concrètes, pas juste des slogans.

Un autre sujet crucial a attiré notre attention par son absence du plan gouvernemental, je parle ici de la lutte contre l'évasion fiscale sur deux fronts : d'abord, les individus et les entreprises, mais aussi ce qu'on appelle les GAFAs, c'est-à-dire les géants du Web. Le discours d'ouverture est curieusement très discret sur cette question. Est-ce un oubli, Mme la Présidente, ou bien la preuve que le gouvernement considère que ce fléau est marginal et inoffensif? Je n'en sais trop rien, mais, dans les deux cas, c'est inquiétant. L'État perd, selon ses propres données, près de 400 millions de dollars par année en évasion fiscale. Ce montant ne fera qu'augmenter, notamment à cause des GAFAs, qui vampirisent notre économie devant le regard béat de nos gouvernements. En plus, ces géants sont en train d'asphyxier les médias professionnels et de tuer le petit commerce de proximité. En gros, et, si vous me permettez l'image, Mme la Présidente, on a laissé les vampires entrer dans la banque de sang, et, de toute évidence, ils ont très soif.

Les mesures volontaires comme celles mises de l'avant dans la loi du précédent gouvernement libéral autant pour les vendeurs que pour les consommateurs ne suffisent pas. L'État doit s'assurer de toucher son dû, c'est une question

de justice fiscale. Je dirais même que c'est une question de souveraineté fiscale. Il est encore beaucoup trop facile de faire des achats en ligne à l'abri des taxes, comme on a pu le constater récemment lors du Vendredi fou. Je vais vous dire, moi, Mme la Présidente, ce qui est vraiment fou, c'est que le gouvernement se prive de revenus substantiels juste pour ne pas indisposer des entreprises étrangères milliardaires qui se moquent de nos lois. L'Assemblée nationale doit, à ce chapitre, condamner encore une fois, d'une voix forte et unanime, le régime de faveur inacceptable offert par le gouvernement fédéral aux géants du Web comme Netflix, et autres. Imaginez, Ottawa vient de redemander, il y a quelques jours encore, par écrit, explicitement, au gouvernement du Québec de ne pas percevoir la TPS. Le gouvernement fédéral demande au Québec de ne pas percevoir ces taxes, qui lui sont pourtant dues. C'est totalement absurde.

Autre absence remarquée dans les actions du gouvernement, un investissement... un réinvestissement, pardon, dans les services publics. Le premier ministre, Mme la Présidente, a pourtant reconnu que la population a souffert des années d'austérité libérale, mais, depuis quelques jours, il dit aux Québécois : Patience, votre tour viendra peut-être. Un peu plus, et, en ce début du temps des fêtes, on se mettrait à turluter. Mes amis, je vous assure que le temps est bien dur. Il ne faut pas se décourager, ça va bien vite commencer. Il faut bien donner le temps au nouveau gouvernement. Ça va venir puis ça venir, mais décourageons-nous pas. Oui, sauf que, pour le moment, ce qu'on voit, n'en déplaît à La Bolduc, c'est un peu décourageant.

Le gouvernement retourne quelques dollars, par mois, de plus aux personnes âgées via un crédit d'impôt. Soit, pour les plus pauvres, toute aide sera bienvenue, mais il faut faire tellement plus et tellement plus vite. On n'humanisera pas une société à coups de petits chèques. Il est urgent de nous redonner collectivement un niveau de service public adéquat.

Même chose pour les familles. Un peu plus d'argent disponible à la fin de l'année, personne n'est contre ça. Mais à quoi bon, s'il faut continuer de se saigner pour envoyer ses enfants au privé parce que la polyvalente du coin est surpeuplée et dans un état lamentable? À quoi bon, si les familles moins riches doivent déboursier des centaines de dollars par année pour les soins dentaires, qui ne sont toujours, curieusement, pas couverts par la RAMQ? À quoi bon si les familles se font constamment rattraper, par toutes sortes de frais accessoires, aux services de garde, à l'école, chez le psychologue, chez l'orthopédiste, alouette? Il existe une bonne façon, aussi, autre de hausser le niveau de vie et la qualité de vie de notre monde, c'est de leur permettre de gagner un salaire décent. Alors, parlant d'audace, le nouveau gouvernement aura-t-il l'audace de hausser le salaire minimum à 15 \$ de l'heure et le plus tôt possible?

Parlant de salaires, Mme la Présidente, il y a ceux des médecins spécialistes, dont on doit absolument parler aussi. En campagne électorale, la CAQ, qui est maintenant au pouvoir, a clamé haut et fort qu'elle abolira la hausse salariale indécente consentie aux médecins spécialistes. Il semble bien maintenant que le gouvernement de la CAQ cherche à gagner du temps et à noyer le poisson pour se défilier de son engagement. Nous disons au gouvernement, et la population le lui dira aussi si d'aventure il devait reculer sur son engagement, nous disons au gouvernement qu'avaliser les mauvaises décisions du précédent gouvernement, ce n'est pas de l'audace, c'est de la complicité malsaine. Ce n'est pas seulement un engagement électoral, dans le cas du salaire des médecins, Mme la Présidente, c'est une question de justice sociale. Il y a plus de 1 milliard de dollars par année à récupérer là, 1 milliard qui n'appartient pas aux médecins spécialistes, qui sont déjà, ma foi, rappelons-le, très bien payés. Ce milliard appartient à la population, et nous en avons besoin pour réparer nos services publics, pour mieux traiter les gens surtout qui travaillent dans ces services publics.

Là-dessus, comme pour la lutte aux changements climatiques, Mme la Présidente, et pour le réinvestissement dans les services publics, comptez sur nous, on ne lâchera pas le morceau.

Motion formulant un grief

Je vais déposer ici maintenant une motion de grief :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour l'absence d'engagement concret dans le réinvestissement des services publics.»

Je vous remercie, Mme la Présidente.

• (11 h 40) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Votre motion est déposée, sous réserve de recevabilité. Maintenant, je vais reconnaître la parole au député de Portneuf. Allez-y, M. le député.

M. Vincent Caron

M. Caron : Mme la Présidente, chers collègues, c'est avec une émotion non dissimulée que je m'exprime pour la première fois en cette Chambre, une grande émotion, car je mesure le privilège d'occuper cette fonction, cet honneur d'être devenu parlementaire. Je suis sensible à cette confiance que Portneuf m'accorde et en l'honneur qui m'est fait de pouvoir parler en son nom.

Mon élection récente symbolise mon intégration, que je présume réussie, mais surtout un symbole d'ouverture de la société québécoise à accueillir les nouveaux arrivants. Je sais que notre gouvernement va continuer de travailler pour s'assurer que l'intégration d'immigrés comme moi soit couronnée de succès. Je dois vous avouer que, dans mes rêves les plus fous, lorsque j'ai déposé mes valises au Québec il y a une vingtaine d'années, je n'imaginai pas qu'un jour je puisse siéger dans ce Parlement. Merci aux Portneuvois et aux Québécois de m'avoir ouvert la porte, de m'avoir ouvert leurs coeurs.

Mme la Présidente, vous comprendrez que mes premiers remerciements s'adressent, bien entendu, aux citoyens de ma circonscription, les Portneuvoises et les Portneuvois, qui m'ont accordé une très large confiance lors du scrutin du 1er octobre. J'ai été flatté par ces résultats éloquentes : près de 55 % des suffrages exprimés et pratiquement 10 500 voix

d'avance. Je tiens à leur exprimer toute ma reconnaissance et ma gratitude. Je m'engage à représenter les Portneuvois avec franchise, candeur et détermination. Je travaillerai sans relâche, dans le respect de la confiance qui m'a été accordée, avec une oreille attentive, avec empathie, avec un regard tourné vers l'avenir, avec un coeur dévoué pour servir la population.

Mme la Présidente, derrière chaque élu ici présent se dressent des gens d'exception, des femmes et des hommes qui s'impliquent, qui s'activent. À cet égard, je tiens à remercier l'ensemble des bénévoles guidés par mon amie Claire Lessard, qui ont cru en moi. Cette équipe motivée, loyale et indéfectible a réalisé de véritables prouesses durant toute la campagne électorale. Je tiens aussi à souligner le travail des collaborateurs qui m'entourent au bureau de circonscription depuis mon élection, celles et ceux qui forment cette équipe, qui conjugue jeunesse et expérience, et qui ont une excellente connaissance du milieu. France Lapointe, Philippe Plante et Gilles Papillon sont, en quelque sorte, mes yeux et mes oreilles lorsque je suis ici, au Québec. C'est dire s'ils sont essentiels dans l'accomplissement de ma tâche quotidienne.

Je profite aussi de ces instants pour saluer le député de Vanier—Les Rivières et Brigitte Legault, qui furent mes premiers contacts à la CAQ. Bien entendu, je remercie le premier ministre de l'honneur qu'il m'a témoigné en m'accordant sa confiance pour devenir le candidat de Portneuf.

Mme la Présidente, pour moi, le silence est le pire des jugements. J'ai toujours préconisé l'ouverture, l'approche directe et la proximité. Il ne fait aucun doute que je vais continuer dans ce sens. J'invite donc l'ensemble des citoyens de Portneuf à venir, sans hésitation, à ma rencontre tant à mon bureau de circonscription qu'à l'occasion de mes fréquents déplacements.

Lors du scrutin du 1er octobre, nos propositions politiques ont rencontré l'adhésion sans équivoque des citoyens et des citoyennes. Depuis, ils formulent des voeux féconds de changement pour les quatre prochaines années. Le discours de la semaine dernière de notre premier ministre et la mise à jour économique de lundi sont fidèles à nos engagements et à la hauteur de l'ambition des Québécois. Les Portneuvoises et les Portneuvois saluent la solidité de notre projet de société et le pragmatisme des orientations que nous proposons, notamment, en matière d'éducation, d'économie et de santé. Je suis fier de faire partie de ce gouvernement humain, à l'écoute des familles et des aînés.

Mme la Présidente, lorsque j'ai foulé pour la première fois le sol québécois, j'ai choisi de m'établir dans Portneuf et d'y fonder mon entreprise. Ce n'était pas un hasard, bien au contraire. En effet, j'avais effectué des recherches pour choisir mon cadre de vie. La réalité de Portneuf était bien plus belle que celle que j'avais imaginée. J'ai immédiatement été séduit par ses paysages grandioses, sa nature généreuse, son patrimoine riche et particulièrement préservé. Portneuf s'est ouvert à moi comme autant de petits plaisirs à savourer.

La circonscription que je représente est le cadre de vie de près de 53 000 personnes réparties dans 18 municipalités, à mes yeux toutes aussi importantes les unes que les autres. Le territoire s'étale à travers un panorama changeant qui met en vedette tantôt le majestueux fleuve Saint-Laurent, les rivières Jacques-Cartier, Sainte-Anne et Portneuf, tantôt une plaine agricole aux charmes bucoliques ou un arrière-pays caractérisé par une abondance de forêts, de lacs et de montagnes. Portneuf se démarque par une grande diversité qui fait d'elle le nouveau terrain de jeux de la Capitale-Nationale. Portneuf, c'est aussi un patrimoine bâti exceptionnel avec, particulièrement, cette fierté de compter trois des plus beaux villages du Québec : Neuville, Cap-Santé et Deschambault-Grondines. Portneuf, c'est aussi la joie des papilles avec le maïs sucré de Neuville, des fromages renommés, un vignoble réputé, de nombreux maraîchers, producteurs et transformateurs alimentaires, des marchés publics très achalandés. Bref, il fait bon vivre, il fait bon prendre des vacances dans Portneuf.

Mme la Présidente, le constat est bien tangible, le développement urbain de la Capitale-Nationale progresse vers l'ouest, il faut donc préparer Portneuf à demain. Portneuf fait partie intégrante de la Capitale-Nationale, mais sa réalité s'apparente aussi à celle des régions, et je n'ai aucun doute que je vais pouvoir travailler main dans la main avec la ministre responsable et l'ensemble de mes collègues députés de la Capitale-Nationale, qui m'ont d'ailleurs accordé leur confiance en m'élisant président du caucus régional.

Les enjeux, les projets et les réflexions ne manquent pas dans Portneuf. La région est bel et bien éveillée et elle a de beaux atouts à faire valoir. Je m'engage à en être l'ambassadeur dans le respect et l'intégrité. Je veux que Portneuf atteigne son plein potentiel.

Les Portneuvois ont eu la délicatesse de m'élire. J'ai l'obligation de tout mettre en oeuvre pour m'assurer que l'accessibilité à un médecin de famille se concrétise pour l'ensemble des Portneuvois, pour que nos agriculteurs ne soient jamais laissés pour compte, pour que l'industrie forestière sur laquelle Portneuf s'est bâtie soit toujours un fleuron, pour que nos lacs demeurent en bonne santé, pour que nos enfants puissent toujours s'y baigner, pour que l'accès à Internet ne soit plus une option réservée aux grands centres urbains, pour que nos entreprises puissent prospérer et offrir des emplois de qualité bien rémunérés, pour que nos organismes communautaires puissent avoir le moyen d'aider les plus démunis non seulement à la veille de cette période du temps des fêtes, mais tout au long de l'année, pour que nos routes offrent toutes la sécurité nécessaire à leurs usagers, pour que nos petites municipalités puissent continuer d'être attrayantes pour les jeunes familles et enfin pour mieux accompagner et reconnaître le travail formidable des proches aidants. Je pense particulièrement à la famille de Chantal Lambert, qui a adopté quatre enfants affligés de lourds handicaps, à celle de Sabrina Paquet, qui doit demeurer en tout temps à la maison pour gaver sa fille, ou encore à celle de Christine Genois, la maman de Théo. Pour ceux-là, j'ai pleine confiance en notre ministre des Aînés et des Proches aidants.

Mme la Présidente, vous l'aurez compris, j'ai Portneuf chevillée au corps. Mes concitoyens peuvent avoir l'assurance que je répondrai toujours présent pour défendre avec détermination et conviction leurs intérêts. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole à M. le député de Laval-des-Rapides.

M. Saul Polo

M. Polo : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Il me fait grand plaisir de prendre la parole aujourd'hui, comme l'ensemble de mes collègues, pour livrer une réplique au discours inaugural.

À chaque semaine, Mme la Présidente, depuis presque cinq ans, je prends la pleine mesure du privilège que mes collègues et moi avons de siéger dans ce salon, le salon bleu, de représenter nos concitoyens tant dans les débats ici, au salon bleu, mais à travers les différentes activités et différentes responsabilités que nous avons. J'ai le plaisir, depuis que la 42^e législature a débuté, de siéger à côté de la députée de Jeanne-Mance—Viger, et pour moi c'est un heureux rappel de mes débuts en politique. Elle sourit pendant que je prends la parole, parce qu'elle s'en rappelle très bien. Il y a de cela à peu près 13 ans exactement, il y avait une élection partielle dans le comté d'Outremont. Et ça a été mes débuts en politique lorsque j'ai décidé, cet été-là, en 2005, de prendre ma carte de membre du Parti libéral, animé de cet espoir, de cette ambition de parler au nom des gens qui, des fois, ne se reconnaissent pas dans la classe politique, qui, des fois, ne se voient pas dans cette classe politique ou dans les décisions qui sont prises par les différents gouvernements confondus.

• (11 h 50) •

J'ai décidé de m'impliquer en politique parce qu'à l'origine j'étais très impliqué dans ma communauté d'origine, la communauté hispanophone et latino-américaine du Québec. Et, quand j'ai décidé de faire le choix de m'impliquer activement en politique, pour moi il était naturel de le faire avec la famille du Parti libéral du Québec. Et, quand j'ai été accueilli par ma collègue de Jeanne-Mance—Viger, qui était la directrice de l'organisation pour la campagne de l'ancien ministre des Finances et du Développement économique, M. Bachand, bien, je me suis... non seulement bien accueilli par elle, mais par l'ensemble des bénévoles et les organisateurs de l'époque.

Je retourne aussi loin en arrière, Mme la Présidente, parce que c'est un long chemin parcouru, c'est un long chemin parcouru, et on dit souvent : Il ne faut jamais oublier d'où on vient pour savoir, avec fierté, vers où on va aller. Lorsque j'ai eu le privilège, il y a de cela presque cinq ans, de l'ancien premier ministre, de pouvoir me présenter pour la première fois dans Laval-des-Rapides, ce n'était pas un choix facile. Rappelez-vous qui siégeait au nom de Laval-des-Rapides : c'était un jeune ambitieux très connu, un député élu du Parti québécois, Léo Bureau-Blouin. Et je l'ai fait par conviction, je l'ai fait parce que pour moi c'était important de porter les valeurs, de porter ce message, de porter notre vision libérale dans un contexte qui était très bouleversant, un contexte que, j'espère, nous n'y retournerons pas, malgré le dépôt du projet de loi du leader du gouvernement, un contexte où j'étais animé par, justement, ces mêmes convictions qui à l'origine m'ont motivé de m'impliquer activement en politique, de parler au nom de ceux et celles qui, des fois, se sentent rejetés, de parler au nom de celles et ceux qui, des fois, se sentent délaissés, se sentent, justement, ignorés ou ne se sentent pas, justement, entendus par les gouvernements. Et c'est cette même motivation qui m'a animé à poursuivre mon cheminement, même après quatre ans et demi, parce que, vous savez, Mme la Présidente, la politique n'est pas un fleuve tranquille, malgré les privilèges.

Je tiens ici à saluer ma femme, ma conjointe, sans qui je n'aurais pas, et je vais vous faire une confidence, décidé de me représenter, parce que, malgré le dévouement, malgré l'implication, malgré le travail acharné que nous faisons, chacun dans nos circonscriptions, des fois on a des doutes, des fois on se questionne. Et c'est important de se questionner, parce que, vous savez, ce privilège de siéger ici, à l'Assemblée nationale, ou peu important les Parlements, bien, c'est juste une période de temps dans notre vie. C'est un sacrifice qu'on fait de nous, de notre temps, de notre temps de famille pour justement s'investir pour le bien-être de la collectivité. Et cette remise en question, elle a été importante chez moi. Il a été important de le faire non seulement au niveau personnel, mais également avec ma famille. Et je tiens à saluer Chantal, parce que, Chantal, ça fait 14 ans cet automne que nous sommes ensemble, et Chantal m'a accompagné, et c'est grâce à qui je suis devenu l'homme que je suis aujourd'hui et grâce à qui j'ai relevé les différents défis. Donc, mes premiers remerciements vont à ma conjointe, à mon garçon, Javier. Parce que, vous le savez, on n'a pas le privilège ou le luxe de représenter une circonscription de la grande région de Québec, dans mon cas et dans le cas de bien des collègues. Et j'entendais le député de Viau la semaine dernière, jeudi soir dernier, souligner à quel point ses filles lui manquent, mais c'est la même chose pour bien de mes collègues et c'est la même chose pour moi. Je pense que le sacrifice qu'on fait non seulement pour représenter nos concitoyens, mais aussi de se déplacer...

Et là je sais qu'il y a différents débats qui vont être abordés dans les prochains mois, dans les prochaines années, Mme la Présidente, sur le mode de scrutin que nous devrions adopter ou implanter au Québec, mais je pense qu'il faudrait aussi se questionner sur cet équilibre travail-famille. On a eu un collègue de Sherbrooke qui a vécu des défis très personnels au niveau de cette conciliation entre être un membre d'un cabinet, d'être un membre du gouvernement et aussi concilier une jeune famille avec plusieurs jeunes enfants en bas âge. Et ça, c'est pour ceux qui ont des jeunes familles. Je regarde mon collègue de Pontiac, qui vit la même chose au quotidien, mais je pense qu'il faudrait se poser ces questions-là aussi, Mme la Présidente.

Aujourd'hui, on ouvre les journaux et on a une formation politique qui questionne l'habillement et le code vestimentaire à l'Assemblée nationale. Pour moi, c'est bien. Peut-être que pour eux c'est hyperimportant, mais je pense qu'il y a des questions plus fondamentales à se poser aussi sur comment on peut réussir à bien représenter nos concitoyens mais sans avoir à faire un choix, parce que bien souvent, dans certains cas, c'est aussi faire un choix entre la famille et le travail que nous faisons. Et ça, ça s'applique non seulement pour les hommes, mais avant tout et aussi pour les femmes. Parce qu'ici aujourd'hui on parle d'implication et de vouloir avoir des femmes en politique, mais ce questionnement-là s'applique tout autant pour les hommes, parce qu'aujourd'hui je pense que les hommes de cette génération, on est conscients qu'on a autant de responsabilités à la maison qu'on l'a aussi dans notre charge professionnelle également.

Mme la Présidente, j'ai décidé donc, après cette réflexion, de m'investir et de me représenter de nouveau à tout vent, à toute vapeur également, dans un contexte qui n'était pas facile. Je vous ai dit que ça fait depuis presque 13 ans

que je milite à l'intérieur de cette formation politique. Ça coïncide à peu près, presque, aux 15 années que notre formation politique a été au pouvoir. Et, cet été, je suis allé à la rencontre... pas seulement cet été, mais, en fait, depuis les quatre dernières années, mais particulièrement cet été il fallait avoir beaucoup d'humilité pour aller à la rencontre de nos concitoyens, il fallait avoir beaucoup d'écoute. Avant même de répéter nos engagements, avant même de répéter notre bilan, il fallait surtout, et avant tout, écouter. Et, par beaucoup de moments, ça n'a pas été facile.

Les gens de Laval-des-Rapides ont été très honnêtes, très candides avec moi et mon équipe pour nous faire savoir un peu leur déception. En même temps, ils me partageaient leur appréciation du travail que mon équipe et moi avons fait au cours des quatre dernières années, mais, ceci dit, leurs attentes, leurs ambitions, à beaucoup d'égards, vivaient certaines déceptions. Et donc beaucoup d'écoute pour les entendre et leur dire : Écoutez, nous pouvons encore faire des belles choses ensemble, nous pouvons encore rêver, nous pouvons encore avoir des ambitions ensemble, et, au-delà des opinions que vous pouvez avoir sur le cheminement de notre formation politique, je peux vous garantir et je peux vous démontrer, et c'est ce que j'ai fait au cours des quatre dernières années, que votre voix va être non seulement représentée, mais entendue, et entendue au nom des aînés, entendue au nom des jeunes, entendue au nom des familles, entendue au nom des Québécois, des nouveaux Québécois membres de la diversité québécoise.

Les aînés, dans ma circonscription, sont une portion de la population très importante. J'ai près de 12 résidences de personnes âgées à Laval-des-Rapides, et ils composent au-delà de 20 %, 21 % de la population. C'est important non seulement d'aller à leur rencontre, c'est important de s'assurer que leurs attentes face aux services de première ligne et aux services de santé sont répondues. C'est important aussi d'être là à leur écoute et de les accompagner afin de briser l'isolement, qui est un des grands enjeux qui préoccupent beaucoup les aînés de notre société. C'est important aussi de leur rappeler et de leur dire avec fierté que le Québec d'aujourd'hui s'est bâti sur les sacrifices et le travail qu'ils ont faits et qu'ils ont accomplis et les exploits qu'ils ont réussi justement à bâtir à travers de nombreuses années et qu'aujourd'hui nous avons le devoir et cette responsabilité de pouvoir répondre à leurs attentes et répondre à leurs besoins.

De travailler également pour nos jeunes familles, j'en suis un. J'ai un garçon de 10 ans. Je suis ce qu'on appelle un «soccer dad», si on peut dire, avec fierté, et je le dis parce que c'est une des choses qui m'ont beaucoup manqué dans la dernière année dû justement au fait que nous devions faire ce travail de terrain, d'aller à la rencontre, d'être le plus présents dans toutes les activités. Je vais vous faire une confidence : moi, pendant trois ans et demi de la dernière législature, l'une des activités personnelles préférées que j'aimais le plus, c'était de m'impliquer comme coach de soccer bénévole, et je vais vous dire pourquoi, parce que c'était ma façon à moi non seulement de passer du temps avec mon garçon, mais de décrocher, parce que, quand on est avec des garçons de sept, huit, neuf, 10 ans, ils ne nous parlent pas de politique, ils ne nous parlent pas d'enjeu par rapport à l'éducation, à la santé, et tout ça, ils ne se préoccupent même pas de ce qu'on fait, ils veulent juste taper sur le ballon et s'amuser. Et ça, pour moi, c'était la meilleure façon... et je pense que je vais recommencer, mais je vais demander la permission à ma femme, là, mais, ceci dit, c'était la plus belle activité. Et, à Laval-des-Rapides, il y en a, des jeunes familles, il y a des jeunes familles. Écoutez, je vais vous dire, on a 12 écoles primaires, à peu près, avec une moyenne de 500 élèves. C'est à peu près 6 000 jeunes, à peu près, de cinq à 12 ans uniquement au niveau des écoles primaires, sans compter justement les services de garde, sans compter les écoles secondaires.

• (12 heures) •

Les jeunes familles ont des attentes, ont des besoins, ont des besoins en éducation, ont des besoins au niveau des services de garde. Ils s'attendent justement à ce que le nouveau gouvernement continue à poursuivre le combat et la lutte pour la réussite scolaire. Comme mon collègue de Viau l'a mentionné la semaine dernière, c'est une priorité. Je félicite le gouvernement d'en faire sa priorité, mais il aura des comptes à rendre. Il aura des comptes à rendre, parce qu'à Laval-des-Rapides on a une surpopulation au niveau des écoles primaires. Malgré le fait que l'école Eurêka a été ouverte, il y a de cela un an, malgré le fait que l'école de Cluny est en construction actuellement, on a une surpopulation au niveau des écoles primaires.

Heureusement, à Laval-des-Rapides et, au niveau de Laval, au niveau de la commission scolaire de Laval et de la commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier, il y a eu des réinvestissements importants qui ont été faits au niveau des maintiens en bâtiment, contrairement à ce qu'on peut voir dans d'autres régions. Ceci dit, le manque qu'il y a au niveau de la commission scolaire francophone de Laval, c'est au niveau de la surpopulation. Et, à ce niveau-là, on va talonner le gouvernement. Il en fait sa priorité, nous allons s'assurer que l'argent est au rendez-vous et que les ressources sont au rendez-vous.

Les jeunes familles non seulement se préoccupent pour l'éducation, mais moi, j'en ai fait un engagement personnel, et c'est la raison pour laquelle je vais suivre et talonner aussi le ministre de l'Éducation. L'un de mes engagements locaux a été un beau projet qui a été initié cet automne en partenariat entre l'école Marcel-Vaillancourt et le collège Montmorency. Ça s'appelle l'école des grands. En fait, c'est un projet d'aide aux devoirs les samedis matins destiné à 60 jeunes les plus en difficulté, 10 jeunes par âge ou par année scolaire au niveau primaire, et ils sont accompagnés par des jeunes d'âge du collégial qui se destinent à faire une formation en éducation par la suite et qui leur offrent de l'aide aux devoirs et du tutorat en français, en mathématiques et en sciences avec, justement, un transport qui les amène de l'école primaire en question vers le collège Montmorency, et tout ça accompagné ou supervisé par des spécialistes.

Ce projet-là est un projet pour lequel j'y tiens. Et non seulement je l'ai présenté comme étant un engagement auquel je me suis engagé à l'étendre pour l'ensemble des écoles primaires sur une période de quatre ans si ma formation politique était menée au pouvoir, mais maintenant, puisque l'éducation est une priorité pour le gouvernement, je vais m'assurer que le ministre de l'Éducation en entende parler et je vais m'assurer d'accompagner les différents acteurs qui ont réalisé ce projet afin qu'ils aient les sommes nécessaires pour que ce soit étendu à l'ensemble des écoles primaires de ma circonscription, Mme la Présidente.

Un autre engagement au niveau des jeunes qui a été important auprès des jeunes, ça a été la sauvegarde du bois Trait-Carré. Et ça a été un enjeu sur lequel j'ai surpris beaucoup de personnes à Laval, non seulement à Laval-des-Rapides.

Parce qu'à première vue — et le maire de Laval pourrait en témoigner — c'était un engagement... ou enfin un enjeu qui était uniquement municipal, mais, vous savez, c'est un enjeu qui était important pour un grand nombre de gens de Laval-des-Rapides et de Laval en général, jeunes et moins jeunes.

Vous savez, Laval est en train de se transformer. On est fiers, nous, les Lavallois, de dire : Laval est aujourd'hui la troisième plus grande ville au Québec. Laval est une ville en essor démographique, en essor économique, en essor culturel. On a la Place Bell. On a la rénovation de la Salle André-Mathieu. On accueille des entreprises qui s'installent dans les différents parcs industriels, etc.

Laval se transforme. Le centre-ville de Laval se transforme également, et, dans la zone délimitée du centre-ville de Laval, il y a un dernier bois d'à peu près 12 hectares qui était cher à beaucoup de citoyens de ma circonscription et qui représente le dernier secteur vert du centre-ville de Laval. Et il y a eu toute une polémique au cours des dernières années, Mme la Présidente, parce que ce bois en question devait représenter un échange de terrains pour la ville de Laval auprès de la FTQ-Construction, un consortium de la FTQ-Construction, pour compenser pour les terrains que la ville a reçus en préparation pour la construction de la Place Bell.

Mais vous savez quoi? Il y a eu tout un mouvement citoyen, Mme la Présidente, qui s'est dit : Regardez, on ne peut pas se permettre d'avoir un beau centre-ville qui est en train de se développer autour du métro Montmorency et ne pas avoir un espace vert où on peut, justement, décrocher et combattre les îlots de chaleur qu'on voit autour du centre-ville de Laval. Non seulement ça, c'est aussi un enjeu qui affectait, bien sûr, les jeunes parce qu'aujourd'hui les jeunes, on le sait, depuis de nombreuses années, s'intéressent beaucoup à l'environnement, mais également les moins jeunes parce que, quand vous regardez physiquement où est situé ce bois Trait-Carré, bien, il est collé sur, notamment, la résidence Soleil, où il y a près de 900 résidents, de personnes âgées qui y habitent, et c'est collé aussi sur l'Oasis St-Martin, une autre résidence avec 250 à 350 résidents, de personnes âgées qui... Et ces personnes-là, Mme la Présidente, lorsqu'elles voulaient prendre une marche de santé, elles se voyaient prendre une marche de santé dans ce bois-là. Elles souhaitaient qu'on puisse préserver l'entièreté de ce bois justement pour représenter cet équilibre qu'on souhaite tous. Justement, quand on parle de développement durable, on parle de développement économique, mais aussi on parle du respect de l'environnement, du respect de cet équilibre qu'on souhaite conserver pour avoir une meilleure qualité de vie.

Alors, moi, je me suis tenu debout. Juste avant les élections, en réponse face aux citoyens et citoyennes qui me l'ont demandé, je me suis tenu debout avec les citoyens qui ont mené cette bataille depuis des années, avec Mme Locas, qui a initié cette pétition de près de 4 000 signataires portée également par l'ancien conseiller municipal, Pierre Anthian, et j'ai aidé ces citoyens-là à se mobiliser avant le conseil de ville du mois d'août dernier par la ville de Laval pour, justement, empêcher que ce terrain-là soit cédé au consortium et que plus de tours à condos soient construites sur ce terrain-là.

Bien, moi, j'en fais aujourd'hui encore plus, même après l'élection, un enjeu tout aussi important. Je vais travailler avec les mouvements citoyens, avec les Amis du boisé du Souvenir, avec les résidents de la résidence Soleil, les résidents de l'Oasis St-Martin pour s'assurer que ça ne reste pas juste un débat qui a été mené l'été dernier, mais qu'on s'assure qu'on va continuer non seulement à le protéger, mais à l'aménager afin de rendre possible ce beau projet des Amis du boisé du Souvenir qui s'appelle la promenade du Souvenir. Et ça, c'est un enjeu qui a particulièrement intéressé les jeunes, et les aînés, et l'ensemble de la population lavalloise, pour lequel, je vous le répète, Mme la Présidente, je vais continuer à mener ce combat-là avec l'aide de mes concitoyens.

Hier matin, le leader du gouvernement révisait les cibles de nouveaux Québécois, d'immigrants et va nous relancer avec un projet de loi également sur la question de la diversité et sur la question de ce vivre-ensemble que nous souhaitons. Et, j'en conviens, il faut le faire avec sérénité. J'en conviens, il faut le faire à tête reposée. J'en conviens qu'il faut être responsable de nos paroles et de nos gestes. Ceci dit, cette responsabilité est d'autant plus importante sur les épaules du gouvernement parce que nous représentons l'ensemble des Québécois. Sur tout quand on siège de l'autre côté, pas seulement ceux et celles qui ont voté pour nous. Quand vous formez le gouvernement, vous représentez l'ensemble des Québécois. Qu'ils soient catholiques pratiquants comme moi, Mme la Présidente, qu'ils soient de confession musulmane, juive, bouddhiste ou autre, l'ensemble des Québécois ont des droits, et ils doivent être respectés. L'ensemble de ces Québécois ont des ambitions, et ces ambitions doivent être accompagnées, doivent être soutenues.

Vous savez, dimanche dernier, je participais à un grand rassemblement à Laval-des-Rapides organisé par l'Association islamique des projets charitables, AICP, une association qui, selon moi, est une fierté pour la communauté musulmane parce qu'elle représente un mouvement et un discours qui est modéré, un discours qui est basé sur le vivre-ensemble, un discours qui est basé sur une meilleure intégration, une meilleure implication et surtout un meilleur vivre-ensemble de l'ensemble des membres de la communauté musulmane. Et ce qui est beau à voir, Mme la Présidente, c'est de voir que les jeunes de cette communauté-là, les jeunes qui ont grandi et qui sont même nés ici, au Québec, qui sont nés à Laval, à Chomedey ou ailleurs, O.K., aujourd'hui, c'est des professionnels, c'est des psychoéducatrices, c'est des professeurs, c'est des enseignants, c'est des mamans qui travaillent aussi dans des services de garde, et l'ensemble des membres de cette communauté...

Mais je pourrais aussi vous parler de la communauté sikhe, je pourrais aussi vous parler de la communauté juive, je pourrais aussi vous parler des Québécois de différentes confessions qui, aujourd'hui, se questionnent sur les vraies volontés de ce gouvernement. Parce que, vous savez, aujourd'hui, le leader du gouvernement s'est levé pour dire : Gouverner, c'est décider. Gouverner, c'est d'avoir le courage de prendre des décisions. Mais gouverner, c'est aussi d'assumer ses responsabilités de le faire de façon à améliorer le sort de l'ensemble des Québécois. Et, quand je regarde ces voisins, voisines de notre quotidien, bien, moi, je souhaite continuer à parler en leur nom, défendre leurs droits, défendre leurs ambitions, défendre la vision de ce meilleur Québec qu'ils souhaitent pour eux et leurs enfants. Et ce que je souhaite, c'est justement qu'ils puissent se reconnaître dans l'ensemble des décisions que nous prenons ici, à l'Assemblée nationale, mais

surtout que le gouvernement va mettre de l'avant, et nous allons talonner le gouvernement pour s'assurer que ces décisions soient les plus responsables possible.

• (12 h 10) •

Mme la Présidente, pour terminer, j'aimerais conclure sur un message d'espoir. J'aimerais conclure sur l'avenir de Laval-des-Rapides, mais aussi sur celui du Québec pour vous dire qu'il est prometteur. Pourquoi, me demanderez-vous? Eh bien, parce que notre relève est audacieuse et innovante, parce qu'elle est ouverte d'esprit et qu'elle n'a pas peur de se tenir debout, parce qu'elle est connectée à ce qui se passe autour d'elle et parce qu'elle a soif de réussite. Vous savez, j'ai toujours été un homme croyant au plein potentiel de la jeune génération. C'est ces jeunes qui représentent le nouveau Québec, le Québec de demain, un Québec déterminé qui rêve de grandeur, qui embrasse ses différences, et qui est fier de sa langue française, et surtout qui ose, tout simplement.

Les quatre dernières années que j'ai passées à discuter avec ces gens de ma circonscription m'ont permis de comprendre pourquoi je continue... de vous tous à Laval-des-Rapides comme député, également à Pont-Viau, à Duvernay, Place Renaud, Domaine Renaud, c'est pour la relève, pour qu'elle soit la prochaine génération de Québécois qui méritent de grandir et de vivre dans une société égalitaire où les origines ne définissent pas la finalité d'un parcours, et où les outils sont fournis pour quiconque veut atteindre son plein potentiel, et où le bonheur s'obtient par l'épanouissement humain de tous et chacun, entouré des gens que l'on aime le plus longtemps possible.

C'est avec humilité que je tiens également à remercier toutes les merveilleuses personnes qui ont soutenu et accompagné ma campagne tout au long de la dernière année. Je commencerais par souligner le travail de mon équipe : Patrick Thauvette, qui a été mon directeur de campagne; Samantha Gauthier, qui a été la responsable de mes communications; Kelly Mesa, ma responsable d'agenda; Marisa Amato-Denis, qui a été ma coordonnatrice des bénévoles. Merci du fond du coeur pour votre dévouement et pour votre éthique de travail irréprochable, votre audace et votre patience. Oui, patience, parce que, des fois, je peux être un peu tannant. Un peu. Vous avez été, sans l'ombre d'un doute, les piliers et le cerveau de cette campagne.

À tous les bénévoles qui ont travaillé sans relâche, à ma présidente, Cynthia Nelson, à mon agent officiel, Michel Demers, et les membres de mon exécutif, et l'ensemble des bénévoles qui ont contribué à faire mentir l'histoire, Mme la Présidente, et je suis fier de le dire, mes bénévoles également. Parce que, vous savez — je vous raconte une anecdote en terminant — à chaque fois que j'avais une demande d'entrevue pendant la campagne électorale, je me réjouissais au tout début, mais, au fur et à mesure que les demandes d'entrevue arrivaient, je comprenais que c'était un peu pour annoncer la mort de ma campagne politique parce que l'histoire de Laval-des-Rapides, c'était que Laval-des-Rapides a toujours été reconnu comme le comté baromètre par excellence. 10 élections sur 10, les gens de Laval-des-Rapides ont toujours voté en fonction du candidat qui représentait le parti qui a formé le gouvernement. Mais, cette fois-ci, on a fait mentir l'histoire, on a fait mentir les probabilités, et mes bénévoles et moi, ma famille, on est fiers du résultat que nous avons accompli.

C'est donc tous ensemble que nous allons démontrer à l'unisson que Laval-des-Rapides veut grandir et a le droit de rêver plus grand. Sachez que mon mandat sera dédié à l'épanouissement collectif de nos quartiers, à la réussite de nos jeunes, à la qualité de vie des familles et des aînés, au bonheur de vivre sur le sol québécois et lavallois, tout simplement. Sachez surtout que je m'assurerai que le gouvernement en place respecte ses engagements envers vous et ne nous laisse jamais tomber.

Au plaisir de vous revoir dans la merveilleuse circonscription de Laval-des-Rapides et au plaisir de travailler pour l'ensemble des gens de Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Duvernay, Place Renaud et Domaine Renaud. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Saint-François.

Mme Geneviève Hébert

Mme Hébert : Merci, Mme la Présidente. C'est un privilège, un immense honneur de prendre la parole pour la première fois à l'Assemblée nationale. J'ai l'intention de savourer ce moment pleinement, comme je l'ai si bien fait en toute fin de campagne, lorsque j'ai dégusté une délicieuse tarte aux pommes au Verger Le Gros Pierre à Compton avec une personne qui a cru en moi dès le départ. Merci, M. le premier ministre, pour votre confiance.

Des créateurs de saveurs, il y en a beaucoup dans Saint-François. J'ai eu la joie de découvrir cette magnifique circonscription pendant mes 140 jours de précampagne et les 39 jours de campagne. J'ai participé à de nombreuses activités dans chacune des villes et municipalités de la MRC de Coaticook. On y retrouve des paysages époustouflants, la joie de vivre et un sentiment de fierté et un dynamisme impressionnant. J'ai fait à ma manière du tourisme gourmand en allant à votre rencontre, citoyennes et citoyens de Saint-François, pour goûter la saveur locale, apprendre à vous connaître, à vous aimer pour mieux vous servir.

Je me sens maintenant chez moi partout dans Saint-François. Permettez-moi, Mme la Présidente, de remercier les électeurs de Saint-François. Merci pour votre confiance. Merci d'avoir choisi le changement pour Saint-François. Je continuerai à faire preuve de détermination, à faire de la politique avec coeur afin de développer avec vous, pour vous le plein potentiel de Saint-François.

Mais, Mme la Présidente, certaines choses doivent toutefois changer. Un exemple, les tiroirs vides lorsque je suis arrivée dans mon bureau de comté. Mme la Présidente, tous les dossiers ont été détruits. J'ai l'intention de me battre pour que cesse cette mauvaise habitude, ce petit jeu partisan au goût amer en fin de mandat.

Alors, même s'il y a beaucoup de travail devant moi, je me plais à dire que ma circonscription, c'est comme un petit Québec, un pôle urbain avec une partie de la ville de Sherbrooke, dont deux universités avec le campus de la santé de l'Université de Sherbrooke et l'Université Bishop's, des entreprises diversifiées, une communauté anglophone qui contribue à sa richesse et un milieu rural innovant et fascinant avec la MRC de Coaticook. Un peu de tout et, surtout, de nombreuses histoires à succès à promouvoir.

Ceci dit, Mme la Présidente, pour faire de la politique avec coeur, j'ai su m'entourer de personnes passionnées qui ont l'appétit de servir les gens au meilleur de leurs habiletés. Merci beaucoup à Manon, Jason, Guillaume, Katy et Colette de me soutenir dans cette belle aventure. J'ai le privilège d'être entourée de plusieurs autres personnes merveilleuses et passionnées, et ce, dans ma fonction de whip adjointe.

Alors, Mme la Présidente, je souhaite remercier les membres de ma famille, les bénévoles qui se sont impliqués dans ma campagne, des dizaines de bénévoles, de merveilleux bénévoles. Une équipe représentative de ma circonscription, grande, diversifiée et d'un grand dynamisme. Aussi, Mme la Présidente, je me dois de remercier également mes enfants, mon gendre, ma belle-fille, mon mari, mes parents qui m'ont accompagnée à tellement d'occasions et qui continuent de me tenir compagnie lors d'activités et d'événements. Je suis privilégiée, reconnaissante et choyée.

Merci à toute l'équipe de la Coalition avenir Québec qui m'a aidée pendant la campagne. Je souhaite remercier aussi, Mme la Présidente, toute l'équipe de l'Assemblée nationale pour son grand professionnalisme, une aide inestimable en cette période de transition.

Mme la Présidente, des délices, il y en a plusieurs dans Saint-François. J'ai la joie de pouvoir compter sur la présence de solides entreprises comme Kruger, Global Excel, Ateliers B.G., Waterville TG. Il y a aussi de beaux organismes, de belles institutions comme Sercovie, la plus grosse popote roulante au Québec, L'Éveil ressource communautaire en santé mentale, le cégep de Sherbrooke, le Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook, pour n'en citer que quelques-uns.

Cependant, Mme la Présidente, je veux attirer votre attention sur certains défis à relever, par exemple le financement des cégeps. Actuellement, dans mon comté, le cégep de Sherbrooke est pénalisé par la formule en place, est sous-financé par rapport au nombre d'étudiantes et d'étudiants qu'il accueille chaque année. Ça met beaucoup de pression sur cette grande institution et rend plus difficile l'accomplissement de sa très importante mission auprès de notre relève de demain. Je suis heureuse de faire partie d'un gouvernement qui représente le changement, la fraîcheur et qui a comme priorité l'éducation.

Il y a aussi des dossiers de la réfection de la piscine du cégep de Sherbrooke, une infrastructure vitale pour l'institution et la communauté sherbrookoise, et le dossier du Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook pour ses efforts déployés à former notre relève agricole... soit dûment reconnu et récompensé.

Il y a aussi un dossier très important, Mme la Présidente, qui remonte aussi loin qu'en 2010, soit celui de l'agrandissement de l'école primaire Louis-Saint-Laurent de Compton. Pour éviter que des élèves se retrouvent dans une ou des écoles de Coaticook à plus de 15 kilomètres, des parents et membres de la communauté ont lancé une mobilisation en 2015 afin de trouver une solution qui permettrait de garder tous les enfants de Compton à l'école Louis-Saint-Laurent. Depuis 2016, des classes ont été aménagées pour accueillir des élèves dans un pavillon situé à proximité de l'école. Belle victoire! Mais, cela étant dit, la pertinence de réaliser le projet d'agrandissement de l'école demeure entière dans un contexte où la fréquentation scolaire continuera à augmenter à Compton. Mme la Présidente, les gens choisissent de s'installer à Compton pour son agrotourisme, sa vitalité et pour son école, je vais donc, avec plaisir, relancer le projet d'agrandissement.

En 2018, il y a encore une problématique d'accès au réseau cellulaire et Internet dans plusieurs municipalités du Québec. Pendant ma campagne, je suis allée à plusieurs reprises à East Hereford. Pour me brancher à Internet sans fil dans cette municipalité, j'ai dû me rendre à un endroit bien précis, très près d'un poteau désigné à cet effet afin de pouvoir communiquer avec mon équipe. J'ai eu l'impression de jouer dans une scène des *Arpens verts*. Il est temps qu'on branche les communautés rurales à la modernité. Il me fera plaisir de collaborer avec le responsable du volet Internet haute vitesse, mon collègue le député d'Orford, pour déployer le réseau partout dans la MRC de Coaticook.

• (12 h 20) •

Comme vous le voyez, j'accorde une grande importance à l'humain dans mon aventure politique. Il est important de venir en aide aux personnes dans le besoin. Il me fera plaisir de collaborer avec la superbe équipe Jevi, le Centre de prévention du suicide de l'Estrie, situé au coeur de ma circonscription, pour évaluer la possibilité de se doter d'un centre de crise en Estrie d'un modèle adapté à la réalité de notre région. D'ailleurs, l'Estrie est l'une des seules régions au Québec à ne pas avoir de centre de crise. J'ai confiance que nous réaliserons de grandes choses en travaillant en équipe avec mon caucus Estrie, qui représente six circonscriptions sur sept.

En terminant, Mme la Présidente, j'ai grandi dans l'est de Sherbrooke. Ma famille s'y est épanouie depuis plus de quatre générations. Mon mari, Joël Vaillancourt, que je remercie pour son amour et son soutien depuis 26 ans, fait aussi partie d'une famille bien établie à Coaticook. Je souhaite souligner l'importante contribution de son oncle, Georges Vaillancourt, qui a oeuvré pendant 29 ans en politique provinciale et municipale, un homme qui a marqué les gens de son milieu par sa proximité et son authenticité, une grande inspiration pour moi.

Chose certaine, Mme la Présidente, mes interventions seront à la saveur locale de Saint-François, avec un soupçon d'audace, beaucoup d'humilité et de fierté. Elles se réaliseront pour les personnes extraordinaires que j'ai rencontrées et celles que je vais apprendre à connaître, à aimer et servir tout au long de mon mandat. Merci, Mme la Présidente, et bon mandat à tous.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, la parole est à vous.

Mme Filomena Rotiroti

Mme Rotiroti : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Ça me fait plaisir de prendre la parole ce matin en cette Chambre, comme, évidemment, j' imagine que c' est comme tous mes collègues.

Alors, permettez-moi tout d' abord de vous féliciter pour votre nomination à la présidence de l' Assemblée nationale.

Alors, Mme la Présidente, l' ouverture d' une nouvelle législature est toujours un moment solennel dans la vie parlementaire. À chaque fois qu' on prend la parole à cette occasion, c' est faire partie de toutes les pages d' histoire qui se sont écrites dans cette institution démocratique, et c' est un honneur pour moi d' y participer.

Je tiens, bien sûr, à profiter de ce discours inaugural pour remercier une fois de plus les citoyens de Jeanne-Mance—Viger pour la confiance qu' ils m' ont témoignée. Et je vous assure que j' y mettrai tous les efforts pour être à la hauteur de leur confiance avec toujours la même passion et la même détermination qui m' animent pour poursuivre mon travail de députée à défendre leurs intérêts avec ardeur et vigueur.

Je tiens aussi à remercier les gens qui m' accompagnent depuis le tout début de cette aventure. Je pense aux nombreux bénévoles qui ont été d' une collaboration précieuse pendant cette élection. Leur soutien et leur dévouement sont une source de motivation pour moi. Merci mille fois pour votre soutien pendant la campagne et tout au long de mes mandats. Je vous aime beaucoup.

Je voudrais remercier les organismes communautaires, des partenaires de première ligne qui font un travail extraordinaire sur le terrain, et je suis très reconnaissante de leur collaboration.

Merci à mon époux, David, qui m' a toujours soutenue dans mes projets. Je suis privilégiée de l' avoir à mes côtés. Merci, Dave.

Je tiens à exprimer toute ma gratitude envers mes parents. À ma mère Caterina, et mon père, Vincenzo, merci à vous deux pour toutes les belles valeurs que vous m' avez transmises. (S' exprime en italien) À mon frère, Nick, ma belle-soeur, Sonia, mes deux nièces, Alessia et Julia, qui n' étaient pas nées la première fois que je me suis lancée en politique en 2008. Aujourd' hui, Julia a huit ans, puis Alessia, 10 ans. Je peux vous dire, Mme la Présidente, qu' elles sont capables d' animer une salle. Quand elles arrivaient dans mon comité électoral, je peux vous assurer que la seule vedette, c' étaient elles. «Zia Mena» loves you to the moon and back.

Merci également à mes collaboratrices, Nancy Martucci, Graziella D' Ambrosio, Sabrina Macri, qui tiennent le fort au bureau de comté pendant que nous sommes ici, à Québec. À Virginie Willaume, qui m' épaula quotidiennement dans l' exercice de mes fonctions ici, au Parlement.

J' ai le privilège de représenter la population de Saint-Léonard ici, à l' Assemblée nationale, pour un quatrième mandat. Le 8 décembre prochain, dans quelques jours, cela fera 10 ans déjà que je suis au service de la population de Saint-Léonard. Merci. Évidemment, je suis très fière.

Jeanne-Mance—Viger a un historique des plus intéressants. Elle rappelle à la fois la mémoire de Jeanne Mance, fondatrice de l' hôpital... de Montréal, et la mémoire de Jacques Viger, premier maire de Montréal. On y retrouve des gens issus de toutes les origines, ce qui fait de Saint-Léonard une belle mosaïque riche en cultures et en diversité. Mon comté, dans le fond, reflète bien le Québec d' aujourd' hui.

Au cours de mes mandats, j' ai eu la chance de rencontrer des gens de mon comté, de les écouter me partager leurs préoccupations, leurs défis auxquels ils sont confrontés au quotidien. Leur grande confiance envers moi me touche beaucoup, et, si j' exerce cette fonction, c' est pour contribuer à améliorer leur qualité de vie. J' ai pu réaliser plusieurs projets dans mon comté depuis les 10 dernières années toujours avec ce même objectif, Mme la Présidente, d' améliorer la vie des Léonardoises et les Léonardoises. Je suis allée chercher des investissements importants pour rénover, maintenir des infrastructures, les équipements dans les établissements de santé qui desservent Jeanne-Mance—Viger, l' Institut de cardiologie de Montréal, l' Hôpital Maisonneuve-Rosemont, les CLSC de Saint-Léonard, Saint-Michel et l' Hôpital Santa-Cabrin.

Les soins de santé sont très importants, surtout dans mon comté, où la population est vieillissante, une des plus élevées sur l' île de Montréal. Alors, vous allez comprendre ma déception au discours inaugural, pas un mot sur les moyens... donc le gouvernement entend réduire le temps d' attente aux urgences à 90 minutes seulement. On se croyait presque dans un mauvais film ou, si vous aimez mieux, un beau navet.

Accueillir ses parents à la maison, les soutenir est une culture de pensée bien ancrée dans la population chez nous. Nous gardons nos parents à la maison le plus longtemps possible. Les placer dans un CHSLD ou dans une résidence, Mme la Présidente, c' est vraiment en dernier recours. Alors, les conjoints ou les enfants deviennent des proches aidants naturels pour leurs familles. Le gouvernement a dit qu' il voulait injecter des sommes en soutien à domicile et aussi mieux soutenir les proches aidants. C' est une bonne nouvelle, mais j' aurais bien aimé en savoir davantage sur les moyens pour atteindre ces objectifs. Rien dans le discours inaugural et encore moins dans la mise à jour économique à ce sujet.

J' ai aussi la chance d' avoir une communauté de jeunes aînés actifs et en santé. Pour les garder actifs et en bonne santé, nous avons implanté des circuits d' entraînement adaptés pour eux dans plusieurs de nos parcs, dans le parc Ladauversière, Delorme, parc Hébert et parc Wilfrid-Bastien. Il y a eu des investissements aussi dans nos installations sportives pour nos jeunes. Je pense au parc Hébert, nos terrains synthétiques pour que nos équipes de soccer et de football... pour avoir des endroits sécuritaires et la mise à niveau de deux arénas, l' aréna Martin-Brodeur, qui est devenu membre du Temple de renommée tout récemment, et l' aréna Roberto-Luongo, qui, assurément, est un futur temple. Ces deux gardiens de but qui ont joué dans la Ligue nationale, ces deux «goalers», comme on dit chez nous, c' est des natifs de Saint-Léonard. Ils ont grandi chez nous, ils ont joué dans les rues de Saint-Léonard, et c' est des modèles extraordinaires pour nos jeunes d' aujourd' hui. Ce sont tous des projets qui ont été réalisés avec les commissions scolaires, les mêmes commissions scolaires que le gouvernement veut abolir, Mme la Présidente.

Un dossier que j' ai particulièrement à coeur depuis le début de mon premier mandat en 2008 — et donc j' ai mis toute mon énergie avec mes collègues de l' est de Montréal — c' est celui du prolongement de la ligne bleue, un projet

qui permettra à des milliers d'usagers de l'est d'avoir enfin une meilleure mobilité en transport collectif. Cinq stations de métro, trois nouvelles stations de métro prévues à Saint-Léonard, et les sommes, Mme la Présidente — c'est important de le dire — ont été réservées pour que les travaux puissent commencer. J'espère que le gouvernement va poursuivre le projet afin que les gens de l'est puissent être mieux desservis en transport collectif.

La réalisation de la ligne bleue aura un impact positif non seulement auprès des usagers, mais aussi permettra d'attirer des nouveaux commerçants et mieux diversifier l'offre de services. Il favorisera le développement de l'économie locale, l'environnement, la qualité de vie des citoyens chez nous, et je pense, entre autres, la revitalisation de la rue Jean-Talon, qui est une artère principale au coeur de mon comté.

• (12 h 30) •

On parle beaucoup, de ce temps-ci, de la pénurie de main-d'oeuvre, Mme la Présidente. Les entreprises recherchent davantage cette main-d'oeuvre qualifiée. Vous avez juste à vous promener dans le parc industriel dans mon comté pour constater le nombre d'affiches qui disent «Nous embauchons». Je crois que le gouvernement doit répondre à ces entreprises et de leur dire comment qu'ils vont les aider à trouver ces travailleurs-là, quelles actions ou mesures que le gouvernement va mettre en place pour combler cette pénurie de main-d'oeuvre. Pas un mot là-dessus, Mme la Présidente. Et, oui, nous, de ce côté de la Chambre, l'immigration fait partie de la solution. Oui, ils sont des travailleurs potentiels, mais, pour la CAQ, l'immigration ne fait pas partie de la solution, mais plutôt le problème.

À Saint-Léonard, la diversité culturelle est une richesse où il fait bon vivre ensemble. Valoriser tous ses apports est très important. Il faut continuer de les soutenir dans leur intégration sur le marché du travail, et ce n'est surtout pas en les... expulser que nous allons arriver à cette fin. Je crois vraiment que le gouvernement grandit à chaque fois qu'il accueille les rêves et les espoirs des gens qui proviennent de partout dans le monde.

Il y a aussi des familles, dans mon comté, qui sont confrontées à des défis importants, composer avec le coût de vie qui ne cesse d'augmenter. La construction de nouveaux logements à prix modique fera une grande différence pour ces familles. Il faudra davantage développer des logements sociaux, et plus grands, afin d'accueillir des familles de, oui, tenez-vous bien, quatre à cinq enfants. Pas un mot du gouvernement sur la pauvreté et encore moins sur les logements à prix abordable.

Nous avons entendu à plusieurs reprises dans le discours inaugural les mots «humanisme», «ambition» et «audace», mais ils ne doivent pas être que des mots. Ils doivent se traduire dans des actions concrètes pour les Québécois et les Québécoises. Rien dans le discours inaugural ni dans la mise à jour économique qui ne reflète cette audace et encore moins cet humanisme. La population s'attend à des mesures concrètes, chiffrées de la part du gouvernement. Je vous rappelle, Mme la Présidente, que nous avons laissé les finances publiques en excellent état, près de 4 milliards de surplus. Alors, il n'y a aucune raison pour que le gouvernement ne dise pas aux Québécois comment et où il va dépenser l'argent.

En terminant, Mme la Présidente, je m'engage à poursuivre mon travail de députée avec la même détermination, rigueur et surtout avec un très grand respect envers les citoyens et les citoyennes de Jeanne-Mance—Viger qui m'ont accordé leur confiance depuis 10 ans déjà. Alors, merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, je reconnais Mme la députée d'Argenteuil. La parole est à vous.

Mme Agnès Grondin

Mme Grondin : Merci, Mme la Présidente. C'est la première fois aujourd'hui que je prends parole en cette Chambre, et c'est avec ravissement et habitude d'une très grande fierté que je vais non seulement représenter mes concitoyens et concitoyennes à l'Assemblée nationale, mais aussi parce que je suis la première femme à remplir ce rôle.

Je veux prendre le temps de m'adresser aux quelque 59 000 personnes qui habitent mon comté. Soyez assurés que je suis la députée de l'ensemble des gens et que je resterai près de mon monde, comme le souhaite notre premier ministre. Je serai à l'écoute des voix qui savent se faire entendre, et surtout des autres, plus vulnérables et plus discrètes.

Mes chers bénévoles et amis, je suis encore sidérée de votre dévouement indéfectible durant ma campagne électorale. Un merci tout particulier à Catherine et Mathieu. Je ne pourrai jamais assez honorer ma famille, mon frère, ma soeur, mais surtout mes quatre grands bonheurs de ma vie, soit ma mère, mes deux enfants et mon preux chevalier anglophone. Un merci sincère à l'équipe de la Coalition avenir Québec et à mon chef, qui m'ont accueillie en ses rangs et qui, depuis le premier jour, m'accompagnent dans cet exaltant défi.

La beauté d'Argenteuil, Mme la Présidente, s'exprime sur tous les plans, et c'est à travers ce jeu de lumières, comme une toile de Pellon, que vous comprendrez pourquoi je suis si fière de promouvoir ma région.

Du point de vue géographique, le comté d'Argenteuil, sis dans les Laurentides, chevauche les plaines du Saint-Laurent et le Bouclier canadien. On y retrouve de magnifiques paysages de vallées verdoyantes et de collines forestières. Troué de centaines de lacs, griffé de milliers de ruisseaux, ce territoire d'eau de 2 040 kilomètres carrés est façonné par trois majestueuses rivières, soit l'Outaouais, la Rouge et la Nord.

L'autre grande richesse de ma circonscription, Mme la Présidente, est la diversité de ses communautés. Argenteuil compte 17 municipalités. Les cantons, les villages et les noyaux urbains sont tous empreints d'histoire et fiers de leur patrimoine, une histoire qui possède près de 325 années, où l'on peut, comme le dit si bien l'écrivain Georges-Hébert Germain, «voir et entendre les échos toujours vibrants de ces vieux pays d'où sont venus les premiers occupants, Français, Écossais, Irlandais». En même temps qu'ils ont appris à vivre ensemble, ces gens ont édifié cette admirable symphonie de pierre, de bois, de brique, symphonie unique, inachevée, inachevable que nous avons le devoir et le privilège de préserver et de poursuivre.

Si je voue un amour sincère pour la langue française et que j'accorde une grande importance à sa préservation, je reconnais aussi le rôle essentiel et la place marquante de la communauté anglophone dans notre milieu. In Argenteuil, we are lucky because there is no English community or French community, there is just our community, a place where we all work together to make our region a great place to grow up and to grow old.

L'ouest de mon comté, Mme la Présidente, a un indice de vitalité économique négatif, et plus de la moitié des municipalités se classent, par rapport à l'ensemble du Québec, à l'avant-dernier quintile. La population est vieillissante. En effet, près du tiers ont plus de 65 ans et plus. Notre polyvalente, sise à Lachute, possède un indice de défavorisation très élevé, soit neuf sur 10. L'enjeu de la sécurité alimentaire est colossal, notre centre d'entraide nourrit plus de 500 familles par semaine.

À l'opposé, l'est de mon comté s'est développé de façon exponentielle pour accueillir de jeunes familles. Saint-Colomban est la cinquième ville la plus jeune du Québec. Ni en région éloignée ni la ville centre de sa MRC, cette communauté qui se dit orpheline doit épuiser tous ses atouts pour s'offrir des services à la hauteur de cette génération qui est ultraconnectée, dynamique et créative.

Pour faire écho au discours d'ouverture du premier ministre, je confirme que les enjeux en matière d'éducation, d'économie et de santé sont effectivement les priorités dans mon comté.

Pour ceux qui ne me connaissent pas, j'ai une formation et une expérience dans le domaine de l'environnement. Je suis une biologiste et une écologue pragmatique qui a toujours opté pour le chemin le moins fréquenté. Aujourd'hui, à 51 ans, je fais le saut en politique avec la CAQ pour contribuer à ce nécessaire changement de paradigme, lequel encourage les nouveaux savoir-faire qui concilient environnement et économie.

Je suis convaincue que les régions peuvent contribuer, dans toutes leurs coutures, à la prospérité du Québec. Les municipalités sont des gouvernements de proximité, et je vais travailler avec ferveur avec elles afin qu'elles soient reconnues enfin pour leur innovation en développement durable.

Je suis de celles qui souhaitent que l'on accorde une attention particulière à la gestion de l'environnement en région. Je veux qu'on parle d'eau, de conservation, de services écologiques, de matières résiduelles, d'adaptation aux changements climatiques. Je veux trouver des solutions efficaces pour nos agriculteurs, nos forestiers, nos municipalités, qui connaissent des périodes de détresse devant les aléas climatiques de plus en plus fréquents.

Je suis de celles qui prônent la pluralité des façons de faire pour résoudre les problèmes. Je suis de celles qui cherchent et trouvent des solutions gagnantes-gagnantes. Je n'aime pas les solutions mur à mur. Je considère que cela frôle la paresse intellectuelle. Que ce soit dans le domaine du transport, de l'innovation sociale, économique ou écologique, mon équipe et moi allons faire tout pour répondre aux besoins de ma collectivité.

Voilà, Mme la Présidente, ce pour quoi j'ai envie de m'investir au cours des quatre prochaines années. Je veux oeuvrer pour Argenteuil, pour qu'Argenteuil fleurisse, progresse et innove, qu'elle prenne soin de ses enfants comme de ses bâtisseurs, qu'elle soit à la hauteur des rêves et des aspirations de toute sa population. Je veux qu'Argenteuil soit fière. Merci, Mme la Présidente.

• (12 h 40) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Huntingdon.

Mme Claire Isabelle

Mme Isabelle : Mme la Présidente, chers collègues parlementaires, tout d'abord, je tiens à vous remercier de nous donner l'opportunité de nous exprimer et d'exposer brièvement les intérêts, les projets et les défis de celles et ceux que nous représentons.

D'emblée, je veux remercier sincèrement les électrices et les électeurs du comté de Huntingdon de m'avoir fait confiance et de me permettre de les représenter à l'Assemblée nationale. Au plan personnel, ce fut un moment particulièrement émouvant, le soir du 1er octobre dernier, car j'en étais à ma troisième tentative de me faire élire dans ce même comté. Je dois admettre, quand le premier ministre m'a demandé de me représenter une troisième fois, je ne l'ai pas trouvé facile. Nous connaissons tous l'expression «jamais deux sans trois», mais finalement, avec la CAQ, tout est possible. Le trois, sans le deux.

Alors, il faut dire qu'en 2014 j'ai eu tout un choc quand, pour la première fois de ma vie adulte, j'étais première. Eh oui, à la télévision, le soir des élections, j'ai été annoncée la première défaite. En 2018...

Une voix : ...

Mme Isabelle : Pas trop drôle. En 2018, je crois que j'ai été la dernière à être annoncée élue. Alors, tout un changement.

Pour faire un parallèle avec ce que nous connaissons le plus dans notre région, en 2012 nous avons défriché le terrain dans le comté. Il fallait faire connaître M. Legault, il fallait faire connaître la Coalition avenir Québec. En 2014, nous avons semé en présentant nos thèmes-phares : l'éducation, l'économie, le bien-être des personnes âgées. Et, en 2018, eh bien, nous avons récolté la victoire.

Comme le dit le proverbe : Qui sème la vertu moissonnera l'honneur. En effet, l'expérience acquise des deux dernières élections ou les deux élections précédentes, l'implication vigoureuse de mon conjoint, de ma famille et de nombreux militants et bénévoles, entre autres Suzanne, Guylaine, Mario, Pierre, Joëlle, Jean-Pierre, Robert, et j'en laisse, et le soutien de l'équipe de la Coalition avenir Québec ont permis cette magnifique victoire.

Eh bien, l'euphorie de l'élection et de la victoire passée, il faut maintenant se retrousser les manches et faire son travail de député, qui est de servir les gens de son comté, de trouver des solutions aux nombreux problèmes et, en définitive, d'améliorer leur qualité de vie. C'est ce qui nous motive d'abord et avant tout, mon équipe et moi, que je me permets de les présenter rapidement : Suzanne Hutchinson, Marie-Claude Picard, Sylvain Cazes et Richard Bonin.

Également, au-delà de la victoire, il faut aussi assurer la transition entre l'emploi que j'occupais jusqu'au 1er octobre, soit professeure et directrice du programme à l'enseignement à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa, et ma nouvelle fonction de députée. Le 1er octobre, il y a certainement eu plus d'étudiants, étudiantes, collègues, personnel, vice-doyen et doyen de la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa qui ont regardé la soirée électorale du Québec que toute autre soirée électorale québécoise. Je les remercie sincèrement pour leur compréhension de ma détermination d'améliorer la qualité de vie des Québécoises et Québécois. Cependant, je demeure disponible et toujours présente pour défendre les droits de la francophonie canadienne.

Huntingdon, maintenant, est un comté très vaste qui repose, au sud, sur la frontière avec les États-Unis, délimité par la rivière Richelieu à l'est et le fleuve Saint-Laurent à l'ouest. Au plan administratif, plus de 54 000 personnes y vivent, venant de 28 000... oupelaïe! 28 municipalités. Quatre MRC et quatre commissions scolaires desservent notre population. Si plusieurs parmi vous se targuent de vivre dans le plus beau comté par la beauté de la nature, des lacs, eh bien, chez nous, c'est le plus beau comté, entre autres, par ses gens qui y vivent, qui y travaillent avec dévouement et générosité.

Mon comté bénéficie de l'apport de plusieurs communautés, notamment la communauté autochtone, anglophone et la communauté francophone. C'est tout un défi de répondre aux besoins très diversifiés de sa population et de ses entreprises. Mais je suis prête à le relever, ce défi.

L'agriculture constitue la première activité économique de notre région avec, entre autres, les producteurs de fermes laitières et porcines, mais aussi avec les maraîchers cultivant de nombreuses variétés de légumes et de fruits en terre et en sol. Rappelons que notre production... ou nos producteurs maraîchers travaillent dans ce que nous appelons le Triangle d'or du Québec pour la richesse de ses sols et de ses terres noires. Parmi les fruits, nous jouissons de la présence de vignobles et de cidreries qui ont réussi, avec les années, à produire des vins et des cidres de qualité et reconnus internationalement. Le ministre de Johnson a annoncé officiellement il y a quelques jours l'appellation Indication géographique protégée du Québec. Merci au ministre d'avoir agi aussi rapidement pour répondre à cette demande qui datait de 2015.

À l'ère de la protection de l'environnement, nos agronomes, des agents de recherche en collaboration avec nos maraîchers participent à un pôle d'excellence en lutte intégrée. Cet été, je vous invite à venir visiter nos champs, admirer les mouches roses. Tout un spectacle, je ne vous en dis pas plus.

Si nos agriculteurs constituent une richesse pour notre circonscription, force est d'admettre qu'ils vivent plusieurs difficultés liées à la gestion de l'offre, à la valeur des terres, et tutti quanti. Je connais bien ce secteur puisque je suis issue d'une famille de jardiniers maraîchers. Notre comté comprend aussi un secteur agrotouristique avec le réputé Circuit du Paysan, qui fête ses 20 ans en 2018, et la Route du Richelieu.

Il ne faut pas oublier l'éducation, qui me passionne et qui a été la principale raison de mon implication avec le premier ministre et le parti de la coalition en 2011. Je suis très contente que le premier ministre maintienne cette priorité et je suis certaine que le ministre de l'Éducation et son équipe vont aider les jeunes à atteindre leur plein potentiel, car, dans mon comté, plus de jeunes chez nous obtiennent... bien que plus de jeunes obtiennent leurs diplômes du secondaire, il demeure toutefois que 27,5 % n'y parviennent pas. Heureusement, depuis quelques années, nous sentons une mobilisation accrue des élus et des parents pour favoriser le plein potentiel de tous nos jeunes en organisant, entre autres, un colloque sur la réussite scolaire et organisant, dans certaines écoles secondaires, des heures d'activité supplémentaires après les cours.

Enfin, il y a les enjeux liés à la santé, l'amélioration des soins de santé de proximité, l'hébergement de nos aînés. Je sais l'importance de ceux-ci. Avec ma famille, nous avons assumé pendant 10 ans et 24/7 l'accompagnement de mes parents, car ils ne voulaient pas aller vivre dans un CHSLD. Merci d'avoir créé un ministère des Aînés et des Proches aidants.

De plus, un projet qui nous tient particulièrement à coeur, c'est la mise sur pied d'un centre d'hébergement adapté pour les personnes ayant vécu un traumatisme crânien et vivant avec une déficience physique. Je remercie la ministre de la Santé pour toute l'écoute qu'elle a d'ores et déjà apportée auprès de l'organisme Vents d'Espoir.

Je félicite aussi tout le travail sans relâche des organismes d'action bénévole qui apportent un soutien si précieux pour notre comté. Après un séjour chez les Attikameks à Manawan, sept ans à l'Université de Moncton, 14 ans à l'Université d'Ottawa, c'est pour moi tout un privilège de revenir chez nous, au bercail, pour collaborer avec les citoyennes et citoyens à faire du comté de Huntingdon un milieu de vie sain, agréable, dynamique et prospère pour toutes et pour tous.

Finalement, je m'imagine dans 30 ans, paisiblement chez moi, car nous aurons amélioré les services de santé à la maison, lire un article très pertinent. Je vous en lis quelques lignes : Le 1er octobre 2018, l'équipe de la CAQ remportait l'élection. Quelle victoire! Cette nouvelle équipe était dirigée par un premier ministre audacieux, composée de députés et de ministres motivés qui avaient à coeur le bien-être de nos citoyennes et citoyens. Ils ont fait du Québec un lieu où il est permis de croire que tout est possible. Quel premier ministre! Quelle équipe!

Je termine en ayant une pensée toute particulière à maman et à papa. Merci. J'ai mon 10 minutes.

• (12 h 50) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée de Huntingdon. J'en profite pour rappeler à l'Assemblée, à tous les membres de l'Assemblée, qu'on doit référer aux députés par leurs titres.

Alors, maintenant, je cède la parole... M. le député de Saint-Jérôme, la parole est à vous.

M. Youri Chassin

M. Chassin : Merci, Mme la Présidente. Alors, comme nouveau député de Saint-Jérôme, je prends la parole au salon bleu pour la première fois avec émotion. Alors, permettez-moi tout d'abord de remercier les Jérômiennes et les Jérômiens,

qui m'ont fait confiance à l'élection du 1er octobre dernier, ainsi qu'à mon chef, le premier ministre, pour m'avoir permis de porter les couleurs de l'équipe du changement lors de ce scrutin.

Je tiens à remercier particulièrement tous celles et ceux qui se sont donné corps et âme durant la campagne électorale et qui sont trop nombreux pour que je les nomme tous : mon équipe de campagne, d'abord, mon comité d'action locale, les bénévoles, très impliqués, les chercheurs discrets, qui m'ont préparé au débat économique, et sans oublier — et là je suis sûr que je parle au nom de tous mes collègues de l'aile gouvernementale — Kevin Paquette et sa gang de militants motivés de la Commission de la relève de la CAQ.

Je souhaite aussi souligner la qualité du travail de tous ceux et celles qui travaillaient à la permanence, à l'organisation, à la recherche, au contenu. Contribuer à cette recherche, pour moi-même, a aussi été une fierté, surtout aux côtés d'une telle équipe. Parce que c'est ça surtout, la Coalition avenir Québec, ce n'est pas une coalition que de nom, c'est une pratique qu'on met en application, c'est une équipe de formidables militantes et militants, c'est une formidable équipe de candidats et de députés. Et je tiens d'ailleurs à adresser une petite pensée à certains d'entre eux, dont la députée de Prévost, qui est venue m'épauler à maintes reprises dans mon comté, aussi aux députés de Deux-Montagnes, de Mirabel, de Blainville, qui ont constitué l'avant-garde laurientienne, et aux députés de Chutes-de-la-Chaudière, de La Peltrie, de Repentigny, de Nicolet-Bécancour, de Masson, de Montmagny, qui m'ont donné des précieux conseils à mon arrivée en politique. Alors, c'est très apprécié. Merci beaucoup à vous.

Saint-Jérôme est une ville riche en entrepreneurs, une ville riche en organismes communautaires, une ville riche en histoire et en culture, en idées, en potentiel, bref, une ville riche en avenir. Nous avons, au Québec comme à Saint-Jérôme, l'ambition d'un Québec prospère. À ma mesure, je souhaite contribuer à sortir de la république du statu quo, qui a trop longtemps duré. Comme le soulignait le premier ministre, nous sommes les descendants de gens audacieux, enthousiastes et dynamiques. L'histoire de Saint-Jérôme et de son fameux curé Labelle en est un exemple inspirant, et je crois sincèrement que nous pouvons retrouver cet élan.

Dans le discours d'ouverture, je crois qu'il y a le cœur de la voie qu'on a choisie à la Coalition avenir Québec. Il y a près de 20 ans, j'ai fait la connaissance d'un ministre de l'Éducation comme on n'en avait jamais vu, et c'est donc avec une très grande fierté que je suis ici aujourd'hui aux côtés d'un premier ministre de l'Éducation. Quelle fierté de sentir enfin de l'audace et de l'ambition. Et, à titre d'adjoint parlementaire à l'Enseignement supérieur, je suis particulièrement fier de pouvoir contribuer au redressement national en éducation.

Par ailleurs, j'ai entendu certains de mes collègues parler de pauvreté, essentiellement, Mme la Présidente, pour souligner sa fréquence trop faible dans le discours d'ouverture, et, en cette matière, je suis d'avis que nul n'est plus sourd que celui qui ne veut pas entendre. La lutte à la pauvreté ne se fait pas à coups de commiserations ou de grandes déclarations, mais grâce à de l'ambition et à l'ambition de la prospérité dont il a été question abondamment.

Certes, les projets économiques doivent se faire dans le plus grand respect possible de l'environnement. Tous en conviennent. Mais rappelons, pour mémoire, que, lorsqu'il est question de développement durable, il est encore question de développement, soit d'améliorer le sort de sa communauté, d'améliorer son propre sort, d'améliorer le sort de ses enfants.

La prospérité n'est pas un concept désincarné. C'est l'étudiante qui trouve un emploi une fois qu'elle a obtenu son diplôme. C'est le retour à l'emploi par la réinsertion sociale et professionnelle. C'est le travailleur compétent qui se lance en affaires. C'est cette femme ou cet homme qui gagnait 30 000 \$ et qui en gagne désormais 50 000 \$ dans son nouvel emploi. Ça ne change peut-être pas le PIB du jour au lendemain, mais, dans leur vie, c'est une révolution.

Alors, oui, je le dis ici, dans cette enceinte, je défendrai sans ambages et avec passion le développement économique du Québec. J'espère que nous serons tous sensibles envers ceux et celles qui se battent pour améliorer leur sort et celui de leurs enfants afin de léguer davantage aux générations qui suivent, afin que demain soit meilleur.

Ce qui m'amène, Mme la Présidente, à remercier une dernière personne, celle qui m'a élevé seule, celle qui a tant investi dans mon éducation, qui a tant fait de sacrifices sans jamais s'en plaindre, ma mère est mon inspiration dans ma vie personnelle et dans cette nouvelle fonction qui est la mienne. Puisse son exemple me guider afin de devenir le meilleur ambassadeur possible pour Saint-Jérôme et pour ce gouvernement. Merci, Mamzi. Merci à vous tous.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député de Saint-Jérôme.

Compte tenu de l'heure, nous allons suspendre les travaux jusqu'à 15 heures. Merci.

(Suspension de la séance à 12 h 58)

(Reprise à 15 heures)

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Alors, bon après-midi. Vous pouvez prendre place. Et nous allons poursuivre les affaires du jour.

Et aux affaires prioritaires, à l'article 1 du feuillet, l'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture et sur la motion de M. le premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement ainsi que sur les motions de grief présentées par M. le chef de l'opposition officielle, M. le chef du deuxième groupe d'opposition, Mme la chef du troisième groupe d'opposition, M. le député de Rimouski, Mme la députée de Sherbrooke, Mme la députée de Saint-Laurent, M. le député de Pontiac, Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne, M. le député de Jonquière, M. le député de Laurier-Dorion, Mme la députée de Marguerite-Bourgeois, Mme la députée de Rouyn-Noranda—Témiscamingue, M. le député de René-Lévesque, Mme la députée de Verdun, M. le député de D'Arcy-McGee et M. le député de Rosemont.

Avant de donner la parole au prochain intervenant, je vous informe que 14 h 37 min 9 s ont été utilisées dans le cadre de ce débat. Il reste donc un total de 10 h 22 min 51 s réparties comme suit : 5 h 33 min 54 s au groupe parlementaire formant le gouvernement, 2 h 27 min 29 s au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 34 min 13 s au deuxième groupe d'opposition, 47 min 15 s au troisième groupe d'opposition puis 60 minutes au représentant du gouvernement pour sa réplique.

Et je suis maintenant prête à reconnaître le prochain intervenant et je crois que ce sera M. le député de Nelligan.

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Merci, Mme la Présidente. Je joins ma voix à celles de mes collègues pour vous féliciter pour votre nomination et je tiens également à diriger mes sincères félicitations à l'ensemble des membres du gouvernement ainsi qu'à mes autres collègues parlementaires. Nous aurons, tout comme vous, la responsabilité d'être à l'écoute de nos concitoyens, de répondre à leurs besoins et leurs requêtes et de penser aujourd'hui à agir pour demain, de manière à mieux préparer notre avenir et surtout celui de nos enfants et petits-enfants.

It's a wonderful privilege to be among you as an elected Member of the National Assembly of Québec and to work for the greater good of all Quebeckers, for our present and future generations.

Ma première pensée va à mes concitoyennes et concitoyens de Nelligan, eux qui m'ont fait confiance et donné le privilège de les représenter au sein de cette honorable Assemblée. Vous me permettez de les remercier pour la confiance qu'ils m'ont accordée, et je veillerai à leur démontrer que leur choix a été le meilleur.

To my dear residents of the Riding of Nelligan, please know that my team and I are at your disposition, ready to be of assistance. It's with the utmost dedication that I will work for my fellow constituents because I am grateful and I want to earn and confirm your trust.

J'ai déjà eu l'opportunité d'écouter certaines de vos préoccupations. Je vous ai rassuré que je compte oeuvrer avec ferme conviction et en étroite collaboration avec vous pour faire avancer vos dossiers et construire des lendemains meilleurs pour nos familles, nos jeunes et nos aînés. Permettez-moi, Mme la Présidente, d'exprimer ma gratitude et toute ma reconnaissance au premier ministre Philippe Couillard de m'avoir fait confiance et de m'avoir accordé le privilège de servir le peuple québécois.

Quel honneur d'être élu dans une élection provinciale qui m'amènerait à oeuvrer au sein de la 42^e législature. Si mon intérêt pour la politique a pris son envol à la Belle Province, il est véritablement né à Marrakech, auprès de mon père et de ma mère. Ainsi, le service du bien commun et de la chose publique constituent une longue tradition familiale. Je pourrais même dire que je suis tombé dedans quand j'étais petit.

Encore très jeune, j'ai eu la chance d'avoir été éduqué par un père qui nous a poussés, mes frères, ma soeur et moi-même, à réfléchir sur les répercussions politiques des discours et annonces officielles. L'homme politisé qu'il est a su m'inculquer non seulement sa passion, mais également son sens du devoir. Quant à ma mère, cette femme sans pareil, elle est dotée d'une vision extrêmement en avance sur son temps. Elle influait considérablement et, je dois dire, avec grande sagesse sur nos choix et nos projections dans l'avenir. La visionnaire dans la famille, c'est elle, avec un grand E.

Tous deux m'ont inculqué l'amour de la connaissance, le souci d'autrui, la dignité dans l'effort, et le travail, et la recherche de la justice et la vérité. L'autre dame est, bien entendu, ma chère et tendre épouse Mariem. Elle a mis de la brume dans mes lunettes. C'est celle qui a permis que tout soit possible, marchant à mes côtés et parfois même au-devant de moi pour guider mes choix, en me renforçant de sa patience et de l'assurance de son soutien le plus indéfectible. Je ne saurais trop remercier la providence de l'avoir mise sur mon chemin. Elle est définitivement, avec mes deux enfants, Nael et Inès, la lumière qui éclaire mon sentiment et les plus beaux cadeaux que Dieu m'ait offerts. C'est à eux également que vont aujourd'hui mes pensées les plus tendres.

Je remercie également mes beaux-parents, qui étaient en visite au cours de la campagne. Ils ont vécu avec nous toute cette nouveauté, toute cette adrénaline, et leur présence, leur amour et leur soutien nous ont fait tellement de bien.

Enfin, et non des moindres, je ne peux passer sous silence les membres de mon équipe et les nombreux bénévoles qui m'ont, jour après jour, porté et soutenu sans relâche tout au long des six semaines qu'aura duré la campagne électorale. Je mesure à sa juste valeur leur dévouement et les remercie du plus profond de mon coeur.

C'est donc à l'Ouest-de-l'Île que je consacrerai le plus clair de mon temps, au service de mes concitoyens de Nelligan afin de faire avancer leurs dossiers et leurs projets pour rendre leur vie plus confortable et plus prospère. Je connais parfaitement la réalité de l'Ouest-de-l'Île de Montréal, puisque j'y vis avec ma famille depuis plusieurs années. Et, Nelligan, we have such devoted communities who share common values of openness and welcome each and everyone.

J'ai également pu constater l'élan de générosité avec lequel j'ai été reçu par la communauté d'affaires de l'Ouest-de-l'Île, mais aussi par plusieurs organismes qui m'ont tout de suite ouvert leurs portes et partagé leurs préoccupations. Je cite, entre autres, le Centre de développement Pat-Roberts, qui offre un programme de stimulation précoce adapté aux enfants éprouvant des problèmes dans leur développement tout en offrant un soutien aux familles d'une manière positive et proactive. Mme la Présidente, c'est 45 enfants desservis qui proviennent de l'Ouest-de-l'Île de Montréal, de Vaudreuil-Dorion, de Pincourt et de Laval.

Le deuxième organisme dont je suis fier de vous présenter aujourd'hui, c'est la Résidence de soins palliatifs de l'Ouest-de-l'Île. Cette résidence, avec 23 lits, c'est la plus importante résidence de soins palliatifs au Canada et reconnue en tant que centre d'excellence de soins palliatifs au pays. Depuis son ouverture en 2002, la résidence a aidé plus de 4 100 patients et 17 000 de leurs proches.

Mon troisième organisme, l'AJOI, l'Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île, cet organisme qui a pour mandat le travail de proximité jeunesse depuis sa création en 2007 a développé, avec les partenaires de la communauté, un mandat itinérance

adulte ainsi qu'un mandat auprès des familles nouvellement arrivées. L'an dernier, l'AJOI est intervenue auprès de 13 315 individus à risque et en difficulté sur le territoire de l'Ouest-de-l'Île.

Mon quatrième organisme, c'est le Centre de bien-être de l'Ouest-de-l'Île pour les personnes atteintes de cancer. C'est un organisme de bienfaisance qui se consacre à offrir du soutien et des soins compatissants aux personnes vivant avec le cancer, les personnes atteintes et leurs proches aidants. Depuis janvier de cette année, le Centre a eu un impact sur la vie de 3 360 personnes vivant avec le cancer, qu'elles soient elles-mêmes atteintes ou qu'elles soutiennent une personne atteinte de la maladie.

Mon dernier organisme, c'est le club d'âge d'or Saint-Antoine, qui joue un rôle très important auprès des personnes âgées de la communauté italienne de l'Ouest-de-l'Île.

• (15 h 10) •

Today, I am so proud to speak on behalf of my fellow constituents to share some of the most wonderful things that happened in our part of the West Island. But I also wish to break some of the myths and of which the most important is the perception that everyone is rich in the West Island. Yes, Mme la Présidente, we have poverty in the West Island.

L'Ouest-de-l'Île est souvent considéré comme un milieu de vie où il fait bon vivre. Certes, et pour un grand nombre de ces habitants, c'est le cas. Pourtant, certaines problématiques économiques et sociales souvent mal connues et relevant parfois du tabou existent bel et bien. Je n'en citerai que quelques-unes. La pauvreté, le manque de logements sociaux, l'accès aux soins de santé de proximité, la mobilité et le manque de transport. En effet, plusieurs quartiers sont difficilement accessibles si vous n'êtes pas motorisé.

We are living in a state of isolation due to weak infrastructure within the West Island and beyond. We need to foster our actions in order to facilitate the local and regional mobility accessible to all citizens. A real development's plan should be provided for a better public transit and we should start with the REM as a key point of the municipal transit project. I am willing to bring all stakeholders on this to work together in order to implement a strong and sustainable transport plan.

Je vous ai entendus.

I am also committed to working on behalf of our English-speaking community in Nelligan, defending their rights. Your needs are also plural and I am much aware of the importance of protecting your... interest and rights. I am here for you.

Je tiens aussi à remercier M. Martin Coiteux, mon prédécesseur dans le comté. Tout au long de la campagne, j'ai pu compter sur son soutien le plus sincère et je le remercie. Je souhaiterais également dire un grand merci à M. Dimitrios Jim Beis, maire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, M. Michel Gibson, maire de Kirkland, et M. Normand Marinacci, maire de L'Île-Bizard, pour les riches entretiens qu'ils m'ont accordés. Je leur réitère également ma volonté, ma fierté et mon souhait le plus ardent de travailler avec eux de concert pour faire aboutir de nombreux projets au profit de nos concitoyens.

Mon engagement ira également à l'ensemble des Québécoises et Québécois, étant donné que je me suis vu confier le mandat de porte-parole de l'opposition officielle en matière de PME et d'innovation. Et je remercie notre chef, M. Pierre Arcand, de sa confiance. C'est un domaine que je connais très bien, puisque, dans mes fonctions précédentes, j'ai oeuvré de manière très rapprochée avec les entrepreneurs, cadres et professionnels. En effet, au contact de la relève entrepreneuriale, j'ai parcouru les chemins du Québec en long et en large. J'ai eu le privilège de parler avec des forces vives. J'ai également pu écouter les difficultés et saisir les besoins des entrepreneurs, connaître des défis auxquels ils font face dans plusieurs régions du Québec. Alors, je serai particulièrement attentif quant aux propositions de ce gouvernement, que je qualifierais, pour certaines, d'urgentes.

En parlant de la relève entrepreneuriale, justement, je n'ai pas entendu un seul mot concernant la problématique du repreneuriat, ou le transfert d'entreprises. Lors du dernier Sommet international sur le repreneuriat, à Montréal, le Centre de transfert d'entreprise du Québec, le CTEQ, avait annoncé que, d'ici à 2027, ce sont plus de 38 000 entreprises qui seront en phase de transfert, dont l'impact sur notre économie québécoise représente environ 14 milliards de PIB. Un grand nombre d'entre eux révèlent qu'ils ne disposent pas de plan de relève. Or, si vous écoutez les spécialistes en la matière, ils vous le diront : Il faut entre deux à huit ans pour réussir un transfert d'entreprise optimal. Je ne sais pas si vous le réalisez, Mme la Présidente. Sachant que 92 % des employés québécois travaillent dans une PME, a-t-on seulement idée de l'importance du phénomène et de ses répercussions économiques, mais aussi sociales?

Nous avons clairement entendu que ce gouvernement entend être celui de l'économie et de la création de la richesse. Mais, si on a clairement compris la manière dont il entend reverser cette richesse, nous n'avons aucune idée de la manière dont il entend soutenir et accompagner les moteurs de sa création.

M. le premier ministre a évoqué les centaines de milliers de héros du quotidien qui s'occupent des aînés en perte d'autonomie ou de leurs enfants handicapés, et je les salue ici avec le plus grand respect du monde.

Laissez-moi, Mme la Présidente, vous parler d'autres héros qui portent également le lourd fardeau de la société. Oui, je parle des entrepreneurs. Contrairement à ce que l'on s'imagine, ils ne roulent pas tous sur l'or, loin de là. Beaucoup ont des fins de mois difficiles, beaucoup font face à une détresse psychologique, beaucoup ne se rémunèrent presque pas, ne prennent pas de vacances et travaillent plus de 50 heures par semaine. Que va-t-on faire pour les accompagner, les soutenir, leur permettre d'atteindre une croissance durable et leur permettre de vivre une vie de qualité?

Je pense également au soutien à l'innovation et à l'accompagnement dont les PME ont plus que jamais besoin afin de leur permettre d'effectuer le nécessaire virage numérique. Nous disposons de toutes les cartes pour devenir ce que certains qualifient de «start-up nation». Tous les indicateurs démontrent que de plus en plus de Québécoises et de Québécois souhaitent se lancer dans l'aventure entrepreneuriale et sautent le pas en passant de l'intention à l'action. À ceux-là il faut continuer de tendre la main pour qu'ils persévèrent dans leur voie. Pour permettre aux entreprises d'être compétitives, il faut, le plus rapidement possible, travailler en concertation avec elles ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs

du marché du travail à une véritable feuille de route pour accélérer la transition due à la quatrième révolution industrielle, plus communément connue sous industrie 4.0.

On ne peut parler de croissance sans évoquer la question des exportations. J'ai bien entendu l'intention du premier ministre de s'ouvrir à plusieurs marchés internationaux et de donner un accent plus commercial à la politique internationale du Québec. Ce qui est certain est que le Québec dispose d'atouts que plusieurs nations de la planète rêveraient d'avoir et que nous devons à tout prix valoriser.

En conclusion, je souhaite rappeler que des plans d'action, des stratégies et des programmes, dans ce qui concerne l'innovation, quand ils se rapportent à la main-d'oeuvre, existent déjà. Il ne s'agit pas de réinventer la roue, Mme la Présidente, mais d'aller de l'avant très rapidement en bâtissant sur ce qui existe. Le temps presse.

Je ne peux ici que saluer également le travail de mon collègue et ami Carlos Leitão, qui a su mettre les finances du Québec en ordre. Le Québec a aujourd'hui les moyens de ses ambitions. Veillons à en faire bon usage, pour le bénéfice de tous, de toutes et tous.

Mesdames et messieurs, chers collègues parlementaires, je vous souhaite une excellente année parlementaire. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Je vous remercie, M. le député de Nelligan. Et j'aimerais faire un petit rappel à tous. On ne doit pas nommer un membre de cette Assemblée par son nom, mais bien par le nom de son comté.

Alors, j'aimerais maintenant reconnaître, le prochain intervenant, et ce sera ministre de la Famille. La parole est à vous.

M. Mathieu Lacombe

M. Lacombe : Merci, Mme la Présidente. Merci, Mme la Présidente. Bonjour, chers collègues.

D'abord, je veux vraiment dire que c'est un honneur, un réel honneur pour moi de me lever pour une des premières fois ici, à l'Assemblée nationale, au salon bleu, un lieu qui est tellement riche en histoire, un lieu où s'est façonnée l'histoire moderne du Québec. Donc, c'est un réel honneur pour moi aujourd'hui.

Je suis également habité par un grand sentiment d'humilité aussi parce que je sais qu'en tant qu' élu notre travail, c'est avant tout de représenter la population et de la servir, donc c'est bien ce que je compte faire au cours des quatre prochaines années.

Bien sûr, lorsque je pense à la population, eh bien, mon coeur et mon esprit vont tout de suite vers les électeurs de Papineau, que je représente et qui ont décidé de me faire confiance. Je les remercie donc sincèrement pour leur confiance, parce que, pour moi, le fait qu'ils aient décidé, qu'ils aient osé, je dirais, élire un jeune député de 30 ans et un nouveau parti politique aussi pour la première fois depuis 40 ans dans notre région, ça témoigne de leur grande ouverture et, je dirais aussi, de leur volonté de changement.

Évidemment, je veux aussi remercier ma famille, qui a vu son quotidien bouleversé depuis trois mois maintenant, ma conjointe, Cynthia, qui a courageusement accepté de se lancer dans cette aventure-là avec moi, à mes côtés, malgré des moments plus difficiles pour elle. Donc, merci beaucoup d'être là, d'être avec moi. Grâce à toi, je sais que je peux partir à Québec la tête tranquille pour me concentrer sur mes fonctions, et ça, c'est très important.

Je veux aussi prendre le temps de remercier mes deux fils, qui ne comprennent peut-être pas trop ce qui se passe en ce moment, Justin et Thomas, qui vivent, malgré eux, les conséquences de cette nouvelle vie politique. D'ailleurs, mon fils de cinq ans, cette semaine, et ça m'a fait un peu mal au coeur, m'a dit, pour la première fois : Papa, pourquoi t'es jamais là, demain? Et, évidemment, ça bouleverse un peu quand on se fait dire ça, mais je pense que c'est un bel exemple aussi, c'est un beau message à envoyer à nos enfants qu'on peut rêver de grandes choses et qu'on peut accomplir ce qu'on souhaite. Donc, papa est moins souvent à la maison, c'est vrai, mais je peux vous dire que je pense souvent à vous.

• (15 h 20) •

Parlant de famille, je vais englober, dans ma grande famille, toute l'équipe de bénévoles qui m'a soutenu au cours de la campagne, qui est devenue en quelque sorte ma deuxième famille, ma garde rapprochée. Je vais les nommer : Daniel, Marc-André, Maxime, Marc-André, ma conjointe Cynthia, qui a fait la campagne avec moi, Bruno, Steve et, je dirais aussi, la dizaine de bénévoles, et vous allez vous reconnaître, une dizaine de bénévoles qui nous ont prêté main-forte pendant la campagne, assez assidûment. Sans leur talent, sans leur présence, je peux vous dire que ma route vers l'Assemblée nationale aurait été pas mal plus incertaine.

Un des constats, quand je regarde l'équipe qui m'a épaulé pendant la campagne, et quand je regarde aussi le résultat de la dernière élection générale, c'est la jeunesse qui se dégage de tout ça : 13 députés de 35 ans et moins ont été élus à l'Assemblée nationale du Québec. Oui, ça vaut une bonne main d'applaudissements. Je peux vous dire qu'on prend notre place. Notre génération prend sa place à la table des décisions, et ça me rend très fier.

Par contre, c'est beau dire qu'on veut des jeunes en politique, mais encore faut-il leur donner les moyens de faire le saut et l'envie aussi de faire le saut. Personnellement, j'ai beaucoup hésité avant de me lancer. J'avais toujours en tête... peut-être vous allez vous rappeler la dernière ou une des dernières entrevues que Jean Lapierre a accordées à Esther... bien, c'était à Esther Bégin, dans le cadre d'un documentaire. Il disait, M. Lapierre, qu'il fallait faire de la politique avant avoir eu des enfants ou quand les enfants étaient plus vieux et puis qu'ils pouvaient s'occuper d'eux-mêmes. Et il avait confié, sur sa vie familiale, et je vais le citer, il avait dit : «C'est un désastre. Ça finit par un divorce. Tu pars le dimanche soir, les enfants te font de petits bye-bye par la fenêtre, et tu pleures comme un veau jusqu'à tant que tu arrives à Ottawa.» Donc, quand on entend ça, évidemment, ça fait réfléchir, avant de se lancer.

Donc, je pense qu'il faut vraiment prendre en considération la réalité des jeunes familles si on souhaite voir de jeunes parents s'engager à l'Assemblée nationale. On doit améliorer la conciliation travail-famille. Il faut travailler là-dessus.

On doit trouver des façons de simplifier tout ça. D'ailleurs, officiellement, j'ai déjà demandé à notre président de considérer l'installation d'une halte-garderie à l'Assemblée nationale. Je l'ai fait en tant que député d'abord, en tant que ministre de la Famille qui se fait interpeler aussi, et surtout en tant que papa de deux petits garçons.

C'est un des défis auxquels je souhaite m'attaquer, mais ce n'est certainement pas le seul. Avant tout, je suis député de Papineau. On a beaucoup de pain sur la planche dans Papineau, une circonscription qui a besoin, comme beaucoup d'autres, d'une école primaire, à L'Ange-Gardien, dans notre cas. On doit améliorer les services et l'accessibilité à l'urgence de Saint-André-Avellin. On doit ramener aussi une infirmière au CLSC de Val-des-Bois. Des défis, donc, que je souhaite relever dans les prochains mois.

Et le comté de Papineau fait partie de la belle grande région de l'Outaouais, que vous connaissez bien, Mme la Présidente, pour laquelle le premier ministre François Legault m'a nommé ministre responsable. Et c'est un grand honneur pour moi vraiment, parce que c'est une des raisons vraiment pour laquelle j'ai décidé de me lancer, ramener une concurrence, une diversité politique en Outaouais après 40 ans de monopole d'un seul et même parti. Un monopole qui, je crois, nous a trop souvent nui en Outaouais, parce qu'il n'y avait pas de concurrence politique, en santé, en éducation et en matière d'infrastructures.

Comme vous le savez, peut-être, un de nos premiers engagements, c'est de travailler sur la réalisation de l'autoroute 50, une voie routière qui relie l'Outaouais à Montréal, mais qui est dangereuse actuellement. Imaginez-vous, Gatineau est la quatrième plus grande ville du Québec et elle n'est pas reliée au reste de la province par une autoroute à quatre voies. Jusqu'en 2012, en fait, pour la petite histoire, il n'y avait pas du tout d'autoroute complète qui reliait l'Outaouais au reste du Québec. C'est une question de développement économique et de sécurité aussi pour les 392 785 habitants de la région et pour leurs entreprises.

En santé, on sait que les problématiques sont nombreuses. Beaucoup de citoyens décident de passer du côté de l'Ontario, à Ottawa, où ils vont payer pour des services parce que ceux-ci ne sont pas accessibles en Outaouais. On s'est engagés à construire un nouvel hôpital, à y mettre des ressources pour que ça fonctionne. Et on compte bien garder le cap.

Ultimement, il est aussi essentiel de développer l'offre de cours à l'Université du Québec en Outaouais, qui est dans votre circonscription, Mme la Présidente, pour assurer l'avenir de la région, permettre à nos jeunes de rester en Outaouais. Parce qu'il faut savoir que l'UQO offre moins de cours que partout au Québec ou à peu près. Dans la plupart des cas, c'est du simple au double. Donc, je pense qu'on doit travailler là-dessus.

Enfin, bien sûr, il y a la famille. Après mon assermentation au poste de député, le premier ministre m'a fait l'honneur de me confier le ministère de la Famille. Merci du fond du coeur, M. Legault. C'est tout un honneur pour moi, que je compte bien relever.

Et on a pris comme engagement de prioriser la réussite de tous les enfants du Québec. L'égalité des chances, ça revêt une importance particulière pour notre gouvernement, pour moi-même. Donc, vous pouvez être certains qu'on travaillera là-dessus. Et ça, ça veut dire offrir les moyens à nos tout-petits de performer, d'aller au bout de leur plein potentiel. Et je suis certain que j'aurai des collègues qui pourront m'appuyer dans cette tâche-là ou, du moins, qui m'auront à l'oeil, le but étant, évidemment, d'améliorer la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance, d'optimiser le nombre de places aussi. Il y en aura beaucoup plus que 2 000 qui seront bientôt accessibles à plusieurs parents du Québec. Donc, on travaillera là-dessus. Et il faut surtout toujours augmenter le nombre de tout-petits à qui on va s'adresser, parce qu'il y a seulement 80 % des enfants qui fréquentent les services de garde éducatifs. Il reste un 20 % à qui on doit aussi offrir des services.

Donc, en terminant, on est à l'aube d'un grand chantier au Québec. Pour les gens de Papineau ou de l'Outaouais, on va s'occuper de la région. À tous les Québécois et les Québécoises, je nous invite à mettre en commun tous nos efforts pour vraiment développer le plein potentiel de nos tout-petits parce que, si la génération de nos enfants va plus loin que notre propre génération, eh bien, on aura accompli notre pari. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Je vous remercie de votre intervention, M. le ministre de la Famille. Et maintenant je reconnais Mme la députée de Joliette.

Mme Véronique Hivon

Mme Hivon : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Alors, c'est avec une émotion renouvelée que je prends la parole aujourd'hui en réplique au discours d'ouverture, émotion renouvelée parce que les citoyens et citoyennes de la magnifique circonscription de Joliette m'ont renouvelé leur confiance pour une quatrième fois le 1er octobre dernier. Et je veux leur témoigner toute mon appréciation et je veux leur dire que je prends ce renouvellement de confiance là un peu comme un renouvellement des vœux, c'est-à-dire que c'est encore plus exigeant quand on renouvelle des vœux, parce que les émotions des premiers moments peuvent être passées, et donc c'est un choix encore plus lucide et plus éclairé.

Alors, je le prends vraiment comme un geste de grande confiance, mais aussi je suis toujours habitée de beaucoup d'humilité face à cette confiance-là, à ce privilège que j'ai de continuer à pouvoir siéger ici, à l'Assemblée nationale, qui est le lieu de tous les débats pour qu'on défende le bien commun et qu'on se batte au quotidien, oui, pour les gens de nos circonscriptions, qui nous font l'honneur de nous envoyer ici, à Québec, mais pour l'ensemble des Québécois et des Québécoises. Donc, je veux leur dire qu'à chaque jour, quand je me lève, c'est vraiment à eux que je pense, et c'est à la hauteur de leur confiance que je veux être à chaque jour, et me battre pour eux, d'abord et avant tout, pour leur bien-être au quotidien.

Je veux, bien sûr, dire que c'est d'autant plus particulier quand on vit un moment comme on vient de vivre, où, dans ma magnifique région de Lanaudière, ou avec les régions voisines, comme les Laurentides ou Laval, eh bien, je suis

désormais la seule représentante de mon parti, du Parti québécois. Alors, c'est sûr que c'est aussi une charge importante, de pouvoir aussi faire rayonner les convictions qui sont les nôtres, les idées, les idéaux qui sont les nôtres, au Parti québécois. Et je veux donc dire aux gens de Joliette que j'apprécie d'autant plus leur loyauté et leur fidélité dans les circonstances, mais je veux dire aussi, à tous gens qui partagent ces convictions-là dans ma région, dans les régions avoisinantes et au Québec, que, oui, je vais me lever à chaque jour pour être à la hauteur de ces idées-là, dans lesquelles on croit, dans cet idéal-là, évidemment dans ce projet de souveraineté qui nous habite et qui est au coeur de nos convictions et de notre engagement.

• (15 h 30) •

Je veux remercier, bien entendu, mon équipe, mon équipe de campagne, qui a été à mes côtés et qui a été extraordinaire, des bénévoles qui sont là depuis des années, avec un contingent renouvelé très intéressant. On a fait, tout récemment, il y a 10 jours, notre brunch de remerciement de nos bénévoles, et on a fait la liste, et c'est plus de 200 personnes qui ont donné du temps, alors, évidemment, parfois une heure, parfois une soirée d'affichage et parfois quotidiennement. Je veux leur dire merci, parce que la politique, une des choses qu'elle a de plus belle à offrir, c'est la rencontre entre des gens de toutes générations, de toutes origines, de tous univers sociaux, économiques qui se rencontrent, et ça, c'est au-delà des partis, parce qu'ils ont des convictions communes, et qui sont réunis parce qu'ils ont des convictions et des idéaux communs. Et, à cet égard-là, on a vécu vraiment une campagne exceptionnelle. Donc, merci à tous ces gens, merci à mon équipe de campagne, merci à mes attachés politiques qui m'accompagnent, merci de tant d'engagement et de tant de dévouement.

Je veux aussi souligner... Mon collègue qui vient de parler, le ministre de la Famille, a parlé du renouvellement avec tous les nouveaux jeunes élus. Mais moi, Mme la Présidente, je suis certaine que vous allez être d'accord avec moi, je veux souligner ce renouvellement aussi qui s'incarne par le nombre record de femmes qui sont présentes dans cette Assemblée, 42 % de femmes, pour la première fois, la parité. Et je suis confiante que nous allons voir que ça va faire une différence au quotidien, une différence dans le renouvellement du discours, de nos manières de faire, comme les jeunes peuvent amener tout un renouvellement. Je pense que cette cohabitation-là d'un nombre de jeunes très important et un nombre record de femmes peuvent nous permettre d'espérer, oui, quelque chose en quoi je crois fermement, c'est-à-dire de revoir nos manières de faire, d'être différents ici, à l'Assemblée nationale, de se permettre d'oser davantage sur le fond des choses comme sur les manières de faire. Et j'entendais mon collègue ministre de la Famille parler de l'idée, peut-être, d'une garderie. Moi, je pense qu'il faudrait aussi se battre pour cette idée d'un congé parental pour les élus. Je pense qu'il est grand temps qu'on rentre dans notre siècle et que les élus, comme les gens en général, puissent bénéficier d'un congé parental pour une meilleure conciliation famille-travail-politique.

Je veux dire aussi, Mme la Présidente, que je suis choyée, parce que vous savez ce qui arrive quand on est un plus petit contingent d'un parti, c'est qu'on a beaucoup de dossiers. Alors, j'ai hérité de beaucoup de dossiers, notamment celui de la famille et de l'éducation, celui de la justice, celui des relations Québec-Canada et francophonie canadienne, entre autres. Donc, ça fait en sorte que j'ai beaucoup d'intérêt pour ces dossiers-là, et je dirais qu'il y a beaucoup d'enjeux sur lesquels je vais être appelée à me positionner.

Et, d'entrée de jeu, ce que je souhaite, c'est qu'au-delà de nos différences et de nos divergences on puisse, oui, débattre de manière constructive et débattre sereinement. Et, dans le discours d'ouverture du premier ministre, je l'ai dit lors de ma première question que j'étais ravie de voir qu'il faisait de l'éducation sa réelle priorité, parce que je suis convaincue que l'éducation, avec l'environnement, ce sont nos deux chevaux de bataille primordiaux, fondamentaux, pour l'avenir. Et j'étais heureuse de l'entendre parler de pragmatisme et j'étais heureuse de l'entendre dire qu'il fallait fixer des objectifs et qu'il fallait aussi parfois être souples sur les moyens.

Alors, j'espère, à cet égard-là, qu'on va pouvoir avoir de réels débats ici, ne pas s'enfermer, de part et d'autre, dans des positions idéologiques et s'assurer que les décisions qu'on va prendre vont être les meilleures, notamment pour nos tout-petits, notamment pour nos enfants, pour les élèves. Et, à cet égard-là, vous ne serez pas surprise si je vous dis que je pense que tout le dossier des services de garde éducatifs et de la maternelle quatre ans mérite un véritable débat, mérite un véritable débat et non pas qu'on s'engage à quelque chose et qu'à un moment donné on se rende compte qu'il est trop tard pour faire le débat. Je pense que c'est maintenant qu'il faut faire le débat et je souhaite qu'on le fasse.

En matière de justice, il va falloir continuer à se battre pour l'accessibilité, l'accessibilité à la justice, pas juste l'accessibilité aux tribunaux. Parce que, des fois, ce que je dis, c'est que les tribunaux, c'est un peu comme la deuxième ligne, c'est un peu comme les hôpitaux en matière de santé, on devrait agir beaucoup en amont, en prévention des conflits, en habilitation des gens pour qu'ils soient capables d'avoir du pouvoir quand il y a une tuile qui leur tombe sur la tête, une tuile juridique. Mais, oui, l'accès, il est fondamental. L'éducation à nos instruments juridiques et démocratiques, c'est fondamental aussi.

Alors, oui, on a eu beaucoup de débats dans les dernières années sur les répercussions de l'arrêt Jordan, mais j'espère qu'on va débattre aussi de l'accès à la justice en matière civile, en matière familiale, avec la réforme du droit familial. Et j'espère aussi qu'on va débattre de cette idée qu'on a mise de l'avant dans la foulée du mouvement #moiaussi pour vraiment avoir un lieu où on puisse traiter correctement les victimes d'agression sexuelle, de violence sexuelle et de violence conjugale, soit cette idée d'une chambre spécialisée en matière de violences sexuelle et conjugale. Je pense que c'est une idée porteuse et encore une fois je tends la main pour qu'on puisse y travailler ensemble.

Il y a aussi ce dossier des relations Québec-Ottawa. J'ai été surprise, parce que notre premier ministre parle d'un nationalisme rassembleur, et on l'a entendu dans le passé parler de revendications, j'ai été surprise de ne pas entendre un mot sur des revendications par rapport à Ottawa, revendications, par exemple, du rapport d'impôt unique, de rapatrier tous les pouvoirs en matière de culture. Dans le passé, il y a eu beaucoup de prises de position, donc évidemment on va être très vigilants par rapport à ça, mais nous, de notre côté, c'est simple, on les veut tous, les pouvoirs. On pense que le Québec est assez fort et qu'il devrait avoir assez confiance en lui, et surtout nous, on a assez confiance dans les

Québécois et les Québécoises pour leur offrir rien de moins que leur pleine liberté, leur pleine souveraineté et leur pleine capacité de prendre toutes les décisions dans tous les champs de compétence.

Alors, oui, Mme la Présidente, cette conviction-là de la nécessité de l'indépendance du Québec, elle est fortement ancrée en moi et elle va être en moi ici à chaque jour, à l'Assemblée nationale comme partout au Québec, partout dans ma circonscription, pendant ce mandat qui s'amorce aujourd'hui. Et je veux vous dire que c'est armée de mes convictions que j'entame ce quatrième mandat avec beaucoup d'enthousiasme, de fierté, d'énergie et de détermination. Merci beaucoup.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Alors, nous vous remercions, Mme la députée de Joliette. Et maintenant, pour la prochaine intervention, je suis prête à reconnaître le prochain intervenant qui sera... Ce sera M. le député de Beauce-Sud. Alors, la parole est à vous.

M. Samuel Poulin

M. Poulin : Parfait. Si ça convient à tout le monde.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Ça convient à tout le monde.

M. Poulin : C'est bon, parfait. Alors, merci beaucoup, Mme la Présidente. Félicitations également pour votre élection à titre de vice-présidente de cette Chambre!

Je tiens d'abord à dire que ce n'est pas tout à fait la première fois que j'ai la chance de prendre la parole à l'Assemblée nationale. La première fois, j'étais en secondaire III. C'était dans le cadre du Parlement des jeunes. J'étais, à ce moment-là, ministre, et j'avais déposé un projet de loi pour interdire la friture dans la cafétéria des écoles, et j'avais réussi à obtenir 124 pour et une abstention. Alors, j'avais fait beaucoup de porte-à-porte au Hilton, et ça avait permis de convaincre les gens d'appuyer mon projet de loi. Vous voyez que, pour que les choses changent, ça ne date pas d'hier, et, pour moi, la politique, bien, c'est une passion, c'est un mode de vie. J'aurai la chance d'y revenir.

Vous comprendrez, tout d'abord, que je tiens à remercier mes concitoyens et mes concitoyennes de Beauce-Sud, les gens de chez nous, pour cette belle et grande marque de confiance. Avec un appui de 62,6 %, une victoire dans les 24 municipalités, un score inattendu dans ce château fort libéral, pas besoin de vous dire toute la fierté de mes bénévoles, de ma famille et de mes amis. D'ailleurs, je tiens à les remercier tous et toutes. On sait qu'on l'a travaillé très fort. Et la politique, bien entendu, c'est un sport d'équipe, et plusieurs de mes bénévoles sont mes amis. Et, en vieillissant, on constate vraiment qui sont nos amis, hein? Et Dieu sait que la politique, c'est un moment pour constater les amitiés.

Mme la Présidente, j'en étais à ma deuxième tentative dans la circonscription de Beauce-Sud. Une première défaite, c'est toujours très formateur, mais, comme les Beaucerons, je ne suis pas un lâcheux. Ceci fait partie intégrale de mes valeurs qui m'ont été transmises par mes parents, France Bizier et Bernard Poulin, mes parents qui ont célébré cet été 35 ans de mariage, un exemple, pour moi, d'amour, de résilience, qui m'ont démontré dans la vie que tout était possible. Ils m'ont appris à être curieux, à tendre la main aux autres, à comprendre les différences et à accepter les autres tels qu'ils sont.

Et moi, j'ai eu le privilège de venir d'une famille fortement impliquée dans la Beauce depuis toujours. Mon grand-père, Jean-Denis Poulin, qui est décédé aujourd'hui, fut propriétaire de plusieurs entreprises, particulièrement dans le domaine du bois. On l'appelle encore, en Beauce, «M. le président», car il fut président d'à peu près tout : Conseil économique de Beauce, caisse d'entraide économique, et de nombreuses autres organisations, 16 ans au conseil de ville de Saint-Georges-Ouest, sans compter ses nombreuses réussites en affaires. D'ailleurs, le Conseil économique de Beauce remet toujours à chaque année le prix Jean-Denis Poulin à une personnalité d'affaires de la région pour son implication et son dévouement.

Il fut accompagné toute sa vie par ma grand-mère, Marie-Paule Pomerleau, qui, elle, a été présidente des fermières de l'ouest, toujours très active, et elle a été trésorière du club Inner Wheel. Pour ceux qui ne savent pas, l'Inner Wheel, c'étaient les femmes des Rotary, donc, qui fondaient un organisme, à ce moment-là, qui est toujours très actif. Et, de l'autre côté, ma grand-mère Rollande Toulouse, a été présidente de l'âge d'or de l'ouest pendant des années, après ses nombreuses années comme infirmière à l'hôpital de Saint-Georges. Donc, mes racines sont très, très profondes, et, du monde, on en connaît, sachez-le.

• (15 h 40) •

En sixième année, j'ai débuté mes implications en politique. J'ai eu la chance de militer auprès de plusieurs élus, et particulièrement dans Bellechasse avec Dominique Vien. D'ailleurs, je tiens à saluer celle que j'ai toujours appelée Dominique et qui était, jusqu'à tout récemment, membre de cette Chambre. Elle fut un modèle pour moi en politique pour sa proximité avec ses intervenants, ses capacités de communicatrice et sa forte présence dans le comté. J'ai eu la chance de lui dire souvent que mes qualités d'élu, eh bien, sont beaucoup inspirées d'elle. Absolument. Elle m'a donné la piqure de la politique, et, les campagnes électorales, bien, j'aime ça. J'en ai fait plusieurs et je dois vous avouer qu'avec le temps je suis devenu un vrai «campaigner». Quand il y a une partielle, j'aime ça être là.

Donc, en 2010, j'ai pris une pause de la politique pour me concentrer pleinement à ma carrière dans les communications. J'ai été animateur radio dans ma région, rédigé une revue pour les gens d'affaires, travaillé au CJE de ma région et fait plusieurs contrats en communication. Après les élections de 2014, j'arrive sur la colline Parlementaire comme chercheur et quelque temps comme attaché de presse du caucus au sein du cabinet du chef. J'ai donc eu le privilège de côtoyer les journalistes de la colline Parlementaire, avec qui je crois que je me suis toujours assez bien entendu, et j'ai travaillé en étroite collaboration, donc, avec les élus de la CAQ.

J'ai aussi eu l'occasion de constater à quel point les gens qui sont derrière les élus... Et je pense qu'on a... comme membres de l'Assemblée nationale, on doit se rappeler tout le travail qui est fait derrière nous, parce que ces gens-là travaillent très fort. Ils sont souvent en politique pour les mêmes raisons que nous, soit améliorer la collectivité. J'ai eu le privilège de forger des amitiés avec quelques collègues au talent inlassable, que je tiens à nommer, d'ailleurs : le professionnel Guillaume Simard-Leduc, l'efficace Émilie Toussaint, le perfectionniste Ewan, la recrue de l'année, Nadia, le fils de Jacques Renaud, Carl Renaud, la discrète et incisive Annabelle, l'homme de tableaux, Jean-François Landry, la force tranquille de Martin Koskinen, qui fut longtemps mon directeur de cabinet, l'homme de mots Stéphane Gobeil, le rigoureux Martin Plante, le porte-parole de Cap-Rouge, Pierre Tremblay, la main de fer, Nicole Savard, l'avocate déterminée, Lise Pépin-Laporte, la travaillante Emmanuelle Chapron, Marie Carrier et sa prestance, Marie-Joëlle, avec qui j'organisais les partys de Noël — c'est le premier que je n'organise pas ce soir — et bien sûr tous celles et ceux avec qui j'ai eu le privilège de côtoyer. Guillaume avait eu l'idée de nous appeler la gang 14-18, et je pense qu'il a bien raison parce que nous, quand ça allait bien, quand ça allait mal, nous étions là.

Et, vous savez, Mme la Présidente, la décision de me représenter en politique en 2018 était aussi portée par quelque chose d'hyperimportant, les régions, mais également la ruralité. Et la distinction est très importante. Beauce-Sud s'étend sur une superficie de 3 000 kilomètres carrés, 24 municipalités. Et, quand je pense à chacune des municipalités, il m'apparaît dans la tête des gens très fiers de leurs réalisations, des entrepreneurs dévoués, des bénévoles actifs. Et, partout sur la planète, on est fiers de dire qu'on est des Beaucerons parce que les Beaucerons, ce sont des insoumis, comme le mentionnaient Robert Cliche et Madeleine Ferron à une certaine époque, ils sont, oui, des entrepreneurs agricoles, entrepreneurs forestiers dans différents domaines, des gens qui ont un respect pour l'histoire et les gens qui leurs ont précédés.

En Beauce, il est évident qu'on va te demander : Tu es la fille à qui ou tu es le fils à qui? Sachez qu'on va assurément trouver un lien non seulement au Québec, mais partout sur la planète parce que la Beauce, c'est aussi une région de multiples projets. Mon grand-père disait qu'on a envoyé un tuyau de 12 pouces d'impôt, puis qu'il nous revenait à peu près quatre pouces. Bien, c'est vrai. Ça a pris 60 ans avant qu'on puisse avoir l'autoroute de la Beauce à Saint-Georges, puis il reste encore un bout à faire pour sortir l'autoroute de la ville sur cet axe transfrontalier très important et éliminer le trafic lourd de notre ville, c'est même urgent. On a le complexe sportif, la couverture cellulaire, améliorer et tenter de régler la pénurie de main-d'oeuvre, également conserver les coeurs de village, nos écoles, nos institutions, assurer une réelle occupation du territoire. On doit également bonifier l'offre culturelle, populariser l'offre touristique — parce que la vraie place de l'érable, c'est en Beauce — retenir nos jeunes et nos aînés et travailler ardemment à préserver l'expertise et les services à l'Hôpital de Saint-Georges.

Sachez une chose, Mme la Présidente, nous allons respecter nos engagements, et le travail ne me fait pas peur. Convaincre, c'est l'histoire de ma vie. Mais soyons clairs, chaque personne qui ne croit pas au développement des régions... allons nous trouver sur leur chemin. Je peux compter sur une équipe expérimentée au bureau, je vois Cassiopée et Sindy, qui sont dans les tribunes, qui travaillent à mon bureau de circonscription et bientôt du côté de La Guadeloupe.

Presque en terminant, je veux rendre hommage à quelques-uns de mes prédécesseurs et témoigner la fierté qui m'habite de leur succéder : Fabien Roy, ancien député créditiste, qui d'ailleurs a toujours sa chaise du salon bleu dans son appartement lorsque je vais le visiter; Diane Leblanc, une amie, qui fut la première députée de Beauce-Sud de 1997 à 2007; Robert Dutil, qui fut mon adversaire en 2014, un homme extraordinaire, d'une grande classe, d'un calme légendaire, qui fut un ministre brillant. Et, bien entendu, j'ai hâte d'honorer leur contribution dans mon bureau de comté, où j'aurai la chance d'afficher leurs réalisations.

Vous savez, Mme la Présidente, ce qui guide mon engagement en politique, c'est également le respect, le respect des citoyens qui nous témoignent leur confiance. Il n'en tient qu'à nous d'en décider ce que l'on en fait. Depuis le 8 novembre dernier, j'ai l'immense privilège que le premier ministre m'ait choisi pour être son adjoint parlementaire responsable du volet jeunesse. D'ailleurs, pour bien connaître notre premier ministre, il a toujours eu un respect incroyable pour notre jeunesse. Parce que, je le répète souvent, la jeunesse, c'est sérieux. On le refait : La jeunesse...

Des voix : ...

M. Poulin : ...c'est sérieux. C'est bon. Parce que, comme responsable du Secrétariat à la jeunesse, c'est une équipe de 27 personnes dévouées et affables, je compte bien mener à terme les nombreux projets qui touchent la stratégie jeunesse. Je suis très sensible à l'égalité des chances, qu'un jeune de Montréal puisse avoir les mêmes chances qu'un jeune de la Gaspésie ou de l'Abitibi, par exemple, à l'importance de stimuler la participation citoyenne, les candidatures jeunesse aux élections municipales, provinciales et à stimuler l'implication sur les conseils d'administration. Je crois à l'émancipation des jeunes autochtones, au soutien à l'organisme Place aux jeunes en région, à nos jeunes entrepreneurs, que notre jeunesse croie toujours à l'importance des rassemblements, des fratéries, des contacts humains malgré l'abondance des moyens technologiques, et toute action gouvernementale prenne en compte l'opinion de notre génération. Les jeunes, ce n'est pas seulement l'avenir, c'est le présent, que ce soit sur les enjeux environnementaux, mais également sur notre système d'éducation, dont le premier ministre a parlé abondamment dans son discours inaugural.

L'équité entre les générations se traduit également par un meilleur accès à un système de justice. Et nos jeunes Québécois sont aussi très proches de leurs grands-parents. Ils souhaitent que nos aînés soient respectés. Notre jeunesse est féministe, l'égalité est un fait, et nous en serons d'ardents défenseurs. Elle souhaite avoir une carrière, notre jeunesse, des emplois de qualité, laissant une place à une jeune génération curieuse, innovatrice et créative. Les jeunes Québécois ont beaucoup de rêves. Ceci ne donne pas pour autant l'excuse de les reporter dans le temps.

Les jeunes Québécois sont également des citoyens du monde. La planète est leur terrain de jeu. Les fins de semaine n'existent plus, ils peuvent travailler sept jours sur sept quand la passion guide leur quotidien. L'une de nos meilleures

cartes de visite à l'étranger est souvent et régulièrement notre jeunesse. Je le dis souvent, la jeunesse est notre plus grande richesse naturelle.

Presque en terminant, et là c'est vrai, je crois que l'une des premières qualités qu'un élu doit avoir en cette Chambre, c'est cette fierté d'être Québécois. Et moi, en vieillissant, je deviens de plus en plus fier d'être Québécois. Sachez qu'il n'y a aucune contradiction, dans mon cas, dans ma fierté d'être Canadien. Les gens qui me connaissent le savent très, très bien. Le Québec porte une culture unique au monde. De Céline Dion à La Bolduc, notre langue est portée par le milieu artistique de brillante façon. Les plus beaux paysages sont ici. Les plus belles vacances sont ici.

Le Québec, c'est aussi des valeurs familiales, les familles qui s'agrandissent, ce sont des Noëls inoubliables, c'est le froid qui nous rapproche, ce sont les traditions aux fils conducteurs parfois très lointains, ce sont les amitiés qui durent et qui se transforment, c'est le fleuve Saint-Laurent et son imposition naturelle. Nous oublions trop souvent de nous dire à quel point nous sommes privilégiés de vivre au Québec et, comme députés, nous en sommes tous et toutes les grands héritiers. Merci beaucoup.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Alors, je vous remercie, M. le député. Et maintenant nous poursuivons ce débat, et je vais céder la parole à Mme la députée de Laporte.

Mme Nicole Ménard

Mme Ménard : Merci beaucoup. Merci beaucoup, Mme la Présidente. Alors, c'est un grand privilège de pouvoir intervenir dans cette Chambre et de m'adresser à tous nos concitoyens, particulièrement ceux de la circonscription de Laporte.

Permettez-moi d'abord, Mme la Présidente, de vous féliciter ainsi que vos collègues, nos collègues de Saint-Hyacinthe et de Chutes-de-la-Chaudière pour vos nominations à la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Je souhaite que nos échanges soient toujours cordiaux et nos débats constructifs, pour le bien de tous nos citoyens.

Mme la Présidente, mes premiers mots seront pour mes électeurs, électrices qui m'ont fait l'honneur de leur confiance pour une cinquième fois. À chaque occasion que j'aurai de me lever en cette Chambre, c'est d'abord et avant tout à eux que je penserai. C'est une fierté de représenter les gens de Laporte depuis plus de 11 ans maintenant. C'est un honneur d'avoir comme première responsabilité celle de députée. Nous ne sommes que 125 personnes qui avons la chance et le privilège de porter la voix de nos concitoyens ici, à l'Assemblée nationale.

Once again, thank you to my constituents, and be assured that I will do everything in my power to live up to the responsibility you have entrusted to me. It is a pride to represent you for more than 11 years.

Évidemment, le résultat de l'élection du 1er octobre n'est pas celui escompté pour notre formation politique, mais ma plus grande satisfaction est celle de faire partie d'une équipe forte dont les valeurs reposent sur plus de 150 ans d'histoire.

Mme la Présidente, gagner une campagne électorale, c'est loin de se faire tout seul. Plusieurs employés et bénévoles travaillent sans relâche avant, pendant et après l'élection. Leur travail est essentiel, et vous me permettez de prendre quelques instants pour les remercier. Tout d'abord, un merci tout particulier à mon organisatrice de campagne, Mme Isabelle Lord, une grande amie avec qui j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler au cours des dernières années, autant à mon bureau de comté que dans mes fonctions ministérielles ou à titre de whip en chef du gouvernement. Merci, mon amie.

Merci à mon président de l'Association libérale de Laporte, Nicolas Plourde, Gilles Larche, Cécile Chagnon, Michel Gratton, Guy Leclerc et Murray McMahon, de précieux bénévoles qui sont présents à mes côtés depuis ma première élection, merci du fond du coeur.

• (15 h 50) •

Merci à Anne Thibodeau, Louise Trudeau, Pierre Robitaille, Judy Turcotte et tous ceux et celles qui ont apporté leur contribution au fil des années. Gabriela Quiroz, Maxim Labrecque, Julien Demers-Poitras, William Hunyh-Jan, Thomas Barré, Magdala Ferdinand, Béatrice de Oliviera, Simon Hatchison, ces jeunes qui m'entourent et qui apportent un dynamisme incroyable avec leurs idées et leurs actions. Ils incarnent bien la jeunesse québécoise, la génération pour laquelle je m'implique en politique afin de léguer un Québec plus juste et équitable pour les générations futures.

Et finalement un merci tout spécial à mon époux, mon chéri, Réjean, qui me supporte dans tous mes projets. À mes soeurs Francine, Luce, mon frère Paul, merci de votre support et surtout de votre compréhension. Sans toutes ces personnes, mes cinq dernières campagnes électorales n'auraient pas été possibles.

En plus de ma tâche de députée, notre chef m'a fait l'immense honneur de me confier la responsabilité de whip de l'opposition officielle, une responsabilité que j'ai et aurai le plaisir de remplir avec une équipe de députés qui conjuguent parfaitement la jeunesse, le renouveau et l'expérience.

Mme la Présidente, le nouveau gouvernement aura du pain sur la planche. Après avoir promis la lune aux Québécois et Québécoises en campagne électorale, la Coalition avenir Québec devra maintenant trouver le moyen de répondre de ses promesses. Aujourd'hui, je tiens à rappeler en cette Chambre quelques promesses-phares de ce gouvernement.

Commençons avec la maternelle à quatre ans pour tous les enfants du Québec. Il s'agit d'une promesse irréaliste. Même le milieu le crie haut et fort. Le gouvernement n'a pas les locaux, ni le personnel nécessaire, ni le budget pour réaliser cette promesse. Les commissions scolaires de Montréal et de Laval indiquaient la semaine dernière qu'elles devaient actuellement trouver des espaces nécessaires pour répondre aux besoins actuels.

Le gouvernement doit être à l'écoute du réseau de l'éducation, tout comme celui de la petite enfance, avant de mettre en place cette promesse, même si le premier ministre trouve que l'implantation de ces maternelles ne va pas assez vite. Plusieurs questions restent sans réponse. Les Québécois sont en droit de savoir comment le gouvernement compte mettre en place rapidement ces classes de maternelle quatre ans. Ils sont aussi en droit de savoir combien elles coûteront à

implanter et comment le gouvernement compte combler les postes malgré la pénurie de main-d'œuvre qui frappe actuellement la province. Le gouvernement doit admettre que la maternelle de quatre ans pour tous dans le délai proposé est irréaliste.

Parlons maintenant des maisons des aînés, une promesse qui coûterait, à terme, 20 milliards de dollars. La CAQ nous indiquait en août dernier que ces lieux seraient modernes, à taille humaine, avec plus de confort et de services, tout en mentionnant que ce n'est qu'en 2038 que tout le monde aura accès à des services de qualité avec les nouveaux standards imposés. «Gee-whizz», Mme la Présidente! Nous sommes en 2018. C'est maintenant que nos aînés ont besoin de soins et de services.

Pour mieux comprendre cette proposition, nous aurons besoin d'un plan détaillé, car encore une fois plusieurs questions demeurent sans réponse. Comment ces maisons seront-elles construites? Avec quel argent? Où allons-nous trouver la main-d'œuvre pour combler les postes disponibles pour faire fonctionner adéquatement ces maisons? Car, tout comme dans le secteur de l'éducation, il y a un manque criant de ressources actuellement dans le milieu. Encore une fois, nous avons besoin de réponses.

Dès son entrée au pouvoir, le premier ministre nous a promis une deuxième «Paix des Braves». Pourtant, à peine nommé au Conseil des ministres, le député de Charlesbourg et ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles a annoncé vouloir mettre fin au projet Apuiat. Mme la Présidente, en écartant maintenant ce projet de développement économique majeur, le premier ministre et son équipe s'opposent à un projet de 600 millions de dollars et à la création de 400 emplois qui auraient bénéficié à l'économie de la Côte-Nord sans avoir aucun impact sur la facture des Québécois.

Parlant de la facture d'électricité, les citoyens peuvent maintenant constater que la promesse qui leur avait été faite de faire... en fait, qu'on leur redonne le trop-perçu de la société d'État n'était rien d'autre qu'une promesse brisée de plus. Vous vous rappellerez, Mme la Présidente, de la pétition mise en ligne en 2017 par la CAQ à ce sujet.

Pour revenir au projet Apuiat, c'est écarter le plus important projet économique depuis le chantier de La Romaine. C'est un très mauvais départ et un drôle de signal qu'envoie le nouveau gouvernement envers les communautés innues. Le projet Apuiat est un projet où les autochtones sont de véritables partenaires dans le développement régional. L'idée de compenser les communautés innues en leur envoyant un chèque démontre que le premier ministre ne comprend pas l'effet structurant de ce projet sur le développement économique et social des communautés. Écarter ce projet est une terrible erreur dans cette grande réconciliation que nous promettait le nouveau gouvernement.

Mme la Présidente, le gouvernement a reculé sur plusieurs promesses depuis son arrivée en poste. Pour la seule fois ici, je vous dirai que j'espère sincèrement qu'ils reculeront une fois de plus sur leur décision et feront pour le mieux pour les citoyens de la Côte-Nord et les communautés autochtones locales, c'est-à-dire réaliser le projet Apuiat maintenant.

• (16 heures) •

Parlons maintenant de l'âge permis et légal pour acheter et consommer du cannabis. Un travail gigantesque a été fait par notre ex-collègue Lucie Charlebois et son équipe. Mme la Présidente, un forum d'experts du Québec et d'autres pays s'est tenu à Montréal, menant à des consultations en ligne dont 12 600 personnes ont répondu à l'appel. La ministre a réalisé une tournée dans sept régions du Québec, où 300 citoyens se sont fait entendre. Lors de la commission parlementaire, plusieurs groupes se sont fait entendre, dont les directeurs de santé publique du Québec, et 139 mémoires ont été déposés. Il a finalement été établi que les personnes de 18 ans, reconnues au Québec comme des adultes, puissent acheter et consommer du cannabis. Notre société a historiquement choisi de lever les interdits dès l'âge de 18 ans. Alors que le cannabis n'était pas encore légalisé, sachez que 42 % des jeunes entre 18 et 24 ans consommaient des produits illégalement et non contrôlés.

Mme la Présidente, avec le changement que le ministre délégué à la Santé propose de faire, il encouragera fortement la consommation illégale des produits non contrôlés et il dirigera les jeunes de 18 à 21 ans, qui consomment déjà, je vous le rappelle, vers le crime organisé. J'espère que le ministre ne trouve pas ordinaire tout ce travail réalisé, qu'il ne trouve pas banale la statistique que je viens d'exposer, qu'il ne trouve pas insignifiant que l'Institut national de santé publique ait recommandé l'âge de 18 ans, que le Regroupement provincial des comités d'usagers ait aussi recommandé l'âge de 18 ans.

Mme la Présidente, en tant qu'opposition officielle, ce sera notre rôle et devoir de veiller à ce que le gouvernement, par ses actions, réponde aux besoins de la population québécoise. Nous serons une opposition constructive et efficace.

En terminant, Mme la Présidente, soyez assurée de mon entière collaboration et, bien sûr, celle de l'opposition officielle. En nous souhaitant à tous une excellente législature. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Je vous remercie, Mme la députée de Laporte. Et maintenant au tour de la prochaine intervenante, et ce sera Mme la ministre du Tourisme. La parole est à vous.

Mme Caroline Proulx

Mme Proulx (Berthier) : Merci, Mme la Présidente. Merci beaucoup. Mes confrères, vous avez parlé beaucoup de la jeunesse à l'est d'ici, hein, une députation, des ministres très jeunes. De ce côté-ci de la Chambre siège l'expérience. Et, plus on vieillit, moins on a la chance de vivre des premières, Mme la Présidente. Dans mon cas, depuis les huit derniers mois, ce n'est qu'une série de premières : une première fois où je quitte les médias, une première fois où je suis nommée candidate, une première campagne électorale, une première victoire, une première comme députée, une première comme ministre, tout ça dans l'espace d'un peu moins de cinq mois. Ça peut décoiffer une femme de 52 ans.

Encore hier, je me vois encore devant les épiceries de ce formidable et gigantesque comté de Berthier, où je vous donne des dépliants, à vous raconter et à vous expliquer les enjeux du comté. Eh bien, aujourd'hui, j'ai peine à croire que je puisse siéger dans cette enceinte. Vous m'accrochiez en me disant : Ma lionne! Ma lionne, tu es revenue à la télé. La lionne n'est pas revenue à la télé, elle a fait le saut en politique. Et je dois vous faire un aveu, ça fait longtemps que j'y songeais.

Dans les années 70, mon père Jacques, qui avait une exceptionnelle carrière à la radio, s'est fait téléphoner un bon matin par un certain René Lévesque qui lui demande : Jacques, est-ce que tu veux troquer le micro pour venir faire

de la politique? Jacques, un peu trop timide, avait préféré se cacher derrière son micro et avait remercié M. Lévesque à l'époque. Quelques années plus tard, Gilles, l'oncle, cette fois, tente également, lui aussi, de faire le saut en politique, et à deux occasions ce sera un revers, malheureusement, pour Gilles Proulx. 40 ans plus tard, bien, il y a un membre de la famille qui aura réussi à faire ce saut en politique.

Je ne sais pas trop quel est le rôle de votre mère dans votre vie, mais la mienne, rien de tout ça n'aurait été possible. Laissez-moi vous parler de Loulou, Louise, avec 4 pieds 8, 110 livres, 85 ans et trois quarts — elle insiste sur le trois quarts — autonome et indépendante. Une mère protectrice, une lionne, une féministe qui sans relâche, à tous les jours, en élevant ses quatre enfants seule, disait à ma soeur Christiane, Marjolaine et mon frère Nicolas : Vous êtes bons, vous êtes fins, mais surtout vous êtes capables. Sans elle, c'est clair que je n'aurais pas pu accomplir ces grands changements qui sont arrivés les six derniers mois dans ma vie.

C'est d'ailleurs ma mère qui m'avait conseillée, plus jeune, de ne pas faire de la radio, et, comme bonne enfant, j'ai décidé de ne pas écouter ma mère, et, à l'âge de quatre ou cinq ans, c'est là que j'ai commencé à prendre des journées de congé à l'école et m'amener dans les studios de radio, où j'ai découvert un amour et une passion qui m'a habitée pendant plus de 30 ans. Quand vous avez le privilège de croiser en ondes avec des monuments de la radio comme Roger Beaulu, comme Claude Mouton, comme tous les Pierre Bruneau, comme Paul Arcand, ça marque une carrière.

Et puis un jour on se dirige vers les affaires publiques, vers la politique, on s'y intéresse. La nourriture qui nous est présentée fait en sorte qu'on se dit : Bien, coudon, la Coalition avenir Québec rejoint beaucoup de la femme que je suis. Alors, un jour, je croise M. le premier ministre, le député de L'Assomption, et la décision a été toute simple, j'ai décidé de faire le saut en politique.

Berthier, c'est chez nous. Je suis une Mathaloise, je viens de Saint-Jean-de-Matha, élevée sur le bord d'un lac. Et toute cette campagne électorale là... je sais qu'on parle beaucoup de nos bénévoles puis de nos directeurs et directrices de campagne, mais c'est tellement vrai, on ne réalise pas, jusqu'au jour où on fait une première campagne électorale, combien les bénévoles, vous êtes exceptionnellement précieux. Martin, Michel, Carole, Gaby, Pierre, Max, Eddie, Claire, Richard, sans vous, cette campagne-là aurait été absolument impossible.

Je suis tellement fière de la région de Lanaudière, tous les Lanaudois qui ont été élus cette année. Six comtés sur sept ont été rafiés par des députés de la Coalition avenir Québec, dont le premier ministre. Je suis très fière qu'on puisse massivement représenter des gens de Lanaudière, vraiment.

Il y a des gens qui vont pouvoir se reconnaître dans cette déclaration : Faire une campagne électorale sans cellulaire, sans Internet, c'est un défi, c'est un moyen défi. Dans la grande région de Berthier, durant la pleine campagne électorale, en plein coeur, vous n'avez aucune réception cellulaire, aucune. Aucune des petites barres sur votre cellulaire n'affiche, et vous êtes en campagne électorale. Vous avez des engagements et des rendez-vous à prendre. Ça a été clair, le premier ministre l'a réitéré au cours de son discours inaugural, on va se donner le moyen, au Québec, de brancher toutes les régions pour des raisons archisimples : pour garder nos familles en région, pour garder contact avec nos familles qui sont en dehors de ces régions-là. Moi, quand je suis à Berthier et que je peux communiquer avec ma mère de 85 ans et trois quarts, qui est à Montréal, avec une ligne cellulaire fiable... On a besoin de déployer, donc, Internet partout dans les régions. Je sais qu'il y a beaucoup de mes confrères, d'ailleurs, qui consentent beaucoup d'efforts à faire en sorte que Lanaudière, entre autres, et tout le Québec soit branché.

J'ai eu un immense privilège d'être nommée ministre du Tourisme. Je suis amoureuse de mon Québec, vraiment amoureuse. Je suis une femme de terrain et, à compter de février prochain, je vais faire le tour de toutes ces belles grandes régions. Uniquement l'an dernier, c'est 95 millions de visiteurs qui sont venus au Québec. On parle de 15 milliards de recettes. C'est 32 000 entreprises, c'est 400 000 personnes qui travaillent pour ce ministère que j'appelle du bonheur, le ministère du Tourisme.

Je vais aller me promener partout sur les terrains et travailler avec mes confrères pour faire en sorte qu'au Travail, M. le député, on puisse avoir des emplois de qualité, aux Transports, qu'on puisse avoir des routes qui soient à la hauteur de nos paysages québécois, en Agriculture, en Pêcheries, en Alimentation pour pouvoir déployer ces routes gourmandes, en Culture parce que, sans la culture, le Tourisme, ça n'existe pas, les Relations internationales pour faire le pont avec les gens à l'extérieur du Québec, dans le «rest of Canada», comme on les appelle, et en Europe pour faire du Québec une destination incontournable.

Mme la Présidente, merci de ce temps que vous m'avez accordé et merci du chaleureux accueil que vous m'avez offert en cette Chambre. Merci beaucoup.

• (16 h 10) •

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Je vous remercie, Mme la ministre du Tourisme. Et maintenant au tour de Mme la députée de Mercier de faire son intervention.

Mme Ruba Ghazal

Mme Ghazal : Merci, Mme la Présidente. Merci, tout le monde. C'est la première fois que j'ai l'honneur et aussi le grand plaisir de m'adresser à cette Assemblée.

Évidemment, mes premiers mots, je ne peux pas m'empêcher, en tant que députée de Mercier, de commencer par saluer mon illustre prédécesseur, M. Amir Khadir, qui a été député, l'ancien député de Mercier depuis les 10 dernières années, et dont le passage ici, à l'Assemblée nationale, a été, on dirait, pour le moins très remarqué, et qui a aussi marqué le paysage politique québécois des 10 dernières années par son audace, par son franc-parler, par sa droiture, par son courage, et j'ajouterais aussi, je ne sais pas si vous l'avez remarqué, par les motifs plus originaux les uns que les autres de ses cravates, puisque ces derniers temps on parle beaucoup de code vestimentaire. Vous irez voir les photos et les vidéos.

Je veux aussi remercier les électrices et les électeurs de Mercier, grâce à qui je suis ici, devant vous, aujourd'hui, dans cette maison du peuple, comme j'aime appeler l'Assemblée nationale. Et j'ai le très grand désir que le peuple sente que c'est aussi sa maison et qu'on lui ouvre grand les portes. C'est d'ailleurs ce que le comité citoyen de la déclaration d'urgence climatique veut faire. Il veut instaurer un dialogue direct et non partisan avec tous les élus et toutes les élues de l'Assemblée nationale sur une base périodique, ce que, je trouve, est très bienvenu dans le contexte d'aujourd'hui. Et je souhaite qu'ils trouvent un chemin dans notre institution sans se perdre dans les dédales bureaucratiques. En tout cas, moi, personnellement, je tâcherai de les aider.

J'ai l'honneur d'être porte-parole en matière de transition économique et écologique. Ça, ça veut dire quoi? Bien, ça veut dire que je porte les dossiers environnement, économie, transports, énergie et aussi les sciences. Oui, les sciences. Je sais, c'est le parent pauvre en politique, les sciences. J'ai d'ailleurs été très déçue quand j'ai vu que le mot «science» a disparu du ministère de l'Économie et de l'Innovation. Je me demande pourquoi. Est-ce que c'est parce que la science ne répond pas assez aux impératifs du marché et des entreprises? Les décisions du gouvernement, surtout aujourd'hui, au Québec du XXI^e siècle, en 2018, ne devraient-elles pas être basées sur les dernières recherches scientifiques? Sinon, sur quoi se base le gouvernement lorsqu'il se borne à construire un troisième lien entre Québec et Lévis, alors que la science a démontré depuis belle lurette que plus de routes, plus d'autoroutes, bien, c'est plus de congestion, plus d'étalement urbain et aussi plus de gaz à effet de serre?

Sur quoi se base aussi le gouvernement pour augmenter l'âge légal de consommation du cannabis à 21 ans quand les experts, les gens de la santé publique, les criminologues nous disent que ça ne protège en rien les jeunes, malgré les croyances populaires?

Sur quoi se base aussi le gouvernement quand il donne le go à l'entreprise Gazoduc pour transporter du gaz naturel, quand la science, encore une fois, nous dit que le transport du gaz génère des émissions fugitives de méthane, et le méthane, la science le dit, a un effet, un potentiel de réchauffement 87 fois plus élevé que le CO₂, et surtout quand on sait que le gaz naturel qui vient de l'Ouest, eh bien, ce qu'il cache aussi, c'est du gaz non conventionnel à fracturation auquel le Québec a déjà dit non?

Et que dire aussi du désinvestissement dans le réseau des CPE, dont les études ont maintes fois démontré l'importance dans le développement des enfants? Je pourrais parler d'immigration et de plusieurs exemples, je pourrais continuer longtemps.

Je sais, parler de science, ce n'est pas très sexy. Ça peut même être rébarbatif et ça fait rarement l'objet de discussions sur les lignes ouvertes des radios. Mais un gouvernement qui place l'éducation au centre de ses priorités se doit d'éclairer ses décisions et ses actions par les lumières de la science.

Il y a un sujet qui fait appel à la science et, peut-être, qui fait exception par rapport à sa présence médiatique, et c'est celui de la crise climatique. En tant que détentrice d'une maîtrise en environnement depuis 15 ans... C'est un sujet qui n'est vraiment, vraiment pas nouveau, mais ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience dans la population, qui prend conscience que la survie de l'humanité est menacée. On l'entend, on les connaît, il y a eu plein d'appels des citoyens et des citoyennes à l'action, que ça soit la déclaration d'urgence climatique, La planète s'invite en campagne et aujourd'hui La planète qui s'invite au Parlement, Le Pacte de la transition. Et ça, c'est juste les exemples les plus connus, il y en a bien d'autres.

C'est très bien et c'est bien beau que des ministres décident de marcher côte à côte à côté des manifestants, comme ça a été le cas le 10 novembre dernier. C'était aussi très gentil de la part du premier ministre et de sa ministre de l'Environnement de prendre un petit café avec M. Champagne, initiateur du Pacte pour la transition. Mais, Mme la Présidente, le temps des gestes et des déclarations symboliques est terminé. Les scientifiques, maintenant on les connaît par leur petit nom. Le GIEC, qui est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est sorti récemment de sa réserve habituelle pour dire aux dirigeants que la récréation en matière de crise climatique est terminée.

Pour convaincre le gouvernement de l'urgence d'agir, je vais citer non pas Shakespeare, Orwell ou Bourgoat, comme l'a fait si brillamment mon collègue le député de Jean-Lesage, je vais plutôt citer quelqu'un qui a peut-être plus de crédibilité aux yeux du premier ministre. Donc, cette personne dit : «Il y avait une myopie de la part de tout le monde. On repousse toujours [loin] les problèmes [...] à long terme.»

C'était une citation de la semaine passée, de M. Yves-Thomas Dorval, le P.D.G. du Conseil du patronat, qui lançait un avertissement au gouvernement pour ne pas répéter la même erreur, dans sa réponse à la crise climatique, que le gouvernement précédent, qui est resté inactif quand les démographes lançaient des cris d'alarme depuis 15 ans par rapport à la pénurie de la main-d'oeuvre.

J'ai aussi une autre citation que j'aime beaucoup : «Nous avons un adversaire redoutable : la peur, la peur de ne pas être capables, la peur de nous tromper, la peur du changement.»

Quand je l'entends, maintenant que je le récite à voix haute, j'ai l'impression que c'était Manon Massé qui disait ça... excusez-moi, la députée de Sainte-Marie—Saint-Jacques qui disait ça durant la campagne. Mais c'était, on s'en rappelle bien, la semaine passée, une citation du premier ministre, et notre premier ministre a tellement raison.

Ce n'est pas facile, sortir de sa zone de confort, de changer ses habitudes et d'imaginer un nouveau mode de vie. Et là je veux que vous me compreniez bien, Mme la Présidente, je ne parle pas des individus. Il faut arrêter de mettre le poids de la transition écologique sur le dos des gens, des personnes, des individus parce que la transition économique et énergétique, ce n'est pas un choix individuel, c'est un choix politique.

Par exemple, en premier lieu, il faut s'attaquer aux infrastructures. On ne peut pas continuer à construire plus de routes, plus d'autoroutes, puis après ça blâmer les gens de les utiliser. On a juste à voir ce qui se passe en France avec les gilets jaunes. On ne peut pas détruire les milieux humides pour construire toujours plus loin puis après ça accuser les gens puis les rendre responsables, leur dire que vous êtes responsables de l'étalement urbain parce qu'ils habitent plus loin.

On ne peut pas aussi s'attendre à ce que les travailleurs adhèrent totalement et sans aucune condition à la transition écologique, alors qu'on passe notre temps à opposer la protection de l'environnement et le développement économique.

La transition économique exige de penser autrement de notre économie, de sortir de la boîte, comme disait Steve Jobs. Ça veut dire qu'il faut revoir en profondeur l'aménagement de nos régions, de nos villes et de nos quartiers, nos modes de production, toute la logique extractiviste qui est derrière la gestion de nos ressources naturelles, comment on utilise aussi et comment on transporte notre énergie, notre mobilité, notre agriculture, notre alimentation, et j'en passe. Puis qui doit penser à ça? Pas juste le gouvernement central. Qui de mieux que les acteurs locaux, appuyés, justement, par leur gouvernement pour penser cette transition? En fait, ce que le monde des affaires aussi nous dit, c'est que la transition est une extraordinaire opportunité pour revoir nos façons de faire, pour réfléchir aussi à notre souveraineté locale pour qu'on réduise notre fragilité et notre dépendance à un système beaucoup trop centralisé, on l'a constaté récemment, malheureusement, avec les événements récents aux Îles-de-la-Madeleine. C'est aussi une opportunité pour les entreprises polluantes qui, tôt ou tard, seront touchées par la transition. Au lieu de tenir un discours de peur, pourquoi ne pas... par exemple, il y a une idée qui circule de créer des comités paritaires de transition dans ces entreprises, un peu comme sur le modèle des comités santé-sécurité au travail qui existent depuis la fin des années 70, puis ce seraient des comités paritaires.

Les solutions existent, elles sont nombreuses. Certaines sont déjà appliquées dans le monde, d'autres aussi au Québec, mais à plus petite échelle. Pour s'en convaincre, je vous invite à lire le livre *Demain le Québec*, d'un collectif d'auteurs qui relate l'histoire et les histoires de gens très engagés qui veulent prendre leur destin en main en amorçant leur propre transition. Mais, encore une fois, je veux le répéter et je veux bien me faire comprendre, ce n'est pas la bonne volonté des individus, ça ne sera pas suffisant pour atteindre nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre, il faut une volonté politique.

• (16 h 20) •

Le premier ministre ne manque pas une occasion pour souligner à quel point il est fier de la composition de sa députation, qui provient surtout du milieu des affaires et de la gestion. Selon lui, c'est un gage de pragmatisme et non pas d'idéologie. Bien, peut-être qu'il va être heureux d'apprendre que j'ai moi-même un diplôme des HEC de Montréal en comptabilité, comme lui, et que j'ai longtemps aussi oeuvré jusqu'à récemment, jusqu'à mon élection, dans les grandes entreprises privées comme cadre, où j'ai aussi siégé sur des comités de gestion.

Voici donc, j'ai une proposition pragmatique à lui faire et à proposer au gouvernement et qui pourrait lui plaire. Il pourrait, par exemple, au lieu de faire un copier-coller du plan — qu'on a perdu, qu'on a retrouvé — de réduction des gaz à effet de serre du précédent gouvernement, qui ne marche pas parce qu'on le sait que, malheureusement, on n'atteindra pas nos objectifs... Pourquoi on n'a pas déposé un budget, hein, un budget, un outil très rigoureux, carbone en même temps que le dépôt du budget financier du gouvernement, justement pour éviter de toujours nager en pleine noirceur quand on parle de gaz à effet de serre? Ça nous permet aussi, le budget, de savoir quel projet émetteur de gaz à effet de serre on va accepter, lequel on va refuser, parce qu'on a un budget puis on peut faire le compte. Cette mesure, certainement, elle ne pourra pas nous permettre d'atteindre nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre, mais c'est quand même un outil rigoureux et scientifique, j'y reviens, et pas politique, sur lequel le gouvernement pourrait baser ses décisions.

La semaine prochaine, j'aurai le plaisir d'être à la COP24, en Pologne, en même temps que la ministre de l'Environnement. J'espère que je pourrai m'entretenir avec elle. En tout cas, elle me l'a promis. Et le monde entier a rendez-vous avec l'histoire. Le gouvernement du Québec aussi pourra y marquer l'histoire de deux façons, soit de permettre au Québec de préparer la transition ou d'en subir les conséquences. Quel côté le gouvernement du Québec choisira-t-il?

Motion formulant un grief

Et, sur ce, je voudrais déposer une motion de grief au discours d'ouverture et qui... je la cite :

«Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son projet de troisième lien entre Lévis et Québec.» Merci.

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : Je vous remercie, Mme la députée de Mercier. Et vous savez que votre motion sera déposée sous réserve de sa recevabilité. Alors, on poursuit le débat, et je vais maintenant céder la parole à la ministre déléguée au Sport, Loisir et...

Une voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Gaudreault) : ...Éducation, voilà. Excusez-moi. Pardonnez-moi. Alors, la parole est à vous.

Mme Isabelle Charest

Mme Charest : Merci, Mme la Présidente. C'est avec beaucoup de fierté et d'émotion que je prends la parole aujourd'hui devant cette Assemblée.

Vous savez, Mme la Présidente, je suis bien consciente d'être une personne privilégiée d'avoir pu mener une existence où d'extraordinaires opportunités se sont offertes à moi. J'ai eu la chance de représenter mon pays sur la scène internationale, de défendre les couleurs du Canada un peu partout dans le monde et même de ramener trois médailles olympiques au pays. Mais rien de cela n'aurait été possible si je n'avais pas été soutenue, encadrée, encouragée et aidée par une multitude de gens : mes parents, bien sûr, mais aussi mon frère Luc, ma soeur Nathalie, mes entraîneurs, mes

coéquipiers, le personnel de soutien et de nombreux bénévoles, mais aussi les gens que je croisais dans la rue et qui me prodiguaient leurs encouragements et parfois même leurs conseils.

Oui, M. le Président — un changement, ici — le sport et la vie m'ont beaucoup donné, et il est venu un moment où j'ai senti qu'il était temps pour moi de redonner à la génération suivante une partie de ce que j'ai reçu. C'est d'ailleurs le sens premier de mon engagement politique, la raison de ma présence ici, parmi vous.

Évidemment, faire son entrée en politique demande une dose d'humilité. Au départ, on se contente d'offrir ses services en tentant de demeurer bien consciente qu'il est fort possible qu'ils ne soient pas retenus. J'avais tout ça en tête quand j'ai décidé d'offrir mes services à mes concitoyennes et concitoyens de Brome-Missisquoi, la plus belle circonscription du Québec, avec laquelle je suis tombée en amour en même temps que je suis tombée en amour avec mon beau footballeur et où j'ai le privilège et le bonheur de vivre depuis 18 ans.

J'étais aussi bien consciente que j'avais un énorme défi devant moi, un défi qu'il m'était impossible de relever seule. En effet, d'une part, la circonscription de Brome-Missisquoi n'avait jamais élu une femme et, d'autre part, c'était une forteresse détenue par le parti qui forme aujourd'hui l'opposition officielle, qui avait à ce moment remporté 11 élections consécutives dans Brome-Missisquoi, un long règne remontant jusqu'en novembre 1980.

Croire en mes chances dans de telles conditions demandait clairement une bonne dose d'optimisme et probablement aussi un peu d'inconscience, M. le Président. Heureusement, une des choses que ma carrière d'athlète m'a apprises, c'est qu'il faut parfois cesser de se poser des questions et simplement foncer, et c'est ce que j'ai fait. Mais je n'étais pas seule dans cette aventure. Je pouvais d'abord compter sur l'appui indéfectible de mon mari, Steve Charbonneau, lui-même natif de Cowansville, de mon fils Noah et de ma fille Ellie. Et j'ai vite réalisé que je pouvais également m'appuyer sur une extraordinaire équipe de bénévoles qui s'était assemblée de manière pratiquement spontanée à partir des premiers mois d'été. J'ai alors compris que tout était devenu non seulement possible, mais qu'une vraie chance de victoire existait, une victoire qui s'est matérialisée le soir du 1er octobre dernier.

Je ne pense pas avoir assez de mots pour traduire ma gratitude et ma reconnaissance envers ces femmes et ces hommes qui se sont investis dans notre campagne. Nous avons une équipe extraordinaire, soudée et enthousiaste, et je tiens à les remercier, chacune et chacun d'entre eux, remercier leur implication, leur engagement et les sacrifices qu'ils ont consentis pour m'aider. Aujourd'hui, une partie de mon équipe électorale s'est transformée en équipe de circonscription, une équipe dont je suis très fière, composée de trois femmes de grande qualité.

Nous aurons bien des défis à relever dans Brome-Missisquoi. Notre CLD nous rappelle souvent, notre région est pleine de potentiel, mais elle manque aussi cruellement de travailleuses et de travailleurs. En effet, la situation du plein-emploi dans la circonscription est bien connue et bien documentée, mais elle cache un autre phénomène nettement moins réjouissant, celui de sévères pénuries de main-d'oeuvre. En effet, en ce moment même, 2 000 postes sont vacants dans 21 municipalités de la MRC de Brome-Missisquoi. Le manque de main-d'oeuvre a des conséquences très préoccupantes chez nous. Les restaurants réduisent leurs heures d'affaires, les employés sont constamment sollicités pour faire du temps supplémentaire, et la croissance des entreprises est freinée par leur incapacité à ouvrir de nouveaux quarts de travail.

Après de nombreuses consultations auprès de l'ensemble des acteurs du milieu, le centre local de développement a développé une stratégie agressive de promotion fondée sur l'attractivité de notre région, stratégie qui s'échelonne sur 10 ans et qui vise à attirer 10 000 travailleurs et 6 000 familles chez nous. C'est un vaste chantier et de très nombreux objectifs, Mme la Présidente, j'en suis bien consciente, mais j'ai l'intention d'appuyer fermement cette stratégie et d'offrir toute l'aide possible aux intervenants de notre milieu.

Une autre des caractéristiques de notre circonscription, M. le Président, c'est la présence d'une importante communauté anglophone. C'est pourquoi, le 13 novembre dernier, j'ai accueilli à mon bureau des représentants des Townshippers, l'association qui défend les intérêts des anglophones des Cantons-de-l'Est. Ils m'ont largement fait état de leurs préoccupations concernant la prestation de services en anglais dans certains secteurs, notamment en santé, suite à la création, par le gouvernement précédent, du CIUSSS de l'Estrie-CHUS. M'assurer que nos citoyennes et citoyens anglophones de Brome-Missisquoi reçoivent les services auxquels ils ont droit dans leur langue maternelle constituera également une de mes grandes préoccupations, M. le Président.

Comme vous le savez, le 18 octobre dernier, notre premier ministre m'a fait l'immense honneur de me nommer ministre déléguée à l'Éducation, en charge du Loisir et du Sport. À cet égard, une bonne part de mes responsabilités consistera à soutenir l'accès aux loisirs et aux sports, et ce, partout sur le territoire du Québec.

L'objectif que je me suis donné, c'est d'être la ministre de l'accessibilité, d'agir pour démocratiser l'accès aux activités sportives, et ce, par le biais de tous les leviers à ma disposition. Pour nos jeunes, le sport, les activités physiques et de plein air ainsi que les loisirs peuvent aussi contribuer au développement de passions qui les inciteront à se dépasser, à repousser leurs limites.

J'en profite pour répéter l'importance du lien existant entre les communautés et les écoles. À cet égard, le travail de collaboration et de mise en commun des infrastructures de sport et de loisir va se poursuivre. Notre objectif est de maximiser l'accès aux installations à toute la population. Être la ministre de l'accessibilité, c'est d'ailleurs aussi travailler avec acharnement pour aplanir les différends entre le secteur scolaire et le monde municipal afin de mieux desservir le plus grand nombre d'utilisatrices et d'utilisateurs possible.

Le gouvernement compte également poursuivre son soutien aux athlètes de haut niveau. Ils représentent toutes et tous des modèles pour nos jeunes, qui s'en inspirent pour se fixer à leur tour des objectifs. Je crois que des athlètes d'élite, de par leur détermination, leur rigueur et leur passion, ont un effet mobilisateur qu'il ne faut pas sous-estimer.

• (16 h 30) •

Comme vous le savez, les dossiers chauds ne manquent pas. Et je compte évidemment, M. le Président, sur la collaboration de tous les membres de cette Assemblée pour donner aux jeunes et moins jeunes tous les outils nécessaires pour leur permettre d'être actifs au quotidien. Merci.

Une voix : ...

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Vaudreuil.

Mme Marie-Claude Nichols

Mme Nichols : Merci, M. le Président. Permettez-moi d'abord de vous féliciter pour vos nouvelles responsabilités. J'aimerais également féliciter les 124 collègues députés élus qui forment cette 42^e législature.

Se retrouver sur les banquettes de l'Assemblée nationale est un privilège et une grande fierté, et je vous souhaite une belle collaboration et un travail efficace au bénéfice de toute la population du Québec.

J'ai aussi une pensée pour mes collègues de la 41^e législature, à qui je dois beaucoup, lesquels j'ai eu le plaisir de côtoyer et pour qui j'aurai toujours beaucoup de respect.

J'ai une pensée aussi particulière pour mes prédécesseurs du comté de Vaudreuil, M. Daniel Johnson, M. Yvon Marcoux, lesquels je salue. Évidemment, j'ai quelques remerciements. C'est souvent la partie la plus longue de nos discours, mais je pense que nos gens le méritent tellement, donc alors je vais les nommer et je vais essayer de ne pas être émue en nommant la plupart des gens qui ont travaillé à mes côtés pendant 39 jours, parce que vous savez que la campagne électorale a été longue. 39 jours de campagne électorale, ça demande beaucoup de courage, beaucoup d'acharnement, et surtout c'est un travail d'équipe, alors ils méritent tous et chacun d'avoir un petit remerciement de ma part et sûrement de votre part aussi.

Alors, merci à mon équipe de circonscription, merci à Brigitte, Véronique, Stéphane. Un gros merci de vos disponibilités et de vos multitâches, si je peux m'exprimer ainsi. Merci aux précieux bénévoles. Les bénévoles, en 2018, sont vraiment des denrées rares et sont très précieux. Alors, merci aux nombreux bénévoles qui ont participé soit en faisant des téléphones, des tâches aussi minimes qu'être présentes ou présents au bureau de comté, les pancartes et etc. J'en passe, mais merci aux nombreux bénévoles qui ont été parmi nous.

Merci aussi à mon exécutif, les membres de l'exécutif et bien sûr à mon président, M. Christian Ouellet. Un gros merci.

Merci à ma famille. C'est des gens qui se sont beaucoup impliqués sûrement par intérêt évidemment, mais, je pense, aussi un peu par amour. Alors, merci à mes amis, merci à ma mère, qui est restée à la maison 39 jours et qui a complété toutes les petites demandes spéciales de mes ados, et là je pourrais vous parler des nombreux desserts qu'elle a préparés, des manicottis, etc. Donc, merci beaucoup, maman, d'avoir pris soin de mes ados pendant 39 jours, à mon frère Philippe, à ma famille, particulièrement à mes deux enfants, dont chacun a joué un rôle important dans la dernière campagne électorale. Mon beau Maxim, à qui j'ai donné le titre de directeur des pancartes, parce qu'avec un titre ils sont plus efficaces, ces ados-là. Donc, un gros merci à Maxim et ses amis, qui ont pris en charge la pose des dites pancartes électorales. À ma belle Emmy, qui aussi méritait le titre de directrice des réseaux sociaux, qui a pris en charge le Facebook et l'Instagram, peut-être une petite faiblesse pour moi. Alors, merci, ma belle Emmy. Je suis vraiment privilégiée de pouvoir compter sur deux ados adorables, comme on les appelle chez nous, qui appuient sans hésiter les projets de carrière de leur mère, et ce, sans jamais renouer mes absences, mes retards et parfois même nos petits repas sur le coin de la table. Du fond du cœur, merci de votre complicité et, comme on dit chez nous : «You are the best fans ever.»

Quand je parle d'un travail d'équipe, j'inclus et je remercie aussi chaleureusement les citoyennes et les citoyens de la circonscription de Vaudreuil de m'avoir accordé à nouveau leur confiance, et ce, pour un second mandat. Je m'engage avec détermination auprès de mes électeurs de toutes les allégeances politiques à travailler les enjeux qui leur tiennent à cœur, qui les préoccupent. Je vais être leur voix en cette enceinte pour défendre leurs intérêts.

Citoyennes, citoyens, vous êtes toujours les bienvenus au bureau de comté, que ce soit pour venir prendre un petit café, venir jaser avec la députée, venir jaser aussi avec les employés. On le répète souvent, au bureau de comté, vos projets deviennent nos projets, et vos problèmes deviennent nos problèmes.

Un mot sincère pour remercier les élus, les élus, les maires et la mairesse, conseillères et conseillers municipaux de la circonscription de Vaudreuil, avec qui il est toujours agréable de travailler. Merci de votre confiance, et soyez assurés de ma grande collaboration. Ensemble, nous continuerons de faire évoluer nos idées afin d'améliorer le bien-être des citoyens de vos municipalités, qui constituent le merveilleux comté de Vaudreuil.

Le comté de Vaudreuil, c'est maintenant sept municipalités : L'Île-Perrot, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Terrasse-Vaudreuil, Pincourt, Vaudreuil-Dorion, Vaudreuil-sur-le-Lac et L'Île-Cadieux. La circonscription de Vaudreuil est riche de plus de 70 communautés culturelles et regorge d'organismes qui oeuvrent à répondre aux différents besoins de la population de la région.

J'attire votre attention sur le volet culturel, lequel est extrêmement énergétique, même intégrateur, entre autres par la médiation culturelle qui est beaucoup pratiquée par la ville de Vaudreuil-Dorion, qui a reçu de nombreux prix internationaux relativement à la médiation culturelle et qui s'en sert pour intégrer les communautés culturelles. Mais c'est aussi une pratique qui est à l'ensemble du comté de Vaudreuil.

Les citoyens sont choyés, ils peuvent participer à plusieurs festivals, plusieurs événements pour tous les goûts. Il y a le Festiblues, le Festival de cirque, le Festival de la SOUPE, le Festival interculturel de Pincourt, le Festival Alors on danse, le festival de musique émergente Artefact, plusieurs festivals dans le comté de Vaudreuil. On vous y invite.

Quand on me demande de parler de Vaudreuil, les mots qui me viennent à l'esprit sont dynamisme et explosion démographique. D'ailleurs, l'explosion démographique est une bonne nouvelle et aussi un beau problème. Du moins qu'on puisse dire, c'est que cette explosion démographique force nos organismes, nos élus à être très créatifs pour répondre aux besoins des citoyens. C'est pourquoi les besoins deviennent aussi des défis.

Le comté a alors plusieurs défis, d'abord en santé. D'emblée, permettez-moi de rappeler aux citoyens de Vaudreuil qu'il y a, maintenant, sur notre territoire, deux supercliniques en fonction. Les supercliniques sont ouvertes 12 heures

par jour, 365 jours par année. Il y a aussi le projet de l'hôpital Vaudreuil-Soulanges, projet pour lequel le milieu s'est mobilisé afin de faire cheminer le dossier.

Et j'en profite également pour dire un grand merci à ma collègue des dernières années, ma collègue de Soulanges, Lucie Charlebois. Merci de ton active implication, merci de tout coeur. Quand Lucie s'implique dans un dossier, Lucie s'implique avec coeur et avec détermination. Merci. Je le sais que tu l'as fait dans l'intérêt des citoyens de Vaudreuil et de Soulanges, mais parce que le besoin était là. Alors, un gros merci.

Je comprends les citoyens d'être impatients d'avoir leur hôpital. Et surtout je sais que notre population doit souvent se rendre à Valleyfield ou même à Hawkesbury pour être soignée. Je vous rassure, alors que nous étions au gouvernement, nous avons tout mis en place afin que l'hôpital de Vaudreuil-Soulanges suive le processus de réalisation, et ce, sans être déclassé ou mis de côté par un autre parti, comme il est arrivé en 2012.

D'ailleurs, permettez-moi de dire que je trouve déplorables que le dossier de l'hôpital, particulièrement la partie sur l'échéancier, ait été un enjeu de campagne électorale. En effet, la CAQ est venue promettre de commencer les travaux dans l'année qui suivait les élections et une ouverture après quatre ans. Eh bien, déjà une promesse de non tenue. Pas plus tard que le 31 octobre dernier, la ministre de la Santé et des Services sociaux acheminait une lettre au préfet de la MRC Vaudreuil-Soulanges indiquant que les travaux devraient débuter en 2022 et se terminer en 2026, tel que prévu depuis le début. Clairement pas d'échéancier devancé. J'ai bien hâte d'entendre la nouvelle députée de Soulanges sur cet aspect précis.

Je trouve aussi très regrettable que, pour des députés et des ministres qui veulent une collaboration de part et d'autre, qui clament haut et fort qu'ils seront collaboratifs et humanistes, ni la députée caquiste de Soulanges ni la députée de Vaudreuil n'aient été en copie sur la lettre de la ministre, alors que nous sommes directement concernées par ce projet, mais que le maire de Vaudreuil-Dorion soit, lui, en copie sur la lettre au préfet de la MRC Vaudreuil-Soulanges. J'imagine que ça sera quelques petits ajustements.

Le comté de Vaudreuil a aussi des défis de transport. Géographiquement, le comté de Vaudreuil est le premier comté situé à l'ouest de l'île de Montréal, et, pour y accéder, il y a deux accès presque parallèles, soit deux ponts, le pont de l'Île-aux-Tourtes et celui de l'autoroute 20. Malheureusement, les deux nécessitent des interventions majeures. Bien que le pont de l'Île-aux-Tourtes fasse récemment les manchettes suite à un avis de projet du ministère de l'Environnement, ledit pont est déjà inscrit au PQI 2018-2028 et nécessite d'être refait dans son intégralité. Ce sont environ 83 000 véhicules par jour qui empruntent ce pont. Il est important de rappeler au ministre des Transports que ce nouveau pont doit, sans compromis, prévoir une voie pour l'éventuel prolongement du REM vers Vaudreuil-Soulanges puisque Vaudreuil et Soulanges sont deux comtés en explosion démographique.

• (16 h 40) •

Le dossier de l'autoroute 20 est aussi un défi majeur puisqu'il s'agit présentement du seul tronçon au Canada de sept kilomètres qui a des feux de circulation et qui en fait donc un boulevard urbain. J'ai presque envie de dire que je suis soulagée de mes inquiétudes par rapport à l'autoroute 20 puisque, lors de la visite du premier ministre, refaire ce tronçon a été promis aux citoyens de Vaudreuil et Soulanges.

Bien sûr, nous avons aussi des enjeux de transport en commun tant pour circuler à l'intérieur de notre territoire que pour desservir les citoyens qui travaillent à l'extérieur du comté. Il y a définitivement plusieurs défis pour un comté en pleine explosion démographique, dont les besoins d'infrastructures sportives, culturelles se font criants : piscines, arénas, pistes d'athlétisme, salles de spectacle. Ce sont tous des projets qui sont un besoin pour la population.

Bien sûr, je ne peux passer sous silence le sujet de l'éducation. Le comté de Vaudreuil a besoin, en plus de nouvelles écoles primaires et secondaires... il a aussi besoin d'un centre d'études collégiales sur son territoire. En effet, les étudiants qui terminent le secondaire doivent souvent se rendre soit à Valleyfield, John-Abbott ou Gérald-Godin pour poursuivre des études à proximité. Alors, continuons notre travail pour créer un centre d'études collégiales dans le comté de Vaudreuil. Le besoin est là tant pour la population de Vaudreuil que pour la population de Soulanges.

Quant à la maternelle quatre ans, je comprends les engagements et l'ambition du nouveau ministre de vouloir à tout prix instaurer des maternelles quatre ans. Mais, quand la lune de miel sera terminée, on pourra regarder ensemble les paramètres manquants, particulièrement dans un comté en explosion démographique, pour ce genre d'installation. On pourra en reparler.

J'en profite au passage pour souligner le fantastique travail de la commission scolaire des Trois-Lacs, qui est, sans aucun doute, un modèle tant relativement au fonctionnement, mais aussi par rapport à leur travail avec le milieu dans Vaudreuil et dans Soulanges.

Étant donné le temps qui s'écoule, je souhaite aborder mon rôle de porte-parole de l'opposition en matière d'affaires municipales. Ceux qui me connaissent savent bien que j'ai un intérêt particulier pour le monde municipal. Je dis souvent que mon coeur est au municipal. Ayant été mairesse à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot — et là je me permets de dire que c'est définitivement une des plus belles villes au Québec, et que le monde municipal me manque, particulièrement les assemblées municipales qui avaient lieu une fois par mois qui nous permettaient d'avoir une certaine proximité avec nos citoyens, parfois pour parler de rainettes, parfois pour parler de petits crapauds salauds ou encore parler de développement, de bibliothèques, d'infrastructures, mais ce sont des petits moments qui me manquent — préfet de la MRC Vaudreuil-Soulanges, une MRC bien en place, fonctionnelle, qui va super bien, vice-présidente de la CRE Vallée-Haut-Saint-Laurent et nommée dans divers comités de la CMM, mon implication directe dans ce milieu municipal m'a permis de comprendre bien des choses, dont mon compte de taxes, mais, plus sérieusement, apprendre à travailler en gardant en tête la capacité de payer de nos citoyens, ceux qui votent pour nous. Par conséquent, une saine gestion est une priorité.

Je crois sincèrement que le gouvernement a un rôle à jouer auprès des municipalités, d'abord en accentuant leur autonomie municipale. Qui de mieux qu'une mairesse ou un maire, ses conseillères et ses conseillers pour connaître et

prioriser les besoins de sa municipalité, de ses citoyens? Chaque municipalité est différente. Certaines sont plus rurales, d'autres sont plus urbaines, et leurs besoins diffèrent, ce pour quoi le gouvernement doit continuer d'être un partenaire de premier plan, à l'écoute des municipalités, des villes, des MRC, mais aussi de leurs regroupements, comme la FQM et l'UMQ.

Plusieurs enjeux guettent le gouvernement, tels la renégociation du pacte fiscal, la date des élections municipales 2022, la légalisation du cannabis et le partage des revenus, le point de TVQ remis aux municipalités, la tarification des services de la Sûreté du Québec, la pénurie de main-d'œuvre, sans oublier la réforme du mode de scrutin, qui, avouons-le, diminuera le point des régions d'environ 10 %. Est-ce que c'est ce que nous voulons?

Vous aurez compris que c'est l'intérêt des citoyens qui guidera mes prises de position dans chacun des dossiers touchant le milieu municipal, et ce, afin que chaque municipalité puisse créer un milieu de vie qui répond aux besoins des citoyennes et citoyens d'aujourd'hui, mais aussi pour l'avenir.

En terminant, avec redondance, oui, oui, je veux une fois de plus remercier les citoyennes et les citoyens du comté de Vaudreuil de leur confiance en m'accordant un second mandat, et surtout leur réitérer que je suis toujours là pour eux. Merci.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci. Je cède maintenant la parole à M. le député de Nicolet-Bécancour.

M. Donald Martel

M. Martel : Merci, M. le Président. M. le Président, je me dois d'abord d'adresser mes plus sincères remerciements à tous mes concitoyens et concitoyennes de Nicolet-Bécancour, qui m'ont témoigné leur appréciation de manière on ne peut plus claire, et ce, pour un troisième mandat consécutif le 1er octobre dernier. Je tiens aussi à remercier mes collaborateurs et tous ceux et celles qui se sont impliqués généreusement dans cette campagne électorale d'un bout à l'autre de la circonscription. Je n'aurais jamais pu espérer obtenir de tels résultats si je n'avais pas pu compter sur leur engagement, leur générosité et leur enthousiasme.

Je dois le dire, un des plus beaux cadeaux que l'on reçoit en politique est justement de constater la ferveur et les convictions de toutes ces personnes prêtes à fournir des efforts exceptionnels pour vous aider. Ce genre d'engagement gratuit est non seulement admirable, mais il est essentiel à notre vie démocratique. Alors, je redis un immense merci à mes collaborateurs et collaboratrices dans tous les coins de la circonscription de Nicolet-Bécancour. Je sais qu'ils se reconnaîtront. Et, tout en leur exprimant ma reconnaissance, je leur dis également que je comprends la responsabilité qui m'incombe désormais d'être entièrement à la hauteur de leurs attentes et de leurs espoirs.

Ces élections ont amené une transformation radicale de la carte électorale en Mauricie, alors que n'avions aucun député dans cette région et nous avons remporté les quatre circonscriptions. Ces résultats me réjouissent tout particulièrement, non seulement parce que je suis moi-même originaire de la belle ville de Grand-Mère, mais aussi parce que ces victoires couronnent des années d'efforts et de travail pour faire connaître notre formation politique en Mauricie.

Je veux féliciter mes quatre nouveaux collègues de la Mauricie et les remercier d'avoir accepté de se joindre à notre formation politique. Si on ajoute la victoire de mes trois autres confrères du Centre-du-Québec, je ne peux que me réjouir de l'appui unanime que les comtés de la Mauricie et du Centre-du-Québec ont accordé à notre formation politique.

M. le Président, je veux également dire que j'ai accepté avec enthousiasme le mandat que le premier ministre m'a confié en rapport avec le Projet Saint-Laurent et le volet Zones d'innovation. J'agirai comme adjoint parlementaire du premier ministre sur cette question et je veux en premier lieu le remercier de la confiance qu'il m'a accordée en me confiant un dossier que je sais prioritaire pour lui.

Le Projet Saint-Laurent est très emballant. Il englobe une vision où se rejoignent l'économie, l'environnement, le tourisme, la formation, le savoir et la qualité de vie des citoyens. L'aménagement de zones d'innovation permettra la création de quartiers innovants, de secteurs résidentiels et commerciaux ainsi que des lieux de travail, de recherche, d'apprentissage et de divertissement dans le but d'offrir des emplois bien rémunérés et une qualité de vie dans toutes les régions.

Je travaillerai donc, au cours des prochains mois, à définir les paramètres de ces zones d'innovation, à identifier les endroits les plus propices à leur implantation et à développer concrètement des projets de nouvelles entreprises qui sauront profiter d'un nouvel environnement favorable à leur épanouissement. Bien sûr, je voudrais m'assurer que ma région profite des retombées de ce projet. Nous avons, chez nous, d'excellentes maisons d'enseignement, une main-d'œuvre qualifiée, des entrepreneurs motivés, des infrastructures de haut niveau, et notre région est accueillante à tout point de vue, autant par son environnement de qualité que par la chaleur et l'hospitalité des citoyens.

Nos installations portuaires, nos sites industriels, nos axes de communication et nos sources d'énergie sont autant d'atouts qu'il faut mettre en valeur dans le respect de nos priorités environnementales. Le développement industriel est une priorité dans notre région, mais il ne faut pas oublier nos producteurs agricoles, qui constituent des joueurs majeurs de l'économie régionale et qui sont, en outre, des atouts de taille pour le maintien de la vitalité de nos communautés rurales. J'ai toujours été un grand admirateur de ces gens qui sont des véritables entrepreneurs dans l'âme.

Je veux aussi assurer les élus municipaux, mais également mes concitoyens par rapport aux frustrations relatives aux délais auxquels nous nous résignons trop facilement. Je vous entends bien et je partage avec vous ces mêmes frustrations. Je collaborerai avec mon gouvernement et nous ferons la démonstration que l'élimination des délais sera la preuve du fonctionnement plus efficace de l'État.

• (16 h 50) •

L'avenir de la ruralité est l'une de mes plus grandes, sinon la plus importante de mes préoccupations. Durant la dernière législature, j'ai fait un relevé et j'avais constaté que nous étions très peu de députés à vivre en milieu rural.

Peut-être comprenons-nous mieux que d'autres la fermeture d'une école, d'un dépanneur, d'un guichet de Desjardins, d'une station-service dans le voisinage. Pour ma part, cela me donne encore plus d'énergie et de motivation pour me battre afin d'assurer la survie de nos régions rurales.

De mon point de vue, le Québec, c'est beau parce que c'est habité. Bien sûr, nous avons des paysages pittoresques, des forêts, des lacs, des rivières, des montagnes, mais ce qui fait notre beauté réelle, ce sont ses habitants, ses communautés, ses villages souvent regroupés autour d'une église, d'une école, d'un centre multifonctionnel, ses fermes petites et grandes, mais aussi ses festivals, célébrations et activités de toutes sortes qui enjolivent nos quatre saisons et même que son folklore et ses traditions qui risqueraient de se perdre si nous habitons tous dans des grands centres urbains. C'est pour ça qu'il faut se battre, et j'ai la ferme intention de continuer de le faire.

A cet effet, j'aimerais créer un cercle d'amis députés vivant en milieu rural qui se rencontreraient et échangeraient sur les meilleures façons d'améliorer les choses en milieu rural. L'invitation est lancée. Je vous en reparlerai.

Pour terminer, je veux vous dire que la représentation des citoyens est à la base du rôle de député tel que je le conçois. Je voudrai toujours représenter au mieux les intérêts de ma circonscription. C'est là mon premier devoir, et je me sens aujourd'hui mieux équipé que jamais pour l'accomplir. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Nous poursuivons nos travaux, et je cède maintenant la parole à Mme la députée de Laviolette—Saint-Maurice.

Mme Marie-Louise Tardif

Mme Tardif : Merci, M. le Président. Je suis extrêmement fière de représenter la nouvelle circonscription de Laviolette—Saint-Maurice, résultat de la fusion des anciens comtés de Saint-Maurice et de Laviolette, créant ainsi la troisième plus grande circonscription électorale du Québec.

Tout d'abord, permettez-moi de remercier M. Jacques Morand pour m'avoir recrutée, ainsi que le député de la circonscription de Nicolet-Bécancour, M. Donald Martel, pour m'avoir choisie et soutenue comme candidate du meilleur parti au Québec, la Coalition avenir Québec.

Cependant, pour être bien franche, au moment où j'ai été approchée, j'ai dit : Je ne suis pas une politicienne, je suis une entrepreneure rigoureuse qui fait du redressement d'entreprise et qui gère à la cent, et ils m'ont dit : C'est exactement ce qu'on cherche. Ainsi, si j'ai accepté de faire de la politique, c'est dans l'espoir de faire plus et de faire mieux, de faire autrement, de dire les vrais faits et non de rester sur des perceptions.

Je suis peut-être encore naïve, mais j'ose croire que tous les députés, nous saurons mettre de côté la partisanerie et que nous travaillerons ensemble pour le bien collectif du Québec et des Québécois et Québécoises.

Aussi, je me dois de remercier et de saluer tous les bénévoles qui m'ont soutenue et accompagnée dans cette aventure excitante et exigeante qu'est une campagne électorale, et notre campagne, nous l'avons échelonnée sur cinq mois de travail. Merci plus particulièrement à Serge Aubry, Sylvie Guilbeau, David Chrétien, Maxime Gervais-Dézziel, Charlotte Houle, Germain Drouin ainsi que Maria-Bella Tardif, des bénévoles généreux et dévoués.

Je tiens aussi à remercier du fond du coeur les citoyens et citoyennes de Laviolette—Saint-Maurice pour la confiance qu'ils m'ont témoignée en me donnant une impressionnante majorité de 9 000 voix. Les gens se sont exprimés pour enfin avoir du changement, pour faire plus et faire mieux. Merci. Par contre, comme je l'ai mentionné le 1er octobre, je suis maintenant la députée de l'ensemble des citoyens et citoyennes du comté, peu importe leur allégeance politique. Tous et toutes, vous pouvez compter sur moi et sur les membres de mon équipe pour vous aider à faire cheminer vos dossiers.

Je tiens aussi à remercier le premier ministre pour la confiance qu'il m'a accordée en me nommant attachée parlementaire au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs pour le secteur forêt.

Mon comté, c'est une région pionnière de l'industrialisation au Québec, un terroir important où les premiers barrages hydroélectriques canadiens ont été construits et où, pendant près de 100 ans, la rivière Saint-Maurice a servi de voie de transport du bois. Les draveurs y ont risqué leur vie et les poètes ont chanté cette rivière. Lieux historiques intrigants et instructifs, chutes et cascades, berceau de grands artistes, tels Jacques Newashish et Félix Leclerc, renommée pour ses bonnes bières et ses beaux paysages naturels ainsi que pour les services de proximité de ses villes et villages, voilà ma belle région de Laviolette—Saint-Maurice.

En 2001, la Mauricie a obtenu le titre de capitale forestière canadienne, ce titre prestigieux, capitale forestière canadienne, un titre bien mérité, car ma région est une des régions les plus prospères en termes de foresterie, de faune, de lacs et de rivières, une des régions du Québec d'avant-garde, où les industriels forestiers travaillent selon un concept d'harmonisation avec les autres utilisateurs du territoire, dont les communautés autochtones, les gestionnaires fauniques, les propriétaires de pourvoirie, les villégiateurs, etc.

Mais ma magnifique région, qui était la plus prospère au Canada en matière économique dans les années 50, a vécu, plus particulièrement au cours de la dernière décennie, la fermeture de plusieurs importantes usines manufacturières. Le départ de ces grandes usines a eu des impacts énormes en termes de pertes d'emploi et a aussi laissé des cicatrices sur les terrains et des sols contaminés.

Je me suis engagée à soutenir les projets de décontamination des sols afin de stopper la contamination de la nappe phréatique en plus de rendre ces terrains disponibles au développement de projets économiques structurants. J'ai déjà rencontré les fonctionnaires du ministère de l'Environnement. La CAQ s'est engagée à alléger les lourdeurs administratives afin de faire cheminer plus efficacement les dossiers. Chez nous, il faut davantage appuyer aussi, entre autres, les producteurs maraîchers et les agriculteurs.

Laviolette—Saint-Maurice, c'est une région où les gens ont prouvé leur dynamisme et leur capacité à relever leurs manches afin d'innover pour développer de nouvelles avenues d'emploi. Les gens y sont accueillants et dynamiques.

Mais ma région est aussi une région vieillissante, entre autres à cause de l'exode des jeunes et du manque de main-d'œuvre. Et pourquoi? En partie assurément parce qu'il n'y a pas eu d'investissement au cours des dernières années afin que le réseau cellulaire et Internet couvre l'ensemble du territoire. Imaginez, plus de la moitié de mon territoire habité n'est pas couvert par un réseau cellulaire. L'enjeu n'est pas seulement de pouvoir garder nos jeunes, mais aussi de développer l'économie d'une région, d'attirer et de garder les entreprises dans la région et de rendre un territoire sécuritaire. Nous, à la CAQ, nous avons pris l'engagement et nous allons tenir notre promesse. À court terme, l'ensemble du territoire sera couvert par un système Internet efficace.

• (17 heures) •

Mais Lavolette—Saint-Maurice, c'est aussi les antagonistes en termes de conditions financières. Ainsi, la richesse y côtoie la pauvreté extrême. Et la pauvreté a le visage de personnes âgées, malades, d'enfants vivant en milieu défavorisé et de jeunes qui consomment des drogues et qui deviennent incapables de fonctionner dans notre société. Nous nous sommes engagés à soutenir les familles, à favoriser l'éducation, à désengorger la première ligne d'urgence des santés plus rapidement, à ce qu'il y ait plus de services d'orthopédagogues et de spécialistes dans les écoles. Chez nous, c'est essentiel, et je vais veiller à ce que mes citoyens et citoyennes soient bien servis en région.

Nous avons aussi de nombreux organismes communautaires et des employés dans le domaine de la santé, des gens merveilleux qui travaillent jour et nuit à aider les gens dans le besoin, mais ces employés ont aussi besoin d'aide, de soutien du gouvernement. Nous avons de belles fondations et de grands donateurs. Les centres d'action bénévole, les fondations d'hôpitaux, le Centre Roland-Bertrand, le Centre d'amitié autochtone, la Maison Aline Chrétien en soins palliatifs, la Maison Gilles-Carle, la Fondation Fusée, la Fondation des Petits coeurs rieurs en sont de merveilleux exemples.

Ma région, ce sont des entreprises et des gens d'action qui investissent pour loger et nourrir des travailleurs qui viennent des autres régions du Québec, pour maintenir une équipe de la ligue junior de hockey, Les Cataractes, qui investissent pour aménager les forêts, les coopératives forestières, qui investissent pour sauver des vies et pour soigner des gens.

Ma région, c'est une école alternative pour enseigner autrement aux enfants, c'est le projet *Enfant Nature*. C'est l'école de canotage de Shawinigan, qui fait l'envie de toutes les écoles de canot au Québec. Ce sont des compétitions provinciales et internationales, telle la *Classique internationale de canots* qui permet de parcourir 130 km en trois jours sur la rivière Saint-Maurice entre La Tuque et Trois-Rivières.

Ma région, ce sont des entreprises créatrices qui offrent de bons emplois, et qui innovent dans des domaines de pointe, et qui détiennent des niches pour des produits uniques au Québec. Mais ce sont aussi des entreprises et des entrepreneurs qui ont besoin, pour fonctionner et être plus efficaces et efficients, qu'Investissement Québec soit revu et que la lourdeur administrative de la fonction publique soit allégée. Lavolette—Saint-Maurice, c'est une région magnifique en capital humain et en richesses naturelles avec un potentiel de développement énorme.

Ma région, ce sont des gens de coeur et de passion qui désirent être respectés et qui ont fait le choix de voter pour un gouvernement qui a promis de faire plus et de faire mieux, et nous allons y voir. Merci.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à Mme ou à M... oh! M. le député de Gatineau.

M. Bussière : Et vous l'avez.

Le Vice-Président (M. Picard) : On va y venir. On va y venir, faites-vous-en pas.

M. Robert Bussière

M. Bussière : Merci, M. le Président. Très chers collègues, c'est avec beaucoup de fierté que je prends la parole aujourd'hui pour la toute première fois à titre de député de Gatineau. C'est un honneur pour moi de représenter la circonscription de Gatineau ici, à l'Assemblée nationale. Depuis près de 60 ans, les citoyens et les citoyennes du comté ont été représentés par un député du Parti libéral. Mes premiers remerciements vont, M. le Président, aux citoyens et citoyennes du comté de Gatineau pour la confiance qu'ils m'ont témoignée. Je suis honoré d'avoir remporté la dernière élection avec plus de 4 000 voix de majorité, mais encore plus lorsqu'on considère qu'il y avait en 2014 plus de 16 000 voix de majorité d'accordées aux libéraux. Ensemble, nous avons écrit une nouvelle page d'histoire.

Je souhaite aussi remercier notre chef, M. Legault, notre premier ministre, de m'avoir choisi comme candidat et, ainsi, remercier toute l'équipe de la Coalition avenir Québec de leur support durant la campagne électorale.

Je dois également remercier d'une façon toute particulière l'ensemble des bénévoles impliqués dans ma dernière campagne électorale.

Vous êtes des gens passionnés, et je vous dis un chaleureux merci. Je souhaite aussi remercier ma conjointe, Isabelle, ses enfants, mon fils Yannick, sa conjointe et mes petits-enfants. Vous êtes des personnes exceptionnelles. Merci pour votre support indéniab.

M. le Président, je suis également extrêmement reconnaissant de pouvoir compter sur une équipe professionnelle, intègre et d'expérience dans mes bureaux de comté et ici, à l'Assemblée nationale, pour m'appuyer dans mon rôle de député. C'est grâce à eux que je peux être efficace partout et en tout temps. Je remercie William, Mark, Pascale pour leur dévouement.

Permettez-moi, M. le Président, de vous parler maintenant de mon comté. Gatineau est un magnifique comté créé en 1930 et qui tire son nom de l'explorateur Nicolas Gatineau, qui, lui, a, en 1630, découvert l'Outaouais et sa magnifique rivière Gatineau. Gatineau est une circonscription qui se répartit sur plus de 15 000 kilomètres carrés, deux municipalités

régionales de comté, cinq territoires non organisés, 21 municipalités rurales, deux réserves de Premières Nations et une partie de la ville de Gatineau.

Au nord, Gatineau est un comté rural caractérisé par une faible densité de population et comprenant une MRC figurant parmi celles qui, au Québec, a le moins grand revenu disponible par habitant. La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau est caractérisée par ses milieux naturels magnifiques, offrant des sites de villégiature de grande envergure, par son industrie forestière et par son industrie agroalimentaire. Au sud, la MRC des Collines-de-l'Outaouais et la ville de Gatineau sont, quant à elles, caractérisées par une densité de population plus importante, et la MRC des Collines-de-l'Outaouais figure au rang des MRC les plus prospères au Québec. Avec ses circuits touristiques de grande qualité, le comté de Gatineau gagne à être découvert et visité par tous.

M. le Président, au cours de la campagne électorale, j'ai fait énormément de porte-à-porte, j'ai participé à un nombre important de rencontres et j'ai également rencontré plusieurs organismes communautaires, des agriculteurs et des entreprises. Tous ces gens m'ont parlé franchement, et je peux vous dire, M. le Président, que les enjeux et les préoccupations des gens du comté de Gatineau sont nombreux et importants.

J'en cite quelques exemples. L'Outaouais est sous-financé dans plusieurs secteurs d'activité, mais principalement en santé. Mon comté possède deux établissements hospitaliers et une douzaine de CLSC et de CHSLD. Le réseau a subi, bien malheureusement, les aléas du sous-financement, qui, malheureusement, perdure depuis trop longtemps. Notre gouvernement envoie un message fort aux citoyens et citoyennes du comté, la situation a assez duré. Le premier ministre a pris l'engagement en campagne électorale, il l'a réitéré lors de sa première visite officielle à Gatineau à titre de premier ministre le lendemain de la formation de son Conseil exécutif, l'Outaouais aura un nouvel hôpital de 170 lits. Ce nouvel établissement viendra, bien sûr, contribuer à l'amélioration de l'offre en services de santé, mais il est tout aussi important, sinon plus, d'assurer l'accès à un réseau local de santé de qualité qui centre ses réflexions, ses décisions et ses interventions sur l'humain et qui offre la même qualité de services, peu importe que l'on habite en ville ou en région.

Au chapitre de l'éducation, j'ai entendu, mais j'ai surtout vu lors de mes différentes activités sur le terrain que la rénovation, l'agrandissement et la construction d'infrastructures scolaires de qualité sont un absolu nécessaire. Nous nous devons, en tant que société, de permettre un milieu de vie et d'apprentissage au goût du jour, stimulant, dynamique et surtout sain et sécuritaire pour tous les enfants.

Le développement économique et touristique du comté passera inévitablement par les infrastructures routières de qualité, dont le prolongement de l'autoroute 5 et l'élargissement de la route 105 vers Maniwaki, mais également par l'élargissement de l'autoroute 50 et du pont Alonzo à Gatineau, ainsi que par la mise à niveau de nombreuses routes nationales.

J'ai également beaucoup entendu parler de la famille, de transport collectif, de développement durable, d'environnement, de culture et de communications, incluant, bien évidemment, la couverture Internet haute vitesse, et ce, pour tous.

Aux citoyennes et citoyens de Gatineau, je vous donne l'assurance que j'accomplirai le travail relié à la tâche de député avec rigueur, honnêteté et droiture. J'ai l'intention d'être rassembleur et d'agir de façon concertée afin de défendre les intérêts des citoyennes et citoyens de Gatineau, des municipalités, des organismes communautaires et de tous les acteurs du milieu. Merci, M. le Président.

• (17 h 10) •

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole à Mme la ministre déléguée au développement économique régional et députée de Côte-du-Sud. La parole est à vous.

Mme Marie-Eve Proulx

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, M. le Président. Je suis très honorée de prendre la parole pour la première fois en ce lieu historique marqué par ceux qui ont pris de grandes décisions pour les Québécois. C'est avec grande humilité que je m'adresse à vous aujourd'hui pour affirmer à quel point je suis honorée d'être ici, ayant été élue par les citoyens de Côte-du-Sud. J'ai toujours cru que la politique n'était pas une fin, mais un moyen pour changer les choses. C'est avec enthousiasme, donc, que j'accepte le mandat que m'ont confié les citoyens de la plus belle région du Québec, qui compte 45 municipalités qui sont toutes, l'une et l'autre, les plus belles.

Comme vous le savez, notre gouvernement a proposé aux Québécoises et aux Québécois une autre option, celle du changement, et ce, pour la première fois depuis 50 ans. Nous avons également fait élire le plus grand nombre de femmes dans un gouvernement. Il y a maintenant 28 femmes qui siègent au pouvoir et 53 dans cette Chambre. Je suis très touchée de faire partie de celles-ci. Nous avons également marqué l'histoire dans Côte-du-Sud. J'ai l'immense honneur d'être la première femme élue députée dans cette circonscription, en plus d'avoir été élue par une majorité historique de plus de 10 000 voix. Merci. Merci.

Cet état de fait me touche, car j'ai beaucoup travaillé au cours des dernières années à faire de la place pour les femmes en politique, qui, pour moi, est une cause qui me tient à coeur. Ce nouveau rôle, je ne peux l'assumer sans souligner le soutien inconditionnel de mes trois enfants, Jean-Christophe, huit ans, Damien, sept ans, et Maxence, deux ans et demi, et de mon amoureux, Guillaume. Ils me permettent de participer à transformer la politique, la société et d'être moi-même. C'est tout un cadeau, et je leur serai éternellement reconnaissante. Ils sont, tous les quatre, mon ancrage.

Par ailleurs, je me dois de remercier mes parents, Jean-Paul et Lise, qui m'ont transmis des valeurs de persévérance, de travail et de partage. Ils m'ont aidé pendant la campagne et ils continuent de le faire en habitant juste en avant de chez moi. Ou c'est peut-être moi qui habite en avant de chez eux.

J'ai gagné mes élections, mais, sans l'apport et l'appui de nombreux bénévoles, je n'y serais pas arrivée, comme vous tous. Je tiens donc à remercier Christian, Michel, Hayette, Marilou, Bernard, Jean-Guy, Philippe, Renée-Claude, Sylvain, Élisabeth, Richard, Alain, Isabelle, Lili, Suzanne, Dominique, et j'en passe. Je vous remercie du fond du cœur.

C'est pour moi un privilège de représenter la circonscription de Côte-du-Sud. J'y suis née, j'y ai grandi. J'ai quitté pour faire mes études, j'ai fait une maîtrise sur la revitalisation des communautés rurales. Par souci de cohérence avec mes études, je suis retournée vivre dans mon village natal, dans ma région, au cœur de Côte-du-Sud. J'y ai été conseillère municipale et mairesse, car je crois que nous devons participer individuellement et collectivement au développement des communautés.

J'ai l'immense honneur d'avoir été nommée ministre déléguée au Développement économique régional ainsi que ministre responsable des régions de Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine. Je me réjouis de cette marque de confiance, de pouvoir participer au développement du Québec avec un leader de premier plan comme François Legault.

Je suis à l'Assemblée nationale aujourd'hui, c'est clairement mon intérêt pour les régions qui m'y a menée. Il y a de cela plus de 20 ans que je m'intéresse, par mes études ou mes expériences professionnelles, à l'apport des régions au développement économique du Québec et l'intérêt, pour les régions, de repenser leur développement.

Les 15 dernières années ont été difficiles pour les régions : centralisation à outrance, fermeture de services, coupures dans les organismes de développement économique, complexification des redditions de comptes, resserrement des règles, mur-à-mur dans les politiques gouvernementales. Ces situations n'ont qu'envenimé le sort des régions, qui, dans plusieurs cas, sont en situation de dévitalisation avancée. C'est ce triste portrait et le désir de renverser la vapeur qui m'ont incitée à faire le saut en politique provinciale.

Nous devons, par ailleurs, déployer une nouvelle vision de l'occupation du territoire. Nous devons réviser nos façons de faire. Les stratégies des années 70 sont caduques, nous devons les adapter aux réalités d'aujourd'hui. Il est inacceptable qu'une personne atteinte du cancer à La Pocatière doive aller à Rimouski pour se faire soigner, loin de sa famille, avec des frais associés à ces soins. Pour changer la donne, il nous faut maintenant redéfinir la façon d'offrir et de financer les services en région, aborder rapidement la question de la décentralisation, faire davantage confiance aux régions, permettre aux régions de mieux se concerter et de faciliter la collaboration avec les secteurs municipaux, communautaires, publics et les entreprises, déconcentrer des postes en région, régionaliser l'immigration en accueillant et en intégrant mieux les immigrants pour augmenter nos capacités de rétention, moduler l'intervention de l'État aux spécificités actuelles de chacune des régions. Les gouvernements des 50 dernières années ont été très centralisateurs dans leur approche. Il nous faut, aujourd'hui, mieux collaborer et mieux soutenir les régions en leur permettant de prendre en charge leur propre développement.

Je tiens également à adresser un mot aux gens des trois régions dont je suis responsable. Je vois cette responsabilité comme une opportunité pour trois régions voisines de collaborer à résoudre des enjeux qui les touchent, de mettre en commun leurs forces sans pour autant dissoudre les traits distinctifs qui les caractérisent. Un dossier me tient particulièrement à cœur, l'Internet haute vitesse partout au Québec. Nous nous engageons à régler cette situation d'ici la fin du mandat. Ce service est aussi essentiel que l'électrification au XXe siècle.

Nous serons un gouvernement à l'écoute des acteurs de chaque milieu. Nous voulons collaborer avec les acteurs pour augmenter la prospérité du Québec. Je suis déjà à la rencontre de nombreux maires, préfets et acteurs économiques des régions du Québec, et nous partageons tous le même objectif, assurer le développement économique régional et l'occupation de notre territoire. Nous devons rendre nos régions attrayantes et innovantes et inciter les jeunes à revenir dans leur région natale et occuper notre territoire. Il nous faut créer des milieux de vie dynamiques et agiles.

En ce sens, un autre dossier me tient particulièrement à cœur, celui de l'innovation, tant sociale que technologique. Il importe, aujourd'hui, d'établir des interfaces entre le monde de la recherche et les entreprises de partout au Québec. C'est en collaborant, et ce, partout sur le territoire, que nous réussirons à trouver des solutions innovantes et créatives. Les cégeps et les universités sont d'une importance cruciale comme vecteurs de développement économique et social, et ils doivent participer à rendre plus prospère le Québec. Les établissements d'enseignement en région sont sources de développement et d'innovation. Et le modèle québécois est unique, nous devons en être fiers.

En terminant, je tiens à remercier mon équipe, autant dans les bureaux de circonscription que dans les trois régions dont je suis responsable ainsi qu'au cabinet, Christian, Denis, Krystel, Marc, Hélène, Louis-Martin, Valérie, Catherine, Mathieu, Sophie, Antoine et Maxime. Je me sens privilégiée d'être entourée d'une équipe aussi professionnelle qui a à cœur, tout comme moi, le bien-être des Québécois. Merci de m'épauler au quotidien. Avec le premier ministre et les collègues, députés et ministres, j'ai la certitude que notre mandat prouvera que le changement n'était pas seulement une option, mais une obligation. Merci.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Avant de poursuivre, un simple petit rappel, on doit donner le nom des comtés des députés et des titres, donc ministre, premier ministre, et non les noms de famille. Je cède maintenant la parole à M. le député de Chapleau.

M. Mathieu Lévesque

M. Lévesque (Chapleau) : M. le Président, les tout premiers mots que je prononce dans cette enceinte historique doivent être pour remercier les hommes et les femmes de la circonscription de Chapleau, mes parents, ma famille, mes amis, mes bénévoles et mes concitoyens, qui m'ont confié la responsabilité de les représenter ici, à l'Assemblée nationale du Québec, il y a de cela un peu plus de deux mois. Quel que soit l'avenir que me réserve la carrière parlementaire que

j'entreprends aujourd'hui, je sais d'ores et déjà qu'aucun nouvel honneur, aucune autre victoire ou expérience politique ne pourra jamais égaler le sentiment de fierté que j'ai ressenti le 1er octobre dernier. Je suis d'autant plus sensible et reconnaissant à ces appuis, puisqu'à, aucun moment durant la campagne électorale qui m'a mené ici, je n'ai été le favori dans cette course.

• (17 h 20) •

Notre équipe n'était pas la plus nombreuse ni la plus riche, loin de là. Pour la plupart d'entre nous, il s'agissait d'une première expérience politique. Notre victoire a été celle de l'espoir, de la volonté de changement et, par-dessus tout, du travail acharné. Loin d'ici, à la frontière de l'Ontario, dans une région acquise depuis trop longtemps à un seul parti politique, la population de Chapleau a fait la preuve que le grand Victor Hugo avait raison quand il a écrit : « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont le temps est venu. » Et le temps du changement était venu pour nous comme pour plus de 50 autres circonscriptions qui ont élu un député de la Coalition avenir Québec pour la première fois.

Je prends aujourd'hui, en cette circonstance solennelle, l'engagement de donner toujours le meilleur de moi-même pour être digne de cette marque de confiance. Pour commencer, je ferai tout en mon pouvoir pour réaliser les engagements prioritaires que j'ai pris durant la dernière campagne électorale, c'est-à-dire garantir de meilleurs services de santé, offrir un avenir meilleur à nos enfants grâce à l'éducation et offrir un meilleur réseau de transport pour la population de Chapleau, notamment en réalisant la construction d'un nouvel hôpital et en offrant une sécurité accrue sur l'autoroute 50.

Comme tous les députés de la formation politique que je représente, je me consacrerai aussi avec détermination et enthousiasme à la réalisation du programme gouvernemental qui a été réitéré dans le discours inaugural. Je ne doute pas que les citoyens et les citoyennes du Québec auront été rassurés, en particulier, de retrouver dans la bouche du premier ministre les trois grandes priorités énoncées si clairement au cours des derniers mois, l'éducation, l'économie et la santé.

Dans la mise au point économique qui a été énoncée cette semaine, le gouvernement affirme également sa volonté de remettre de l'argent dans les poches des Québécois et des Québécoises. Comme j'en suis sûr pour tous mes collègues ministériels, le discours inaugural a surtout été pour moi le signal du début de la première session parlementaire d'un nouveau gouvernement qui vient confirmer son parti pris en faveur de l'audace, du renouveau et de la prospérité.

Comme adjoint parlementaire de la ministre de la Justice, j'aurai aussi l'occasion, au cours de cette session, de travailler directement à l'amélioration de l'efficacité et à l'accès de notre système de justice. À ce titre, je me réjouis que le premier projet de loi que proposera notre gouvernement sera l'abolition des nominations partisans et, surtout, la nomination du Commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du Directeur des poursuites criminelles et pénales aux deux tiers des voix de cette Assemblée.

Il ne doit faire aucun doute, par ailleurs, que je représenterai ici tous les citoyens et citoyennes de la circonscription de Chapleau sans égard à leur allégeance politique ou autres caractéristiques sociales ou culturelles.

Also, my door will always be open to our Anglophone fellow citizens who have played such an important role in the history of our community and who share our hopes and aspirations for the future.

M. le Président, vous avez devant vous 67 députés issus des quatre formations politiques représentées ici qui font leur entrée pour la première fois dans ce Parlement. Comme nous le rappelle la statue du député arrivant à Québec, qu'on peut voir sur le parterre parlementaire depuis 1792, quand s'est réuni pour la première fois le Parlement québécois, des générations d'hommes tardivement rejoints par des femmes députées ont sans doute ressenti la même émotion et la même fierté que celle que nous ressentons aujourd'hui. Je suis très conscient, pour ma part, d'y arriver, dans les traces de géants de notre histoire.

Il se trouve que la circonscription que je représente ici dorénavant porte le nom d'un des plus grands parlementaires de notre histoire, Joseph-Adolphe Chapleau, qui, entre 1867 et 1898, a été élu député à Québec huit fois, a été premier ministre du Québec, puis ministre fédéral et lieutenant général du Québec. La mémoire de cet illustre prédécesseur et le souvenir des débats épiques qu'il a menés peuvent nous rappeler, je pense, que cette Assemblée n'est pas que l'arène d'une compétition politique toujours renouvelée. Elle est avant tout le forum où on a défendu notre histoire et où on a préparé notre avenir pendant 226 ans. Et, en cette journée si spéciale pour moi et pour une nouvelle génération de députés québécois, je formule le voeu que les années qui viennent nous permettront de contribuer au progrès, à la prospérité et à la sécurité de nos concitoyens et concitoyennes.

En terminant, M. le Président, je veux vous offrir mes félicitations à l'occasion de votre accession au fauteuil le plus élevé de nos institutions nationales et je vous assure d'avance de mon respect inconditionnel pour les usages et les règlements de cette Assemblée, de même que pour la dignité et l'autorité du poste que vous occupez. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole à M. le député de Richmond.

M. André Bachand

M. Bachand : Merci beaucoup, M. le Président. C'est un grand privilège de me lever aujourd'hui. Vous savez, le 1er octobre, les Québécois et Québécoises ont décidé d'écrire un nouveau chapitre dans l'histoire du Québec. Je tiens à souligner une chose, c'est que les femmes et les hommes du comté de Richmond en sont aussi les coauteurs. Et ça, félicitations, et merci aux gens de Richmond de m'avoir fait confiance.

Comme vous savez, Richmond est un comté assez spécial. C'est le troisième comté le plus peuplé au Québec, 80 000 personnes. Ce n'est pas le plus grand, c'est celui de mon collègue d'Ungava qui est le plus grand, mais 80 000 personnes. Un comté divisé en deux : 40 000, urbain; 40 000, rural, semi-rural. Alors, pour moi, de représenter ces gens-là, c'est tout un défi, mais un défi absolument extraordinaire. Du côté rural, bien sûr, on parle de développement économique, de rétention et d'attraction au niveau des emplois et de la famille. Au niveau urbain, on parle de la mobilité de la main-d'oeuvre, la mobilité des transports et l'étalement urbain.

Mais ce qui retient mon attention depuis que j'écoute mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, ce qui est historique aussi, on en parlait tantôt, que ce soit le député de Papineau, le député de Beauce-Sud, c'est l'arrivée d'une nouvelle coalition. On a des jeunes en nombre record. On a des femmes, Dieu merci! en nombre record. Et, M. le Président, je vais dire, on a des gens d'expérience aussi.

M. le Président, je suis fier de dire que je suis membre de la FADOQ. Alors, c'est ça, une coalition.

Des voix : ...

M. Bachand : Un jeune membre de la FADOQ, un jeune membre. Vous savez, quand je parle d'expérience... Et, pour moi, c'est un privilège d'être ici pourquoi? C'est qu'il y a des politiciens, des hommes et des femmes, qui ont la chance de faire ce qu'on appelle la trilogie politique, de faire le monde municipal, provincial et fédéral, et il y a de mes collègues qui sont ici qui ont déjà eu cette chance-là. Alors donc, j'ai eu la chance d'être maire et préfet, j'ai eu le privilège d'être à la Chambre des communes et, aujourd'hui, je suis à l'Assemblée nationale. Et je sais que mon collègue de Blainville a fait le même parcours, notre président du caucus. Vous savez, lui et moi, on se ressemble de plus en plus. Notre couverture capillaire n'est peut-être pas aussi importante qu'elle était avant, mais notre expérience, notre expertise sont au service de cette Assemblée nationale. Alors, blague à part, c'est ça qui fait la force de ce gouvernement-ci, qui va faire la force de ce gouvernement au cours des prochaines années, c'est d'être branché sur des réalités sociales, économiques, démographiques du Québec.

Alors, si je reviens au comté de Richmond. Dans les Cantons-de-l'Est, on a des problématiques particulières. Quand je parlais de couverture capillaire, il y a la couverture Internet et de haute vitesse aussi, que mon collègue d'Orford va régler dans les deux prochaines années. Mais il reste qu'il y a des problématiques qui sont vraiment très difficiles. Richmond, pour donner quelques exemples, on a des municipalités qui sont connues, d'autres moins connues. Asbestos, où j'ai eu la chance d'être maire, ville minière, l'amiante, qui avait réussi à se diversifier avec le magnésium et qui... malheureusement, le projet n'a pas fonctionné, mais qui a une relance présentement. On a beaucoup de difficultés, et, lorsqu'on perd des projets de cette envergure, il y a un coût social important. Dans les années 80, la ville d'Asbestos était la ville qui avait le plus haut taux de suicide au Québec. Donc, le développement économique, ce n'est pas juste de créer des jobs, c'est de sauver des vies aussi, dans les régions surtout.

On a des municipalités comme Valcourt. Tout le monde connaît Valcourt, Valcourt crée de l'emploi, mais il y a le problème de garder, d'attirer des travailleurs, et d'avoir une rétention de ces travailleurs, et d'attirer des familles. Et Valcourt, tout le monde pense que c'est parfait, mais il y a des problématiques.

Richmond, qui donne le nom au comté, Richmond a un problème de logements locatifs. Ça, c'est de la base. On parlait d'immigration, il y a un groupe d'immigrants qui sont partis de Montréal, Sherbrooke et allés à Richmond. Ils arrivent à Richmond, il n'y a pas de logements. Alors, vous voyez, ce n'est pas juste de dire : On augmente le seuil. Et le ministre a raison, c'est une problématique globale, il y a le développement économique et la question de l'immigration aussi.

On a Windsor, qui a su se développer, se maintenir grâce à la Domtar.

• (17 h 30) •

Et là on s'en va vers le secteur urbain, et là c'est le développement incroyable, secteur Rock Forest — Saint-Élie — Deauville, c'est Sherbrooke. Alors, eux, on ne parle pas de la problématique de garder des écoles ouvertes, ils veulent construire des polyvalentes, complètement différent. On ne parle pas de réparer des routes, on construit des boulevards. On ne parle pas d'avoir du covoiturage pour faire du taxi, on augmente les circuits d'autobus.

Vous voyez, c'est des problématiques différentes. Et c'est ça, le Québec, et c'est surtout ça, la beauté du comté de Richmond. Les défis sont grands, et il était temps d'avoir un gouvernement comme la Coalition avenir Québec ici, comme le gouvernement présidé par le premier ministre, pour faire en sorte que les régions reprennent leur place au sein du gouvernement. Et je le dis, M. le Président, en tout respect pour ceux qui m'ont précédé, des gens que vous avez côtoyés, que ce soit Karine Vallières ou son père, Yvon, qui ont été... M. Vallières qui a été président de l'Assemblée nationale, c'est des gens qui se donnent à fond. Mais, si, à la tête du gouvernement, on n'a pas les politiques essentielles au développement des régions, ça ne fonctionnera pas. Et là c'est pour ça qu'aujourd'hui on a une dynamique absolument exceptionnelle. Et, oui, il va y avoir des changements, oui, il va y avoir des améliorations, parce que tout le monde ici, de ce côté-ci de la Chambre, on vise la même chose. Et pourquoi? On est un gouvernement qui est connecté, qui comprend et qui a de la compassion vis-à-vis l'ensemble des gens du Québec. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Nous poursuivons. Je cède maintenant la parole à Mme la ministre de la Justice et députée de Champlain.

Mme Sonia LeBel

Mme LeBel : Alors, merci. Merci, M. le Président. C'est vraiment un immense plaisir de me retrouver devant vous aujourd'hui et d'avoir l'occasion d'adresser ces quelques mots là.

Mes premiers mots seront d'ailleurs pour les gens de Champlain, c'est à eux que je veux adresser mes premières paroles en cette Chambre, dans ce discours. Vous m'avez accueillie, vous le savez, avec chaleur, vous m'avez fait confiance. J'avais déjà de belles attaches en Mauricie, mais maintenant je m'y sens pleinement chez moi. Et je n'oublierai jamais que je suis ici aujourd'hui comme députée, comme ministre, grâce à vous. Merci. Merci beaucoup.

Mon premier rôle comme élue va être d'être votre députée à tous, peu important vos allégeances. Je serai vos yeux, vos oreilles, votre voix à l'Assemblée nationale. Et, avec Marylène, Maxime et France, ma magnifique équipe du bureau de Champlain, nous veillerons à défendre vos intérêts.

Je souhaite d'ailleurs également souligner le travail des bénévoles, qui ont oeuvré sans relâche durant la campagne. Vous savez, la Coalition avenir Québec, la CAQ, n'avait pas nécessairement un gros bassin de bénévoles, quand je me suis présentée comme candidate dans Champlain, et les gens se sont rassemblés derrière moi, M. le Président, et avec toute la force qu'on connaît. On a le succès qu'on a aujourd'hui. Alors, un grand merci, mes amis.

Je tiens également, naturellement, à remercier le premier ministre, mon chef, pour la confiance qu'il a mise en moi en me nommant ministre. C'est un immense privilège, que j'entends prendre au sérieux.

Vous savez, depuis ma tendre enfance, mes parents nous ont inculqué, à ma soeur et à moi, des principes forts de justice et d'équité, et ce sont ces principes qui guideront mes décisions tout au long de mes actions, tout au long de mon mandat. La justice, c'est une aspiration profonde. Elle résonne en chacun de nous au quotidien, elle n'est pas réservée aux experts. Nous la voulons plus ouverte, plus claire, plus accessible. Nous la voulons plus efficace.

En tant que ministre de la Justice, j'entends tout mettre en place pour m'assurer que notre action sera orientée vers ces objectifs. Pour ce faire, nous devons moderniser notre système pour le rendre adapté aux réalités actuelles, tant sociales que technologiques. Tous devraient avoir la possibilité de faire valoir leurs droits et d'obtenir justice, peu importe leur position dans la société. Il est également de notre devoir d'accompagner humainement les personnes victimes dans des épreuves difficiles.

Pour, naturellement, réaliser cette vision, plusieurs chantiers devront être menés. Le premier grand chantier est celui de la transformation de notre système de justice. Mon rôle sera de donner l'impulsion nécessaire au système de justice pour atteindre les plus hauts niveaux de qualité auxquels les citoyens s'attendent. Mais cette transformation doit être réalisée en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires, j'ai besoin de vous. La transformation de la justice modernisera nos façons de faire à tous les niveaux afin d'assurer une prise en charge efficace des dossiers au sein du système judiciaire et ainsi de mieux répondre aux besoins et aux attentes des citoyens.

Nous devons prendre le virage numérique, qui est la pierre angulaire de cette transformation, mais, au-delà de la technologie, nous devons poursuivre la mise en place de pratiques innovantes. Nous devons changer nos façons de faire, des solutions de rechange au processus judiciaire qui permettront ainsi d'éviter d'apporter certains dossiers devant le juge et offrir des méthodes alternatives de résolution des conflits. Cette transformation mettra également en place des outils pour améliorer la communication entre les intervenants judiciaires, un élément essentiel du bon fonctionnement de la justice. Avec ces réformes, nous mettrons de l'avant un système de justice plus innovant, plus efficace, au bénéfice de tous.

Si nous devons nous attaquer à la désuétude de nos méthodes, il est également primordial de réviser certaines de nos règles de droit, notamment le droit de la famille, qui a besoin d'une réforme en profondeur puisque ses fondements n'ont pas été revus depuis plus de 30 ans. Le droit doit être le reflet de la société qu'il encadre. Le modèle traditionnel de la famille est désormais éclaté, nous avons maintenant plusieurs façons de concevoir la parentalité et les liens de filiation. Nous devons adapter les règles qui régissent ces réalités. Nous souhaitons remettre l'enfant au coeur des préoccupations du droit de la famille, c'est un enjeu important pour notre société. Pour ce faire, il est nécessaire — et je souhaite d'avoir l'appui de tout le monde — de s'élever au-delà des considérations partisans et travailler de concert avec tous nos partenaires sur ces questions.

Dans cette lignée, je souhaite une justice plus humaine et accessible pour tous. À cet effet, nous devons penser aux victimes d'actes criminels, particulièrement vulnérables. Le régime québécois est l'un des plus généreux au Canada, certes, mais il n'est pas parfait. Il devra être modernisé — une autre chose qu'il faut moderniser, en justice, d'ailleurs — pour qu'il soit plus accessible à un plus grand nombre de personnes.

Je porte également le chapeau de ministre responsable de la Condition féminine. J'en suis d'autant plus fière parce que je siège aujourd'hui à un Conseil des ministres paritaire. L'Assemblée nationale accueille un nombre historique de femmes députées, une avancée importante et très symbolique. Mais, malheureusement, si certaines choses ont changé, il reste encore du travail à faire. Ce sont les paroles de Michelle Obama qui m'inspirent : «En tant que femmes, nous devons nous lever pour nous-mêmes. En tant que femmes, nous devons nous lever les unes pour les autres. En tant que femmes, nous devons nous lever pour la justice pour tous.» J'y crois profondément. Nous avons tous et toutes un devoir, en tant que société, d'agir pour que cessent l'insécurité, les discriminations et la violence sous toutes ses formes. Je n'oublie pas, naturellement, dans mes pensées et mes actions les femmes des Premières Nations et les femmes inuites du Québec, qui ont également de grands besoins. Il est nécessaire d'élaborer avec elles des actions adaptées à leur réalité.

Je suis également ministre responsable de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, une responsabilité que je suis fière d'avoir obtenue. Avec vous tous, de la communauté LGBTQ, je reconnais l'importance de vos luttes et que la discrimination est encore présente dans votre quotidien. Je m'engage à établir un dialogue avec vous, à travailler ensemble pour faire en sorte qu'au Québec, peu importe votre orientation sexuelle, votre identité de genre, votre expression de genre ou votre assignation sexuelle, vous puissiez jouir de la même qualité de vie que l'ensemble de vos concitoyens. Sachez que je vais travailler en ce sens. Je vais travailler pour nous offrir à tous et toutes un Québec plus juste, plus humain, plus égalitaire.

Le premier ministre m'a également confié la responsabilité des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, un autre très grand privilège. Le Québec doit jouer un rôle central sur la scène canadienne en collaborant avec le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux au bon fonctionnement de la fédération. Je souhaite insuffler un nouveau dynamisme et une approche pragmatique à nos relations intergouvernementales en prônant l'ouverture d'esprit et la recherche de solutions mutuellement bénéfiques, tout en s'assurant que nos compétences sont respectées, naturellement.

Le soutien et la promotion de la francophonie canadienne me tiennent également particulièrement à coeur, en grande partie parce que je suis très fière et très attachée à mes racines acadiennes du côté de ma mère, mais également parce que je suis convaincue que, par la promotion d'un français fort et vivant dans le reste du Canada, nous contribuerons ainsi à renforcer et protéger le français au Québec.

• (17 h 40) •

Les débats qui ont cours en Ontario à l'heure actuelle nous rappellent la fragilité du statut de la langue française au Canada et l'importance d'être vigilants. Le Québec est un allié de la francophonie canadienne, il est temps de le dire clairement. Nous soutiendrons activement les communautés francophones et nous ferons la promotion de la culture francophone partout au Canada. Notre rôle en ce sens est primordial.

Il y a également des réflexions et du travail à faire dans beaucoup d'autres domaines tombant sous ma juridiction, notamment en matière de protection du consommateur, d'accès à l'information ou concernant nos ordres professionnels. Je serai à l'écoute des besoins, mais sachez que j'agirai toujours dans l'intérêt des citoyens.

Finalement, j'aimerais clore cette longue liste de priorités par celle qui pourrait marquer le plus notre histoire commune : la réforme du mode de scrutin. Des discussions sur une telle réforme existent depuis fort longtemps. Réformer notre mode de scrutin est devenu fondamental pour nombreux Québécois. Et je salue d'ailleurs l'accord de principe rassemblant une majorité des parlementaires qui a été signé au printemps. J'en profite pour saluer le Mouvement Démocratie nouvelle, qui a été l'instigateur de cette démarche. Et je tiens à réitérer que nous respecterons notre engagement. D'ici le 1er octobre 2019, nous déposerons un projet de loi. Cette entente nous mènera à travailler ensemble vers un mode de scrutin proportionnel mixte. Ce sera une démarche qui se fera dans le respect des électeurs de nos régions et dans le but que l'Assemblée nationale représente plus fidèlement la volonté des électeurs, tout en s'assurant d'un gouvernement stable. Ce projet de loi, je l'espère, fera consensus autant parmi les 125 députés de cette Assemblée, parce que la population a placé sa confiance envers nous. J'invite donc les trois partis d'opposition à oeuvrer de manière constructive avec moi pour réaliser cette démarche historique.

M. le Président, je sais être en adéquation avec mes collègues lorsque je parle de moderniser nos institutions. La porte est ouverte, nous avons la volonté de le faire, et j'ai l'intime conviction qu'à force de travail et d'efforts nous y parviendrons. Travaillons, mes collègues, ensemble pour le Québec maintenant. Merci.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Nous continuons, et je cède maintenant la parole à Mme la députée de Verchères.

Mme Suzanne Dansereau

Mme Dansereau : Merci, M. le Président. Ce moment qui m'est accordé me permettra de vous présenter mon comté et remercier toutes les personnes qui m'ont accompagnée et appuyée afin de me rendre au salon bleu avec vous. J'aimerais aussi prendre un temps pour vous féliciter, M. le Président, pour votre nouveau rôle à l'Assemblée nationale.

Le décès récent d'un grand homme politique m'amène à souligner que Verchères a été représentée de 1994 à 2005 par M. Bernard Landry, premier ministre du Québec de 2001 à 2003. Mon comté, de près de 80 000 citoyens, regroupe six municipalités, Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Amable, Sainte-Julie, Verchères et Varennes; des citoyens qui, en 2018, ont eu de l'audace, des citoyens qui n'ont pas eu peur du changement. Je tiens à vous remercier, chers citoyens et citoyennes du comté de Verchères, d'avoir exprimé votre volonté de changement en me donnant votre vote de confiance le 1er octobre dernier. Je serai d'ailleurs la députée de tous les citoyens.

Ma circonscription a plusieurs enjeux, dont le développement économique. Cet enjeu est d'ailleurs très important pour moi. Mes municipalités ont connu un essor particulièrement important durant les dernières années. Ce développement a été conditionné par différents facteurs en place, notamment par la proximité de la métropole, la CMM et par l'implantation et le développement d'éléments structurants tels que les infrastructures routières.

Mon comté s'est développé économiquement à une vitesse fulgurante. Les élus municipaux en place ont fait le choix de faire les choses autrement, et c'est tout à leur honneur. Le fleuron québécois Le Groupe Jean Coutu a décidé d'y installer son siège social et a construit son nouveau centre de distribution ultramoderne et robotisé à Varennes en 2016. On compte plus de 1 000 employés qui y travaillent, ce qui amène des impacts positifs dans toutes les municipalités du territoire. Également, on y retrouve aussi d'autres grands employeurs tels qu'ArcelorMittal, à Contrecoeur, et le Groupe Novatech, à Sainte-Julie, sans oublier l'expansion du port de Montréal à Contrecoeur, la zone industrialo-portuaire Contrecoeur-Varennes ainsi que les parcs industriels florissants et novateurs, qui ont des retombées concrètes pour les familles, créant des emplois payants.

Depuis plusieurs années, à titre de mairesse de Contrecoeur, j'ai piloté le dossier de la Stratégie maritime, qui inclut le pôle logistique. Les retombées économiques que cela engendrera dans le comté de Verchères seront importantes et positives.

Parmi les autres enjeux, on peut penser à l'élargissement de l'autoroute 30 entre les autoroutes 20 et 10 afin d'obtenir une véritable voie réservée pour les autobus, le covoiturage, les véhicules électriques et les taxis, favorisant ainsi le transport collectif et celui des marchandises.

À Saint-Amable, l'appui à la recherche de solutions pour le développement d'un plan de relance pour les agriculteurs est un enjeu important. En 2006, les producteurs ont subi des coups durs avec la découverte du parasite nématode doré, il ne faut pas les oublier.

Du côté de Sainte-Julie, il y a eu la récente annonce d'un nouveau quartier TOD, un projet évalué à 145 millions de dollars, qui sera situé à l'entrée de la ville et qui conjuguera des immeubles d'habitation locative, des commerces, différents services et des espaces verts près du stationnement incitatif.

Sans oublier Calixa-Lavallée et Verchères, qui sont parmi les plus beaux villages du Québec et qui gagnent à être connus. Depuis plus de 140 ans, Calixa-Lavallée est l'hôte d'une importante exposition agricole. La municipalité de Verchères se développe en visant des objectifs de qualité, que ce soit pour l'agriculture qu'on y pratique, les richesses architecturales et de nombreux bâtiments, le caractère unique du vieux village. L'ouverture sur le fleuve via le parc des Pionniers stimule la revitalisation économique, sociale et culturelle de la municipalité.

Dans les prochaines semaines, je vais rencontrer tous les élus municipaux afin de prendre connaissance de leurs dossiers et des enjeux importants. Du côté de l'environnement, les citoyens du comté de Verchères se sont pris en main en posant de petits gestes et en faisant un travail collectif. Le centre de traitement des matières organiques situé à Varennes est sur le point d'atteindre l'objectif gouvernemental de traiter 60 % des matières organiques sur notre territoire, un exemple à suivre à travers tout le Québec.

Dans les dernières semaines, j'ai eu la chance de rencontrer plusieurs personnes et j'ai pu constater que nos aînés sont très actifs dans la circonscription. Différentes activités sont organisées, et c'est plaisant de les voir aussi dynamiques. Il faut prendre soin de nos aînés et veiller à ce que personne ne soit négligé.

J'aimerais aussi, M. le Président, rendre hommage aux femmes qui osent se présenter en politique. Avec un Conseil des ministres paritaire, on constate que les femmes prennent leur place en Chambre, sans oublier les jeunes, qui s'intéressent de plus en plus au milieu politique et qui s'engagent à représenter leurs citoyens, c'est rafraîchissant.

Il y a un an, M. le Président, je quittais la vie politique municipale, après 24 ans. Peu de temps après, je recevais un appel du premier ministre m'offrant de relever un nouveau défi. C'est avec joie et fierté que j'ai accepté le mandat. D'ailleurs, nous l'avons reçu au mois d'août dernier, lors d'une fête à Saint-Amable, et le mot d'ordre qui régnait était le changement, et les électeurs l'ont clairement manifesté.

Aussi, permettez-moi, M. le Président, de prendre un moment pour remercier les bénévoles qui ont pris part à ma campagne électorale. Merci à Martin Leblanc, Béatrice Ronvaux, Isabelle Poulet, Marcel Cormier, Marie-Ève Bouchard, Marie-Ève Tremblay et plusieurs autres bénévoles qui ont participé de près et de loin à ma campagne électorale. Vous avez fait un travail colossal, et je l'apprécie énormément. Un sincère merci à Lyne Beaulieu, qui m'a donné un sérieux coup de main et qui a été présente tout au long de ma campagne. Elle est présente ici. Et elle s'est même infligé 17 points de suture en posant des pancartes, il faut le faire! Aujourd'hui, elle est mon attachée politique et responsable du bureau de comté. Son expérience à la MRC de Marguerite-D'Youville et comme conseillère de la ville de Varennes durant neuf ans apportera beaucoup à mon travail. Je peux également compter sur mon attachée de presse, Marie-Ève Gauvreau, qui est dans le milieu des communications depuis 10 ans. Mon bureau est donc pleinement fonctionnel, depuis quelques jours, et j'en suis très fière. Durant mon travail à Québec, les citoyens pourront faire confiance à mon équipe.

À titre plus personnel, j'aimerais prendre un moment pour remercier mon conjoint Gérald ainsi que mes enfants, Catherine et Mathieu, ainsi que leurs conjoints, sans oublier mes petits-enfants... mes petites-filles, je devrais dire, Anna, Alicia et Florence. Ils seront à mes côtés pour mon premier mandat, et je leur en suis très reconnaissante.

Je remercie bien évidemment mes collègues de la Coalition avenir Québec pour l'accueil et le premier ministre pour sa confiance. M. le Président, je vous remercie.

• (17 h 50) •

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à M. le député de Vachon.

M. Ian Lafrenière

M. Lafrenière : Merci beaucoup, M. le Président. Chers collègues, je vais être extrêmement bref. Vous comprendrez qu'étant donné qu'une enquête est toujours en cours dans le présent dossier je ne pourrai pas le commenter. Alors, je vous remercie de votre compréhension. Oups! Excusez-moi.

M. le Président, je me suis permis un petit clin d'oeil humoristique à mon ancien travail de porte-parole, que j'ai fait pendant plusieurs décennies; clin d'oeil aussi à mes ex-collègues de travail, pour qui j'ai un très grand respect. Vous savez, depuis des années, les gens me voient dans les médias, et maintenant ce sera comme porte-parole pour les citoyens et les citoyennes de Vachon.

C'est un petit voyage dans le temps aussi qui me permet de rappeler que certains députés ici présents m'ont déjà interviewé pour un média dans nos anciennes vies respectives. Je parle de la députée de Montarville, le député de Saint-Jean, la députée de l'Acadie, et même le président, le député de Lévis. Les temps ont bien changé. Mais une chose qui demeure : nous sommes toujours au service des citoyens.

Parlant de citoyens, mes remerciements les plus sincères aux gens de Vachon, qui m'ont fait confiance avec une victoire décisive de plus de 10 000 voix. Je les remercie de leur témoignage qu'ils m'ont fait. Et, après 29 ans de service public comme policier, comme pompier, comme militaire, comme formateur pour les Nations unies, me voici dans la très belle circonscription de Vachon, je ne ferai pas de jalousie, je ne dirai pas la plus belle, mais dans la très belle circonscription de Vachon. Ce rôle, je l'endosse avec fierté. Et je m'engage à représenter tous les citoyens de la circonscription de Vachon, et ce, sans égard à leurs allégeances politiques.

Mr. Speaker, it's an honor and a privilege to represent the Riding of Vachon in this House. Believe me, I'm not taking anything for granted. I'll do everything to deserve and maintain the trust from my fellow citizens. Humility and respect will be my guidance.

Je tiens à féliciter les autres candidats qui se sont présentés aussi dans la circonscription de Vachon. Je les remercie. Nous avons réussi à faire une campagne qui est respectueuse, et ça, c'était très important pour moi.

Je salue aussi la députée sortante, Mme Martine Ouellet, qui m'a aidé dans la phase de transition.

Je remercie aussi du fond du coeur mon équipe de bénévoles, que je ne nommerai pas, parce que, sans vous, je ne serais pas assis ici aujourd'hui.

Cette campagne s'est terminée avec le résultat que vous connaissez, un mandat clair. Mais je dois rassurer les citoyens, parce que j'avais fait une promesse, lors de la soirée électorale, j'avais dit à mes filles que j'étais pour danser si j'étais élu, et, oui, oui, en direct à la télévision j'ai dansé. Cependant, à la demande générale, je vous rassure, je ne le ferai pas avant les prochaines élections, ça, c'est promis. Non, ce soir non plus.

Revenons à la circonscription de Vachon — en passant, ce n'est pas la dernière fois que vous allez en entendre parler, parce que je vais le faire avec beaucoup de cœur — ce qui m'a conquis, dans cette circonscription, ce qui m'a attiré, c'est le noyau militaire à Saint-Hubert, étant moi-même militaire depuis plusieurs années, la présence d'un aéroport, qui est vraiment une force économique pour notre région, puis également des défis. Puis ça, je suis le seul à avoir ce genre de défi, le défi du transport et de la circulation.

Comme utilisateur de l'autoroute 30 et de la 116, je n'ai jamais dit que je circulais, mais j'utilisais les deux, parce que souvent elles sont congestionnées, puis ça ne roule pas. Je voulais faire partie de ceux qui trouvaient une solution à ces deux axes et je vous confirme qu'on va y travailler. On va y travailler sur les deux volets, en transport en commun et, oui, pour mettre à jour le réseau routier. Puis c'est possible de faire les deux en même temps, M. le Président. Souvent, on met les deux en opposition. Vous savez, mes citoyens ont besoin de transport en commun, mais nos industries... Et on peut penser au développement du port de Montréal, on peut penser... il y a une grande brasserie qui s'installe sur mon territoire. On a besoin aussi de mettre à jour nos infrastructures routières, ce qui a été mis de côté pendant trop longtemps. Notre gouvernement aura enfin une vision.

Je reviens à Vachon. Présence militaire, potentiel économique, des défis, des enjeux, mais finalement ce sont vraiment les gens de Vachon qui m'ont le plus touché. Vous savez, M. le Président, on compte plus de 222 groupes communautaires dans Vachon, des regroupements qui au quotidien laissent leur marque dans notre communauté, qui aident les gens de mon secteur. Et je les salue aujourd'hui, ces hommes et ces femmes qui par leur implication, leur dévouement et leur bonté font une différence dans la vie des concitoyens de Vachon. Je serai toujours là pour vous supporter.

La circonscription de Vachon a été créée en l'honneur de Roméo Vachon, un pionnier de l'aviation québécoise. D'ailleurs, petite leçon d'histoire. En 1930, je n'étais pas là, mais, en 1930, lors du passage du R-100... le passage du R-100 s'est fait à l'aéroport de Saint-Hubert, c'était alors un des aéroports les plus occupés au Canada, et ce sont des policiers de Montréal qui assuraient la sécurité de ce dirigeable. Donc, les gens de Vachon sont très habitués d'avoir des policiers de Montréal dans leur secteur, et ça se passe très bien.

Vachon est un comté dynamique : parc industriel, aéroport en plein essor. Ce sera d'ailleurs une plaque tournante pour le transport aérien régional, on va travailler très, très fort pour le développer. Et d'ailleurs, lors des événements récents aux Îles-de-la-Madeleine, les renforts militaires venaient de chez nous, absolument, M. le Président, encore une fois on était impliqués. Chers collègues, vous allez devoir vous habituer de m'entendre parler de Vachon, je vais le faire très souvent, et je m'en excuse.

Pour assurer des relations de proximité avec mes citoyens, nous avons un bureau qui est déjà ouvert, avec une équipe qui est formidable, que je ne nommerai pas. Mais ma grande fierté, c'est d'avoir cinq bénévoles, oui, des gens qui au quotidien ont décidé de faire du bénévolat dans le bureau de circonscription pour aider leurs concitoyens, et je les remercie. C'est une très grande fierté pour moi.

Nos prédécesseurs ont façonné le Québec entre ces murs, et c'est avec beaucoup d'humilité que j'entrevois mon rôle ici. Nous devrions aussi tous se faire une promesse, celle de ne jamais tomber dans la routine. Nous avons un devoir de mémoire, le devoir de se souvenir de l'histoire de ce qui nous précède et surtout de se rappeler pourquoi et pour qui nous sommes ici.

Parlant de démocratie, vous savez, je ne serai pas toujours d'accord avec l'opinion des gens de l'opposition et je ne serai pas toujours d'accord non plus avec l'opinion de... ce que les journalistes vont dire, mais les journalistes sont un rempart à cette démocratie, et je veux prendre un instant, M. le Président, pour souligner l'importance du travail des journalistes dans cette enceinte.

D'ailleurs, M. le Président, j'ai bien écouté le discours de notre premier ministre et j'ai surtout écouté les réactions de la part des groupes d'opposition. C'est une première pour moi. Ce que j'ai entendu, c'est du dénigrement, des critiques sur notre position, des blâmes envers notre gouvernement. Ouf! Je me permets de vous dire, M. le Président, que je trouvais que ça ressemblait un petit peu à l'émission *Les beaux malaises*. Il y a quand même une partie de l'opposition qui a eu les deux mains sur le volant pendant plus de 15 ans — ça, c'est une expression consacrée — alors, de venir nous dire que, dû à nous ou grâce à nous, tout va mal dans ce gouvernement-là, je trouve ça un petit peu particulier, et surtout les citoyens ne veulent plus de ce genre de politique là. Je vous le confirme, M. le Président, nous sommes très, très ouverts à la critique, mais pas à ce genre de politique là, qui ne m'attirait pas du tout dans ce travail, en passant.

Comme adjoint parlementaire en matière de sécurité publique, certains collègues de l'opposition ont justement dit qu'il y avait une dichotomie entre mon passé de policier et notre position, dans ce gouvernement, de faire passer l'âge de la consommation du cannabis à 21 ans. Je veux les rassurer. Lorsque j'étais policier, je le disais déjà...

Le Vice-Président (M. Picard) : M. le député, je vais vous demander de terminer, là, il reste quelques... il reste 1 min 30 s. À moins que... Est-ce que vous voulez continuer demain... Oui, M. le leader adjoint.

M. Schneeberger : Oui. Je demande le consentement pour qu'il puisse continuer, s'il vous plaît.

Le Vice-Président (M. Picard) : Est-ce qu'il y a consentement? Consentement. Vous pouvez terminer, M. le député de Vachon.

M. Lafrenière : Je le disais donc, M. le Président, comme adjoint parlementaire en matière de sécurité publique, il y a certains collègues de l'opposition qui ont dit qu'il y avait une dichotomie entre mon passé de policier et notre position, dans ce gouvernement, pour passer l'âge légal de la consommation du cannabis à 21 ans. Et, je veux les rassurer, alors que j'étais policier j'avais le même discours. Et ce que je disais surtout, lorsqu'on parle du crime organisé, c'est que,

justement, le crime organisé est organisé. On va arrêter de se dire que, grâce à une loi qui légaliserait à 18 ans, le crime organisé, au Québec, va tomber. Je veux vous rassurer, ça n'arrivera pas.

Il y a même des enquêtes journalistiques qui nous ont déjà dit que le crime organisé s'était infiltré dans l'économie légale, ils ont déjà réussi à investir dans des compagnies légales qui font pousser de la marijuana. Et ça, ce n'est pas moi qui le dis, ce sont des journalistes.

M. le Président, plus du tiers des jeunes consomment pour la première fois du cannabis alors qu'ils ont entre 14 et 15 ans. Si je suivais la logique de l'opposition, il faudrait le légaliser dès cet âge-là? Je vous dis que, comme parents responsables, on ne le fera pas, M. le Président.

Cependant, l'opposition a raison sur un point. Au Québec, on a décidé de prendre une approche qui est différente, c'est vrai, puis, pour ça, ça prend du courage. On n'a pas décidé de faire comme tout le monde au Canada, ce n'est pas la voie de la facilité, mais on le fait comme gouvernement responsable et surtout comme parents responsables.

• (18 heures) •

Il est maintenant temps pour moi de clore ce discours, j'ai déjà dépassé mon temps un peu. Je veux clore ce discours en remerciant les citoyens de la circonscription de Vachon et en répétant mon engagement. Je serai à l'écoute de mes citoyens de Vachon. Ma promesse : Je vais être honnête, intègre et je vais être sincère avec vous.

Et, en terminant, comment je ne peux pas remercier les femmes de ma vie? Et là je veux clarifier ça tout de suite, je parle de ma femme et mes deux filles. Alors, merci beaucoup, je vous aime tellement. Merci de votre patience. Mon frère Cédric, mes parents, qui m'ont beaucoup aidé, et même ma grand-mère, qui va célébrer son 100 ans dans quelques jours. Malgré tout ça... Oui, membre de la FADOQ. Malgré tout ça, ça ne lui a pas empêché d'être à mes côtés pendant la campagne.

Et je m'en voudrais... Je vais prendre 30 secondes de plus, mes collègues vont me le pardonner. Demain, c'est une journée importante, une triste commémoration. Il y a de cela 29 ans, le 6 décembre 1989, avait lieu un drame épouvantable qui est la tuerie de l'École polytechnique, et ça aussi, ça fait partie du devoir de mémoire, de ne jamais oublier ces événements-là.

M. le Président, bonne législature à tous et à toutes. Toujours prêt. Je me souviens.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député.

Ajournement

Compte tenu de l'heure, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 6 décembre 2018, à 9 h 40.

(Fin de la séance à 18 h 1)